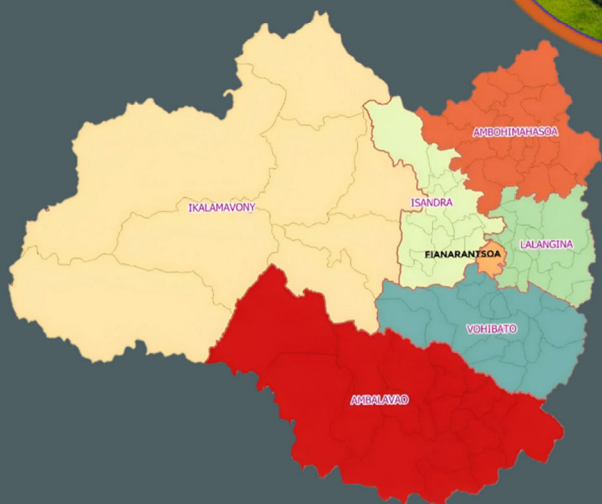


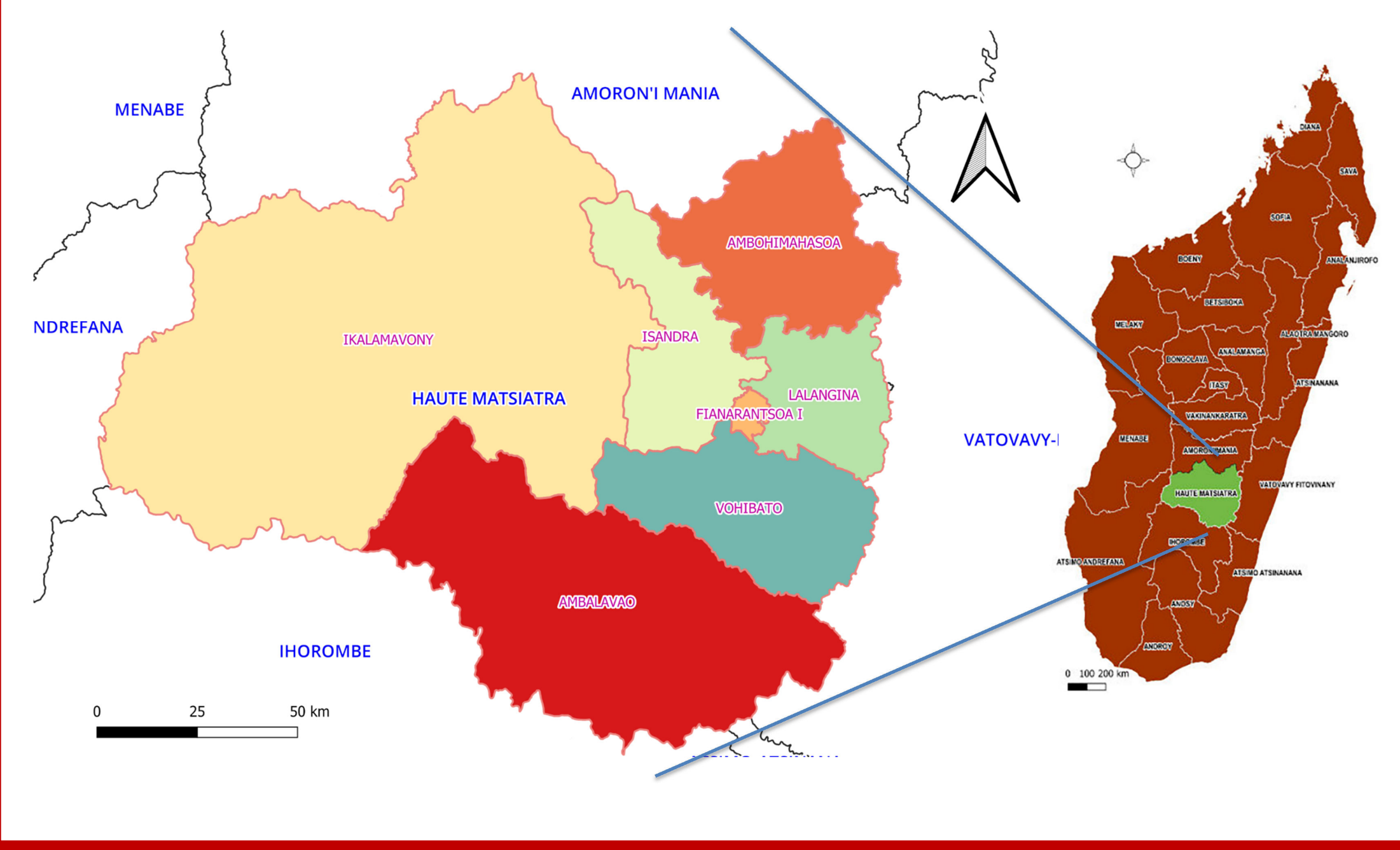


PLAN REGIONAL DE DEVELOPPEMENT



"Zay soa raha atao ro mivoatsa"

REGION HAUTE MATSIATRA



PREFACE : LE MOT DU GOUVERNEUR



Je suis particulièrement persuadé de l'immense potentialité de la Région Matsiatra Ambony dans tous les secteurs et notamment dans le domaine agricole qui est sa vocation primordiale, elle regorge aussi d'importantes ressources naturelles et dispose d'un riche capital humain en sa population laborieuse, ses élites intellectuelles sur le territoire national et à l'extérieur ainsi que ses jeunes générations engagées. Pour que ces potentialités notoires puissent profiter à la promotion économique, au développement social et au quotidien de la population, elles doivent être mises en valeur. A cet égard, ce document de planification rapproche les potentialités de la Région aux impératifs de son développement, aux attentes et aux besoins de la population.

Ce document de programme régional de développement est le fruit d'une réflexion collective qui a vu la contribution de toutes les forces vives de la Région, une démarche participative qui est le gage de l'appropriation du programme par l'ensemble de la population. Cette dernière qui se doit d'être acteur de développement tout en étant bénéficiaire.

Le présent document définit les politiques, les stratégies et les pistes d'action pour un développement régional durable, harmonieux et inclusif. Il sert de référence pour les décideurs et les partenaires techniques et financiers mais il est aussi et surtout un repère pour les différents acteurs de développement qu'ils soient du secteur privé ou public, de la société civile ou de la collectivité territoriale. Ce document stratégique a été façonné d'une manière lui permettant d'être facilement lisible et accessible à tout le monde pour que chacun puisse s'y identifier et se positionner afin d'apporter sa contribution au processus de développement et à la construction d'une région prospère.

Pour terminer, je fais appel à chacun et à toutes les forces vives au niveau de la Région et de la Nation sans omettre les diasporas, il est temps pour nous d'assumer pleinement notre avenir. Unissons nos efforts pour mettre en œuvre ce Programme Régional de Développement et concrétiser notre vision.

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	1
1.1	CADRE LEGAL DE L'ELABORATION DE PRD.....	1
1.2	LES DOCUMENTS CADRE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.....	1
1.3	PROCESSUS PRD	2
1.3.1	<i>Mis en place des structures de pilotage</i>	<i>2</i>
1.3.2	<i>Évaluation de la mise en œuvre de l'ancien PRD.....</i>	<i>2</i>
1.3.3	<i>Ateliers sectoriels et thématiques.....</i>	<i>2</i>
1.3.4	<i>Ateliers de concertation au niveau des sept districts</i>	<i>3</i>
1.3.5	<i>Collecte et analyse des données.....</i>	<i>3</i>
1.3.6	<i>Compilation et structuration des planifications.....</i>	<i>3</i>
1.3.7	<i>Rédaction.....</i>	<i>3</i>
1.3.8	<i>L'officialisation du PRD.....</i>	<i>3</i>
1.4	STRUCTURE DU DOCUMENT	3
2	PRESENTATION DU TERRITOIRE.....	5
2.1	ORIGINE DU NOM DU TERRITOIRE	5
2.2	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET CADRE ADMINISTRATIF	5
2.3	DECOUPAGE TERRITORIAL	5
2.4	SON CAPITAL HUMAIN	5
2.4.1	<i>Caractéristiques démographiques.....</i>	<i>5</i>
2.4.2	<i>Projection démographique</i>	<i>6</i>
2.4.3	<i>Niveau d'instruction</i>	<i>6</i>
2.5	SES CAPITAUX NATURELS	6
2.5.1	<i>Climat.....</i>	<i>6</i>
2.5.2	<i>Bassin versant et ressource en eau</i>	<i>7</i>
2.5.3	<i>Relief et topographie.....</i>	<i>7</i>
2.5.4	<i>La terre</i>	<i>7</i>
2.5.5	<i>Infrastructure verte</i>	<i>8</i>
2.5.6	<i>La diversité biologique.....</i>	<i>8</i>
2.5.7	<i>Le paysage.....</i>	<i>8</i>
2.6	SON CAPITAL SOCIAL.....	9
2.7	PROFIL DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	10
3	ANALYSE FFOM DE LA REGION MATSIATRA AMBONY	12
3.1	FORCES.....	12
3.2	FAIBLESSES	12
3.3	OPPORTUNITES.....	12
3.4	MENACES.....	12
4	LES ORIENTATIONS DU PRD	14
4.1	VISION DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA RÉGION	14
4.2	DEVISE.....	14
4.3	VALEURS.....	14
4.4	PRINCIPES GENERAUX.....	14
4.5	LES CADRES STRATEGIQUES DU DEVELOPPEMENT REGIONAL	15
4.5.1	<i>AXE STRATEGIQUE 1: CONSOLIDER LA COORDINATION, L'HARMONISATION, LA REFORME DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</i>	<i>15</i>
4.5.2	<i>AXE STRATEGIQUE 2: IMPULSER LA CREATION D'ENTREPRISE, D'EMPLOI ET DE LA RICHESSE AU NIVEAU DE LA REGION</i>	<i>20</i>
4.5.3	<i>AXE STRATEGIQUE 3: DEVELOPPER L'OUVERTURE ET L'ATTRACTIVITE DE LA REGION.....</i>	<i>33</i>
4.5.4	<i>AXE STRATEGIQUE 4: INDUSTRIALISER CHAQUE DISTRICT POUR CREER DE L'EMPLOI.....</i>	<i>49</i>
4.5.5	<i>AXE STRATEGIQUE 5: CONSOLIDER LA PROFESSIONNALISATION DES CHAINES DE VALEURS CREATRICES DE REVENU TERRITORIAL</i>	<i>59</i>

4.5.6	AXE STRATEGIQUE 6: ACCROITRE LA RETOMBEE ECONOMIQUE DU SECTEUR TERTIAIRE A LA CROISSANCE REGIONALE	70
4.5.7	AXE STRATEGIQUE 7: RENFORCER L'ACCES DURABLE DE LA POPULATION AU SERVICE UNIVERSEL DE PROXIMITE D'EAU PORTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIENE	74
4.5.8	AXE STRATEGIQUE 8 : REHAUSSER LA QUALITE ET LA PERFORMANCE DES OFFRES DE SOINS.....	80
4.5.9	AXE STRATEGIQUE 9: ACCROITRE LA POPULATION ACHEVANT LE NIVEAU SECONDAIRE, LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE ET AYANT ACCES A UNE UNIVERSITE D'EXCELLENCE POUR LES BESOINS DES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT.	86
4.5.10	AXE STRATEGIQUE 10 : DEVELOPPER UN CADRE DE VIE AGREABLE, DURABLE ET ATTRACTIF.....	93
4.5.11	AXE STRATEGIQUE 11: METTRE EN OEUVRE DES MESURES TRANSVERSALES QUI ASSURENT LA DURABILITE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL	102
5	STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE DU PRD	119
5.1	CONSOLIDATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DE LA REGION	119
5.1.1	Evolution du cadre juridique des CTD.....	119
5.1.2	Stratégies de renforcement de la maitrise d'ouvrage	120
5.2	LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES AUTOUR DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN.....	120
5.2.1	Les cadres de participation citoyenne et de redevabilité sociale existants.....	120
5.2.2	La stratégie de mobilisation à déployer.....	120
5.3	STRATEGIE DE PROMOTION DU PLAN	121
5.3.1	Les dispositifs de communication existants	121
5.3.2	Plan de promotion.....	122
5.4	LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN (RESSOURCES PROPRES ET RESSOURCES EXTERIEUR A LA CTD).....	122
5.4.1	Les ressources de la Région	122
5.4.2	Le défis	123
5.4.3	Stratégies de mobilisation des ressources financières suffisantes afin de pouvoir promouvoir efficacement le développement régional.....	123
6	LISTE DES ANNEXES	125

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Projection de la population de 2018 à 2035 (RGPH3)	6
Figure 2 : Profil de développement humain, Rapport de développement humain, 2019.....	10
Figure 3 : Estimation de la surface cultivable par ménage (RGPH3).....	21
Figure 4 : Evolution de la consommation régionale en carburant (OMH).....	32
Figure 5 : Nombre par type d'industrie et emploi crée.....	56
Figure 6 : Evolution de la recette de l'exploitation minière en Ariary (Source: Région Haute Matsiatra)	57
Figure 7 : Evolution du cheptel bovin et porcin (source: DRAE HM).....	61
Figure 8 : Evolution de la réussite à l'examen par niveau de 2008 à 2021 (DREN Haute Matsiatra)...	86
Figure 9 : Effectif des garçons et filles à chaque niveau (DREN Haute Matsiatra)	87
Figure 10 : Taux d'achèvement par niveau (DREN Haute Matsiatra)	87
Figure 11 : Répartition des étudiants par département de l'Université Andrainjato	91
Figure 12 : Répartition des filières dans les universités privées	91
Figure 13 : Evolution des étudiants de l'Université d'Andrainjato (UF, 2022).....	92

Figure 14 : Comparaison entre l'effectif universitaire et la capacité d'accueil (Scolarité UF, 2021).....92

Figure 15 : Répartition de l'usage d'énergie domestique (RGPH3)101

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Variation de température au niveau de la Région	6
Carte 2 : Carte pluviométrique 2019-2020 (SRMH, 2020)	7
Carte 3 : Bassin hydrographique de la Région	7
Carte 4: Relief et topographie de la Région	7
Carte 5 : Couverture forestière régionale et ressource en eau (SIG HM, 2022)	8
Carte 6 : Implantation de pylône et de fibre optique	46
Carte 7 : Passage de cyclone entre 1964-2014 au niveau de la Région Matsiatra ambony	113

LISTE DES ABBREVIATIONS ET DES ACRONYMES

ACC : Adaptation aux Changements Climatiques	CEDD : Cantonnement de l'Environnement et de Développement Durable
ACSQDA : Agence de Contrôle Sanitaire et de la Qualité des Denrées Alimentaires à Madagascar	CEFAR : Centre de Formation Agricole et Rurale
ADER: Agence de Développement de l'Électrification Rurale	CEG : Collège d'Enseignement Général
AEPG : Adduction d'Eau Potable	CER : Cellule environnementale régionale
AFD : Française de Développement	CFP : Centre de Formation professionnelle
AFDB : African Development Bank	CFTP : Centre de Formation Technique et Professionnelle
AFDI : Agence Française de Développement International	CHRD : Centre hospitalier de référence de district
AGR : Activité(s) Génératrice(s) de Revenus	CHU : Centre hospitalier universitaire
AMADIA : Association Malgache contre le Diabète	CirAE : Circonscription d'Agriculture et d'Élevage
ANaLogH : Agence Nationale d'Appui au Logement et à l'Habitat	CIRGN : Circonscription de la Gendarmerie Nationale
ANGAP : Agence National de Gestion des Aires Protégées	CISCO : Circonscription Scolaire
AP : Aire Protégée	CNaPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
ARTEC : Agence de Régulation de la Technologie	CoBa : Communauté de base
AS : Axe stratégique	COFAV : Corridor Fandriana Vondrozo
ASECNA : Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar	COS : Bois de construction, d'œuvre et de service
ATT : Agence du Transport Terrestre	CPGU : Cellule de Prévention et de Gestion des Urgences
BAD : Banque Africaine de Développement	CRAT : Comité Régional de l'Aménagement du Territoire
BAM : Bureau d'Administration des Mines	CRFAR : Comité Régionale de Formation Agricole et Rural
BCMM : Bureau de Cadastre Minier de Madagascar	CRIF : Centre de Ressources et d'Informations Foncières
BDD : Base des données	CRINFP : Centre Régional de l'Institut National de Formation Pédagogique
BEP : Brevet de l'Enseignement Technique	CRN : Comité Régional de la Nutrition
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption	CSB : Centre de Santé de base
BM : Banque Mondiale	CSI : Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
BMH : Bureau Municipal d'Hygiène	CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée
BNGRC: Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes	CU : Commune Urbaine
BTP : Bâtiment et Travaux Publics	CUF : Commune Urbaine de Fianarantsoa
CAA : Chef d'arrondissement administratif	DAS : Détachement Autonome de Sécurité
CAFPA : Centre d'Apprentissage et de Formation Professionnelle Agricole	DD : Développement Durable
CAP : Certificat d'Aptitude Professionnel	DRAE : Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage
CC : Changements Climatiques	DREDD : Direction de l'Environnement et du Développement Durable
CCAT : Comité Communal de l'Aménagement de Territoire	DREEFTP : Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle
CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie	DREN : Direction Régionale de l'Education nationale
CDDT : Centre de Démonstration et Développement de la Technologie	DRICC : Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation
CdM : Chambre des Métiers	DRJS : Direction Régionale de la Jeunesse et Sport
CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste	



DRPTDN : Direction Régionale de Poste, de la
Télécommunication et du Développement Numérique
EAF : Exploitation Agricole et Familiale
ECAR: Eglise Catholique Apostolique Roman
EDBM: Economic Development Board of Madagascar
EDS: Enquête Démographique et de Santé
EFOI: Entreprendre au Féminin de l'Océan Indien
EFTA: Ecole de Formation des Techniciens Agricoles
EMIT: Ecole de Management de l'Innovation
Technologique
EMMA: EntoMenaka Matsiatra ambony
ENEMPSI: Enquête Nationale de l'EMPloi et du
Secteur Informel
ENI: Ecole Nationale Informatique
ENS: Ecole National des Sciences de l'Education
EPM: Enquête Périodique de Ménage
EPP: Ecole Primaire Public
ETFP/DC: Enseignement Technique et Formation
Professionnelle/Développement de Compétence
FAO : Food and Agriculture Organisation
FCE : Fianarantsoa Côte Est
FDA : Fonds de Développements Agricoles
FDL : Fond du Développement Local
FFOM : Force, Faiblesse, Opportunité, Menace
FID : Fonds d'Intervention pour le Développement
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FIVPAMA : Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
FJKM : Fiangonan'ny Jesosy Kristy eto Madagascar
FKT : Fokontany
FLM : Fiangonana Loterana Malagasy
FMFP : Fonds Malgaches de Formation
Professionnelle
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population
FOFIFA : Foibem-pirenena momba ny Fikarohana
Ampihariana amin'ny Fampandrosoana eny
Ambanivohitra Centre National de la recherche
Appliquée au développement Rural
FPI : Formation professionnelle Initiale
FPMH : Forage équipé de Pompe à Motricité Humain
FRAM : Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny
Mpianatra, Association des parents d'élèves
FTG : Formation Technique Générale
FTM : Foiben-Taotsarintanin'i Madagasikara, Institut
Géographique et Hydrographique de Madagascar
GEF : Global Environmental Fund de la Banque
Mondiale
GEM : Groupements des Entreprises de Madagascar
GF : Guichet Foncier
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit,
société de coopération technique allemande
GN : Gendarmerie Nationale
GOT : Groupement d'Opérateurs Touristiques
Ha : Hectare
IDH : Indice de Développement Humain
IEC : Information, Éducation et Communication
IEM : Initiative pour l'Émergence de Madagascar
IMF : Institution de Microfinance
INSTAT : Institut National des Statistiques
ISST : Institut supérieur de Science et de la
Technologie

ISTE : Institut Supérieur de Technologie de
l'Environnement
JICA : Japan International Cooperation Agency
JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy, Société Malgache
d'Eau et d'Électricité
KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau, Banque
allemande de développement
Km : Kilomètre
KRFF : Komitin'ny Rano Fidiovana Fanadiavana
KW : Kilowatt
LOAT : Loi d'Orientation de l'Aménagement du
Territoire
LP : Logistique Pétrolier
LTP : Lycée Technique Professionnel
MAP : Madagascar Action Plan
MATD : Ministère de l'Aménagement du Territoire, et
de la sécurisation foncière
MCC : Ministère de la Communication et de la Culture
MDB : Malagasy Dairy Board
MEF : Ministère de l'Économie et des Finances
MEH : Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures
MEN: Ministère de l'Éducation Nationale
MESUPRES : Ministère de l'Enseignement Supérieur
et l'Enseignement Scientifique
METFP : Ministère de l'Enseignement Technique et de
la formation Professionnelle
MICC : Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la
Consommation
MID : Ministère de l'Intérieur
MINAE : Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage
MINSP : Ministère de la Sécurité Publique
MJS : Ministère de la Jeunesse et Sports
MMRS : Ministère des Mines et des Ressources
Stratégiques
MPPSPF : Ministère de la Population, de la Protection
Sociale et de la Promotion de la Femme
MPTDN : Ministère de Postes, des
Télécommunications et du Développement Numérique
MSP : Ministère de la Santé Publique
MTEFPLS Ministère du Travail, de l'Emploi, de la
Fonction Publique et des Lois sociales
MTM : Ministère des Transports et de la Météorologie
MTP : Ministère des Travaux Publics
NAP : Nouvelle Aire Protégée
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de
la Communication
ODD : Objectifs de Développement Durable
ODOF : One District One Factory
OIM : Organisation internationale de la Migration
OIT : Organisation International du Travail
OMC : Organisme Mixte de Coordination (entre
gendarmerie, police et militaire)
OMDA : Office Malgache des Droits d'Auteurs
OMH : Office Malgache des Hydrocarbures
OMNIS : Office des Mines Nationales et des Industries
Stratégiques
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONE : Office National de l'Environnement
ONG : Organisation Non-Gouvernementale
ONN : Office National de la Nutrition
ONUUDI : Programme de l'Organisation des Nation
Unies pour le Développement Industriel



ONU-Hab : Programme des Nations Unies pour l'Habitat
OPCI : Organisation Public de coopération intercommunale
OPJ : Officier de Police Judiciaire
ORN : Office Régional de la Nutrition
ORTF : Office Régional du Tourisme Fianarantsoa
OS : Objectif spécifique
OSC : Organisation de la Société Civile
OSCEAH : Organisation de la Société Civile Eau Assainissement et Hygiène
PADEV : Programme d'Appui au Développement des Villes
PAEB : Projet d'Appui à l'Éducation de Base
PAG : Plan d'Aménagement et de Gestion
PAGE : Programme d'Appui pour la Gestion de l'Environnement (GIZ)
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PASSOBA : Programme d'Appui aux Services Sociaux de Base Éducation (UE)
PCAF : Plateforme de Concertation des Acteurs de la Filière
PCDEAH : Plan Communal de développement de l'Eau Assainissement et l'Hygiène
PDLii : Programme de Développement Local Inclusif et intégré
PEM : Plan Emergence de Madagascar
PFROSC ; Plateforme Régionale des Organisations de la Société Civile
PIP : Plan d'Investissements Publics
PLAE : Programme de Lutte Antiérosive (KFW)
PLOF : Plan Local d'Occupation Foncière
PN : Parc National
PNAT : Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PPMH : Puits équipé de Pompe à Motricité Humain
PRD : Plan Régional de Développement
PSE : Paiement pour Service Environnemental
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PUDi : Plan d'Urbanisme Directeur
PV : Procès-verbal
REDD : Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
RGPH : Recensement Général de Population et de l'Habitat
RN : Route Nationale

RNC: Réseau national de Chemin de Fer
RNT : Route Nationale Temporaire
RNU : Règlementation Nationale de l'Urbanisme
ROFAMA : Ronono Faritra Matsiatra Ambony
RPE : Réseau de Protection d'Enfant
RPF : Restauration de Paysages et de Forêts
SAC : Schéma d'Aménagement Communal
SAMIFIN : Sampan-draharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola
SIDA : Syndrome de l'immunodéficience acquise
SIG : Système d'Information Géographique
SLC : Structure Locale de Concertation
SMI : Système de Micro Irrigation
SNGRC : Stratégie Nationale de Gestion des Risques et Catastrophes
SNRPF : Stratégie Nationale de Restauration de Paysages Forestiers
SRAT : Schéma Régional de l'Aménagement du Territoire
SRD : Service Régional des Domaines
SREF : Service Régional de l'Économie et Finances
SRFAR : Schéma Régional de Formation Agricole et Rurale
SRISE : Système Régional d'Information et de Suivi Evaluation
SRM : Service Régionale de la Météorologie
SRT : Service Régional Topographique
SSD : Service de Santé de District
SSE : Système de Suivi-Évaluation
STD : Services Techniques Déconcentrés
STEAH : Service Technique de l'Eau Assainissement et l'Hygiène
T : Tonne
T/Ha : Tonne par hectare
TGRN : Transfert de Gestion des Ressources Naturelles
TPI : Tribunal de Première Instance
TT : Tranoben'ny Tantsaha Rejionaly
UE : Union Européenne
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, United Nations of International Children's Emergency Fond
USAID: United States Agency for International Development
UV: Ultra violet
WASH: Water Sanitation and Hygiene

Crédits photographiques: Région Matsiatra Ambony, HAONA SOA, ORTF, Le Relais

1 INTRODUCTION

Le Plan Régional de Développement est un outil de planification opérationnel. Le document permet de définir, de cadrer, d'orienter et de coordonner les interventions selon une vision régionale commune et cohérente à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Ce plan indique les actions à réaliser, à horizon de cinq ans en précisant les moyens et les méthodes à mobiliser de mise en œuvre. L'outil définit les investissements, en fonction des priorités et des ressources locales disponibles mettant ainsi l'accent sur l'aspect réaliste de l'outil.

La Région Matsiatra Ambony a élaboré son premier PRD en 2005. Cette planification a été actualisée en 2015. Ce document est obsolète et ne reflète plus la réalité. Les stratégies opérationnelles de développement sont axées sur la création d'un environnement socio culturel favorable pour le développement humain, d'instaurer la bonne gouvernance et renforcer l'Etat de Droit, d'assurer un développement durable et d'assurer le développement économique rapide basé sur quatorze (14) filières.

1.1 CADRE LEGAL DE L'ELABORATION DE PRD

Conformément à l'article 153 de la Constitution, les Régions ont une vocation essentiellement économique et sociale. En collaboration avec les organismes publics et privés, les Régions dirigent, dynamisent, coordonnent et harmonisent le développement économique et social de l'ensemble de leur ressort territorial et assurent la planification, l'aménagement du territoire et la mise en œuvre de toutes les actions de développement. La loi organique N°2014-018 du 12 septembre 2014 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités territoriales décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires, spécifie les domaines de compétence de la Région. Selon l'article 30, la Région assure le développement économique et social à travers l'identification des axes prioritaires de la Région, l'élaboration et à la mise en œuvre du programme cadre et de plan Régional de développement, la programmation et le cadrage des actions de développement d'envergure Régionale. La loi 2014-020 en son article 52 stipule que : « le Chef de Région est également chargé de préparer et de mettre en œuvre, avec le concours des services déconcentrés de l'État concernés, les activités de développement initiées par la Région, et assurer la mise en œuvre du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire ». L'article 58 précise que « sur la base du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire, le Chef de Région prépare et propose un plan régional ou des projets régionaux de développement à intégrer dans le Programme d'Investissement Public de l'État. Le Décret 2015- 957 du MID impose la mise en place de Structure Locale de Concertation à chaque niveau de collectivité territoriale décentralisée, et son article 7 dit que « dans le cadre de ses missions, la structure locale de concertation apporte ses conseils en matière de (...) mise à jour du plan de développement de la collectivité

1.2 LES DOCUMENTS CADRE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Le gouvernement malagasy successif a développé l'outil de planification national allant du Madagascar Action Plan (MAP), passant par le Plan national de Développement (PND) et actuellement le Plan Emergence de Madagascar (PEM). Ce plan est basé sur 13 engagements de développement.

- La paix et la sécurité
- L'énergie et l'eau pour tous
- La lutte contre la corruption et une justice équitable
- L'éducation et la culture pour tous
- La santé pour tous et à tout âge
- L'emploi décent pour tous
- L'industrialisation de Madagascar
- Nos femmes et nos jeunes pour l'avenir
- L'autosuffisance alimentaire.
- La gestion durable de nos ressources naturelles
- La modernisation de Madagascar (villes « nouvelles, rénover nos routes, nos ponts et nos voies ferrées, logements sociaux et crédit au logement, transport, espace public et déchets, ville numérique)
- L'autonomisation et la responsabilisation de nos territoires (pôles de développement spécialisés, coopération entre les régions, les districts et les communes)
- Le sport, une fierté nationale.

La Région Matsiatra Ambony a initié la planification territoriale ou Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) en 2008. Le SRAT fixe la vision de développement de la Région sur 20 ans et définit les orientations à long terme du développement territorial.

Le SRAT opte l'intégration physique des différents sous espaces les uns aux autres, l'intégration économique visant le recul de l'autarcie, la monétarisation accrue du territoire, le développement d'interdépendances et de complémentarités entre les sous espaces l'accessibilité plus uniforme des populations aux services de base quel que soit leur lieu de résidence, l'équipement des localités urbaines et des zones rurales actives.

Le PRD se veut également répondre aux dix-sept objectifs de développement durable (ODD)



1.3 PROCESSUS PRD

Le Plan de Développement Régional Matsiatra Ambony a été élaboré à travers des séances de communication, de mobilisation, de consultation, de concertation et de validation des acteurs et des parties prenantes au niveau du territoire pour une appropriation et adhésion aux objectifs de développement. Le processus de l'élaboration du PRD a été lancé officiellement en octobre 2022.

1.3.1 Mis en place des structures de pilotage

Une équipe technique régionale dirigée par le Directeur du Développement Régional a été constituée. Elle est chargée de l'organisation de chaque étape, en collaboration étroite avec l'équipe de consultance. Cette structure est composée des chefs de services de la Région et du personnel détaché au niveau de la coopération décentralisée. Un comité de pilotage stratégique composé des différentes directions (inter)régionales et services techniques régionaux a été mis en place. Ce comité est chargé de prévalider les résultats des consultations compilées par l'équipe d'experts, de donner des avis et des recommandations concernant les secteurs stratégiques.

1.3.2 Évaluation de la mise en œuvre de l'ancien PRD

La Région ayant déjà disposé d'un PRD élaboré en 2005, il a été mis à jour en 2015. L'équipe technique régionale a évalué sa mise en œuvre, afin de d'identifier les facteurs de réussite ou de blocage rencontrés lors de sa mise en œuvre.



1.3.3 Ateliers sectoriels et thématiques

La Région a organisé 21 ateliers sectoriels (commerce, artisanat, genre et femme, sécurité, tourisme, agriculture, pêche et pisciculture, finance, NTIC, transport, minier, habitat/logement/urbanisation, protection sociale, eau/assainissement/hygiène, jeunesse, sport, regroupant la participation des acteurs intervenants dans le domaine.

1.3.4 Ateliers de concertation au niveau des sept districts



L'équipe technique régionale et les consultants ont organisé des ateliers au niveau des sept Districts de la Région pour mener un diagnostic territorial (les atouts, les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces) et de déterminer et compléter les activités à retenir, à priori, pour les 10 années à venir.

1.3.5 Collecte et analyse des données

La mise à jour les données a été effectuées à travers les différentes consultations menées auprès des acteurs du secteur privé, de la collaboration des différents services techniques régionaux, du SRAT, de la monographie régionale, du SIG régional et du RGPH3.

1.3.6 Compilation et structuration des planifications

Les consultants experts et l'équipe technique régional ont rassemblé, compilé, harmonisé et ordonné les résultats au fur et à mesure des consultations. Il s'agissait de vérifier, à chaque fois, la pertinence et la cohérence des propositions reçues et de leur donner une structure logique pour la planification.

1.3.7 Rédaction

Les consultants ont assuré la rédaction du document. L'équipe technique a assuré le contrôle de qualité. Les supports de diffusion du PRD comprennent le présent document intégral avec la charte de responsabilité, l'ensemble des planifications sous forme de tableau ainsi qu'un résumé illustré.

1.3.8 L'officialisation du PRD

Un atelier de présentation au public du PRD a été organisé en vue de la diffusion du plan.

1.4 Structure du document

Le document est structuré en trois parties :

- (1) Une présentation succincte du territoire régional.
- (2) Analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et menaces du développement régional.
- (3) Les orientations du développement régional.
- (4) Les stratégies régionales de mise en œuvre.



2 PRESENTATION DU TERRITOIRE

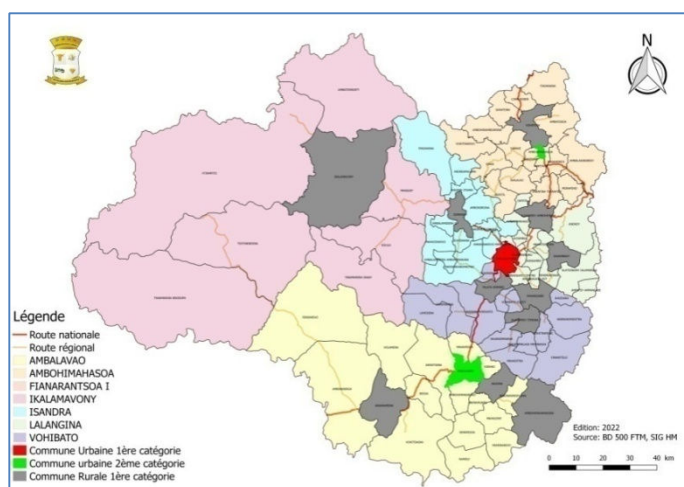
2.1 Origine du nom du territoire

La Région a pris son nom de la rivière Matsiatra originellement dénommé Mahatsiatra. Cette rivière traverse le territoire d'Est en ouest et se déverse dans le fleuve Mangoky.

2.2 Localisation géographique et cadre administratif

Situé à 406 km de la Capitale Antananarivo, la Région Matsiatra Ambony fait partie des hautes terres centrales. Elle est délimitée à l'Est par la Région Vatovavy et Fitovinany, au sud par la Région Ihorombe, au nord par la Région Amoronimania, à l'Ouest par la Région Atsimo andrefana. Matsiatra est située entre la longitude Est 45,51° et 47,41° et la latitude sud 20,68° et 22,21°.

La Région appartient à la subdivision administrative de la **Province** de Fianarantsoa et de la **Préfecture** de Fianarantsoa. La capitale de la Région est Fianarantsoa.



2.3 Découpage territorial

D'une superficie de 20 833 km² soit 3,55% du territoire national, le Région est découpée en:

7 Districts: Fianarantsoa I, Ambohimahasoa, Lalangina, Vohibato, Ambalavao, Isandra, Ikalamavony

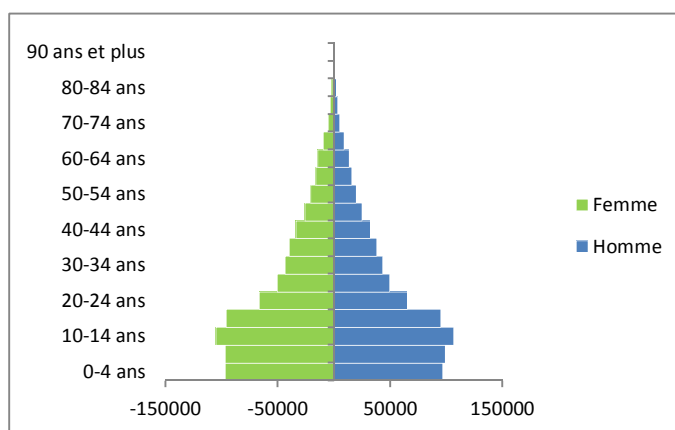
91 Communes dont 01 Commune urbaine de 1^{ère} catégorie, 02 Communes urbaines 2^{ème} catégorie, 11 Communes rurales de première catégorie et 77 Communes rurales de deuxième catégorie.

Et en 794 Fokontany

2.4 SON CAPITAL HUMAIN

2.4.1 Caractéristiques démographiques

Selon le RGPH3, la population de la Région est passée de 769 882 habitants en 1993 à 1 444 587 habitants en 2018. So habitant représente 5,6% de la population nationale. La majorité de la population, soit 85,9% se trouvent en milieu rural. Cette population est répartie au niveau de 296 552 ménages, dont 79,5% en milieu rural. La population est jeune dont les 15 à 30 ans représentent 30,06% de la démographie. Le taux d'accroissement démographique est de 2,5% (inférieur à la moyenne nationale de 2,9%). La taille de ménage est de 4,9 personnes dont 5,1 en milieu rural. Le ratio homme-femme est de 97,9 hommes pour 100 femmes. La population active de 15 à 60 ans représente 53,64% de la masse démographique. Le solde migratoire des migrants internes durée-de-vie est de -67 088. Les femmes en âge de procréer (15-49 ans) représentent 24,8% (25,3% au niveau national) de la population. Le taux global de fécondité générale des femmes de 15 à 49 ans est de 125,7 pour mille. L'âge moyen à la procréation des femmes de 15-49 ans est de 29,3 ans. La densité de la population est de 69 habitants par km², supérieure à la moyenne nationale (46 habitant par km²). La partie ouest de la Région est moins peuplée. Le taux d'urbanisation est de 17,8 % (inférieur à la moyenne nationale de 19,3 %).



2.4.2 Projection démographique

Selon la projection de l'INSTAT, la population de la Région Haute Matsiatra va connaître une croissance de 52,46% d'ici 2035. Le graphique suivante présente cette évolution.

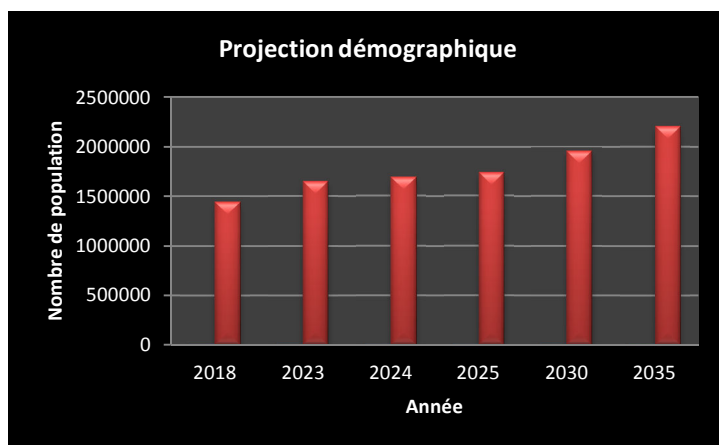


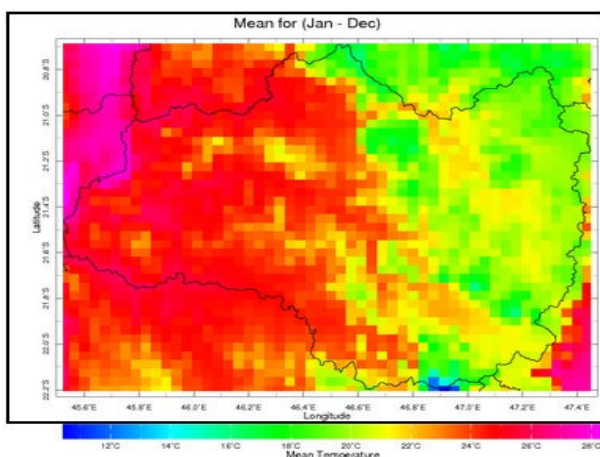
Figure 1 : Projection de la population de 2018 à 2035 (RGPH3)

2.4.3 Niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population a évolué. Le taux d'alphabétisation de 15 ans et plus est passé de 75,5% à 82,85% avec un taux de 84,5% chez les femmes (Source : EDS V). En 2018 (RGPH3), plus de 71% de la population ne dépassent pas le niveau primaire (contre 60,3% en 2010). Trois pourcent de la population atteignent l'université (contre 2% en 2010).

2.5 SES CAPITAUX NATURELS

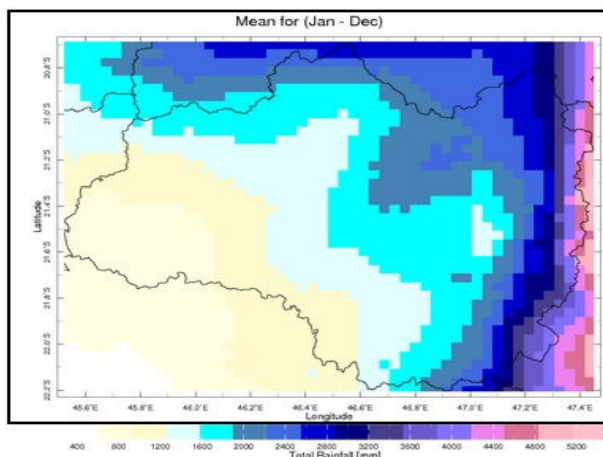
2.5.1 Climat



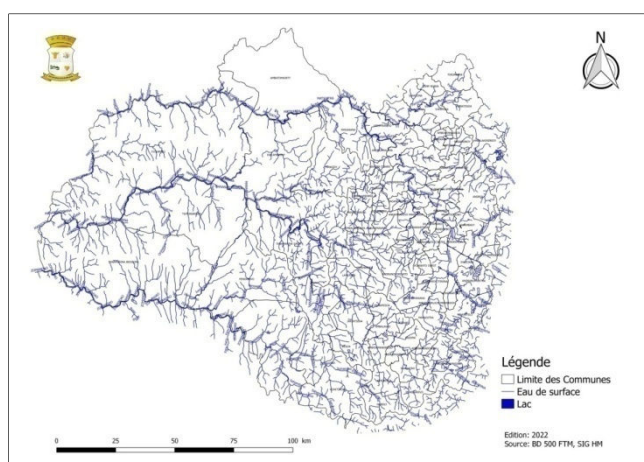
Carte 1 : Variation de température au niveau de la Région

La Région Matsiatra Ambony est dotée d'un climat de type tropical d'altitude qui alterne deux saisons bien distinctes, caractéristiques des hauts plateaux de Madagascar. La période chaude et pluvieuse s'étale du mois de novembre en mars ou se concentre 82,4% des précipitations. La température maximale peut atteindre 32,9°C. La saison fraîche et humide dure du mois d'avril en octobre, pendant laquelle la température peut diminuer jusqu'à 5,6° C. Au fur et à mesure qu'on descend vers le sud et vers l'ouest, la température augmente.

La pluviométrie de la Région diminue vers l'Ouest et le Sud du territoire. En 2020, la précipitation annuelle était de 867,1 mm (SRM HM, 2020). La précipitation au niveau de la Région Matsiatra Ambony se concentre sur trois mois (de Décembre en février). Pendant la saison hivernale (entre le mois de juin et juillet), la précipitation est formée par des crachins.



Carte 2 : Carte pluviométrique 2019-2020 (SRMH, 2020)



Carte 3 : Bassin hydrographique de la Région

2.5.2 Bassin versant et ressource en eau

La Région Matsiatra Ambony est constituée par cinq bassins versants hydrographiques dont Namorona et Sandranata qui se déversent vers l'Est. Les bassins hydrographiques de Fanindrona et Matsiatra, Mananatanana, Zomandao d'une superficie de 55750 km², forment le grand bassin versant de Mangoky. La Région dispose également des lacs naturels et artificiels (Sahambavy, Andrainjato), des marais et marécage (Ambalakindresy, Ambodivohitra, vallée de Manambolo) constituant une réserve d'eau d'été. Les rivières sont alimentées par des eaux de source des multitudes de microbassins versant latéraux.

2.5.3 Relief et topographie

La Région présente six reliefs distincts : un massif montagneux (1), des reliefs montagneux (2), un relief collinaire (3), un relief disséqué avec des bas-fonds et colluvions (4), des plateaux associés à des reliefs collinaires (5) et des pénéplaines (6). La partie orientale est une zone de haute altitude qui culmine entre 1200 à 2600 m. La partie occidentale est une zone de moyenne altitude variant de 200 m à 1200 m d'altitude.

2.5.4 La terre

La géologie de la Région est constituée par système Androyen, le système du graphite, le système vohibory, le granite et migmatite de tampoketsa et les séries schisto quartz calcaire. La pédologie est très diversifiée dont 38% ferrugineux, 24% ferralitique, 18% rankers, 11% lithosols. La Région possède 503 909 ha de terrains arables dont 80,97% disponibles (DRAE, 2021). Le sol de tanety occupe 450555 ha. La surface des bas-fonds rizicoles est estimée à 53350 ha (DRAE, 2021).

2.5.5 Infrastructure verte

Actuellement, 5,13% du territoire de la région est couvert de forêt à vocation de conservation, de production énergétique, industrielle et éco touristique. Cette couverture végétale assure le maintien de l'eau à usage multiple (eau potable, eau agricole et industrielle).

Des forêts naturelles à vocation touristiques et qui assurent la survie de la population.

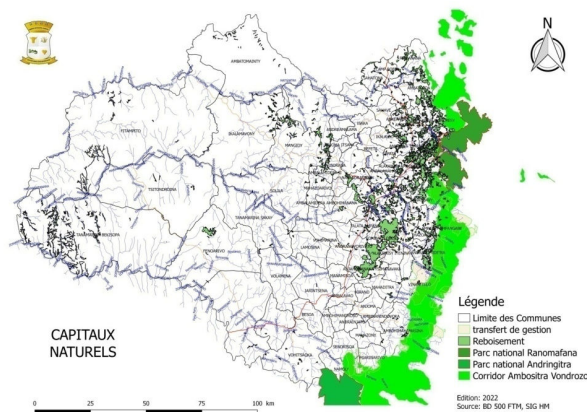
- L'aire protégée COFAV, **Catégorie V classée Paysage harmonieux Protégé** d'une superficie de 314186 ha dont 72043 ha soit 22,93% (DREDD, 2021) se trouve dans le territoire de la Région. Ce **Paysage harmonieux Protégé** assure le maintien du réservoir génétique et du processus écologique, la circulation du flux génétique, les régimes hydrologiques et climatiques et la séquestration de carbone.
- Deux parcs nationaux dont Ranomafana et Andringitra.
- Trente-huit (38) zones de transfert de gestion dont trois réserves communautaires (Anjà, Andranobe, Sahasimpona).

Des zones reboisées assurant l'approvisionnement en bois d'énergie et en bois d'œuvre

- Domaine forestier national : 120 661,77 ha
- Le périmètre de reboisement de la Haute Matsiatra: 36000 ha dont 85% convertis en terrain de culture.
- Forêt d'eucalyptus et de Pinus sp: 10 273,85 ha

2.5.6 La diversité biologique

La Région possède l'aire protégée COFAV qui abrite 535 espèces d'Angiospermes, dont 62% sont endémiques de Madagascar. Le corridor forestier est le refuge de 44/162 des espèces de mammifères de Madagascar, l'habitat de trois espèces de primates (*Hapalémur aureus*, *Prolemur simus* et *Eulemur albocollaris*), des amphibiens (*Mantella bernhardii*), et des reptiles (*Matoatoa spanringi*), quatre-vingt-quatorze espèces d'oiseaux parmi lesquelles 65 sont endémiques de Madagascar, 22 espèces endémiques régionales, 111 espèces d'Amphibiens dont une espèce en danger (*Mantella bernhardii*) et deux espèces vulnérables (*Anodonthyla montana* et *Scaphiophryne marmorata*)



Carte 5 : Couverture forestière régionale et ressource en eau (SIG HM, 2022)

2.5.7 Le paysage

Des paysages ruraux variés façonnés par l'agriculture

Région offre un paysage diversifié composé des champs viticoles, de la terrasse rizicole, des rizières de bas-fonds, de la plantation théicole, de plantation de ravintsara et de géranium, des villages traditionnels Betsileo. Ce paysage offre une très bonne qualité de l'air. Ces paysages ruraux sont contrastés. Son relief vigoureux et compartimenté, est tantôt boisé tantôt dénudé et troué de lavaka. Les massifs granitiques avec des histoires offrent des vues magnifiques comme le vatomisoratra, la vallée de Tsaranoro, l'Andringitra (pic Boby).

Un paysage urbain de qualité en mutation

Le paysage des zones urbaines de la Région se distingue par

- Les architectures de la maison traditionnelle comme la vieille ville du Rova pour le CU Fianarantsoa, les maisons à véranda dans la CU Ambalavao.
- Des collines de détente comme le Rova, Kianjasoa, Mandalahy.
- Les plans d'eau à vocation récréative comme le Lac Anosy et Kianjasoa...les cours d'eau traversant la ville comme Mandranofotsy, Tsiandanitra, Matsiatra et Ankona.
- La Commune urbaine de Fianarantsoa possède de jardin public, un parc public
- Le territoire des Communes urbaines de Fianarantsoa et d'Ambohimahasoa est encore couvert de forêt privée pouvant servir d'aire de récréation.
- Des rues avec moins des déchets.

La qualité de l'air des trois Communes urbaine est encore bonne avec une dominance de polluant de particule fine. L'indice UV est faible (2). La pollution industrielle encore faible. L'embouteillage est uniquement dans le centre-ville de 8 à 9 heure et 13h30 à 14h 30 l'après-midi.

2.6 SON CAPITAL SOCIAL

Associations politiques : 8

Législateurs : 2 sénateurs, 8 députés.

Elus locaux

91 Maires élus

Conseillers communaux

794 Chefs de Fokontany

Organisation économiques

CCI, Tranoben'ny Tantsaha, FIVMPAMA, EFOI, 4 PCAF (miel, artisanat, lait, huile essentielle)

13 Organisations paysannes régionales (CRAM, SOATANTELY, SAHI, FIKOVAMA, VFTM, RESEAU SOA, FIMPIAMA, APPAFI, VONISAHI, MVPT, FKH, FEKRITAMA, SIF)

864 groupements des paysans

Organisation d'obédience religieuse

752 édifices: 296 ECAR, 2 Anglicanes, 104 FJKM, 143 FLM, 52 adventistes, 46 jesosy mamonjy, 3 Musulmans, 106 autres.

Société civile :

ONG international (Conservation international, AFDI, FERT, CERES, Ny tanintsika), Association/ONG nationales (CEDII, Tandavanala, Fiantso Madagascar, HAONA SOA, AINGA Madagascar), Plateformes: PFROSC-HM, OSCEAH, HINA, ROHI Services techniques déconcentrés implantés au niveau de la Région Préfecture de Fianarantsoa

Direction Régionale de la Communication et de la Culture

Direction Régionale des Transports, du Tourisme et de la Météorologie

Direction Régionale des Mines et des Ressources Stratégiques

Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports

Direction Régionale de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme

Direction Interrégionale de Télécommunications et du Développement Numérique

Fianarantsoa

Direction Régionale de la Fonction Publique, du Travail et des Lois

Sociales

Direction Régionale de la Santé Publique

Délégation Régionale du Contrôle Financier

Direction Régionale des Impôts

Autorité Régionale du Marché Public

Inspection Générale de l'Etat

Trésor Public Malgache

Banque Centrale de Madagascar

Direction Interrégionale de l'INSTAT

FNR

Direction Régionale de l'Education Nationale

Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Direction de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics

Service Régional l'Economie et du Plan

Service Régional du Budget

Bureau des Douanes

Fianarantsoa

Direction Régionale de l'Environnement, et du Développement Durable

Direction Régionale de l'Energie, des Hydrocarbures

Direction Régionale de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hygiène

Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage

Direction régionale de la Pêche et de l'économie bleue.

Présidence de l'Université d'Andrainjato Fianarantsoa

Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale

Fianarantsoa

Commandement de la Région Militaire N° 2

Direction Provinciale de la Sécurité Publique Fianarantsoa

Tribunal de Première Instance de Fianarantsoa

Direction Territoriale du BIANCO Fianarantsoa

Tribunal Administratif et Financier de Fianarantsoa

Cour d'Appel de Fianarantsoa

Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire.

Services techniques déconcentrés implantés au niveau de district

4 CISCO, 4 CIRAE, 4 CEDD, 4 SSD.

2.7 ROFIL DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

L'indice de développement humain de la Région a connu une légère croissance entre 2011 et 2015 avant de diminuer jusqu'en 2018. La figure suivante présente l'évolution de l'indice de développement humain de la Région entre 2010 et 2018.

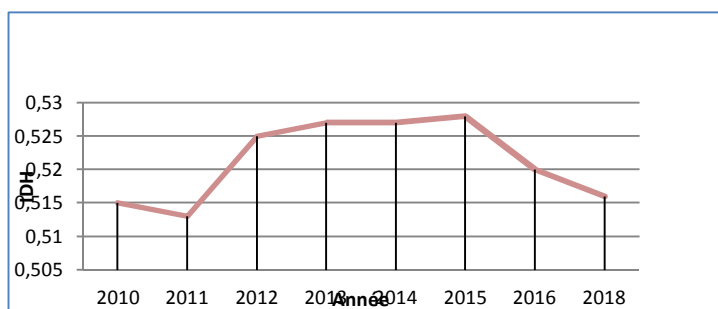


Figure 2 : Profil de développement humain, Rapport de développement humain, 2019



3 ANALYSE FFOM DE LA REGION MATSIATRA AMBONY

3.1 Forces

- Positionnement géographique stratégique en tant que carrefour vers le grand sud de l'île.
- Rôle central dans le réseau hydrique national : plusieurs rivières irriguant les Régions voisines y prennent source à savoir Mangoky, Matatanana, Namorona.
- 10% des Surfaces Agricoles Utiles Nationales et 15% de la superficie irriguée nationale.
- Leaders de la production de raisin, de vin et des huiles essentielles.
- Deuxième gisement de fer et de lépidolite
- Patrimoine architectural et culturel immatériel riche et diversifié constitué la vieille ville de Fianarantsoa, tolonomby, vestiges historiques....
- Un paysage riche et varié: terrasse rizicole, corridor forestier, périmètre de reboisement, paysage viticole, montagne d'Andringitra et Tsaranoro....
- Connexions interprovinciales et interrégionales fluides.
- Des attraits touristiques de renommé : Anjà, Andringitra, vieille ville du Rova, chemin de Fer FCE....
- Viviers des intellectuels et de main d'œuvre laborieuse.
- Disponibilité d'une main d'œuvre expérimentée et à faible coût.

3.2 Faiblesses

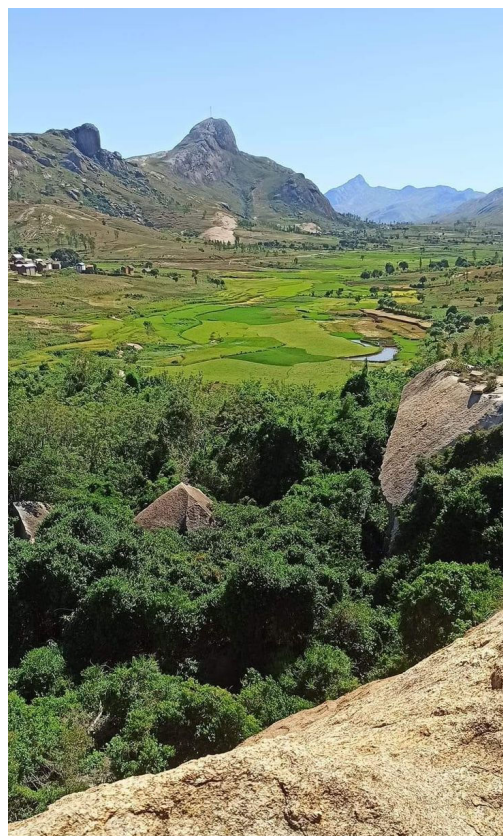
- Logistique et niveau d'accessibilité limité notamment dans les zones rurales.
- Tissu industriel peu compétitif notamment dans le secteur agroalimentaire.
- Tissu commercial urbain dominant et rural désorganisé.
- Des produits locaux variés mais ne percent pas le marché à l'export.
- Offre de soin insuffisante en équipements, en personnel médical et paramédical.
- Dégradation alarmante des terres et des ressources en eau.
- Patrimoine forestier en régression.
- Problème de surpeuplement de la zone orientale par rapport à ses capacités agricoles (rupture démo-écologique).
- Capacité d'accueil des villes et des centres émergents limitée.
- Déficit de l'attractivité de la région.
- Mauvaise gouvernance de l'économie régionale.
- Faible accès des jeunes à l'emploi et à la terre.

3.3 Opportunités

- Développement de la coopération décentralisée : métropole de Lyon, Zibo....
- Existence de projets structurants pour la création d'emploi (ODOF, programme DEFIS).
- Investissement potentiel des diasporas.
- Voie ferrée reliant Fianarantsoa au port de Manakara.
- Investisseurs directs étrangers : groupe le relais, Bionexx/Quimpexx, exploitant du gisement de fer Bekisopa.
- Projet de développement en cours : CASEF, TEFIALA, FSR, PLAE VI.....

3.4 Menaces

- Croissance urbaine mal maîtrisée
- Exode des jeunes diplômés de la Région.
- Urbanisation de l'aire protégée COFAV
- Changement climatique engendrant des risques et catastrophes naturels: menace de sécheresse, raccourcissement de la période de pluie, inondation.
- Conversion des terrains forestiers en terre agricole.
- Tarissement des ressources en eau superficielle et souterraine.
- Patrimoine socioculturel en déperdition.



4 LES ORIENTATIONS DU PRD

4.1 VISION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA RÉGION

Vision de changement à l'horizon de 2028

Mahatsiatra Ambony, une REGION de la paix, connectée, prospère, compétitive, attractive, intelligente, avec une POPULATION en bonne santé, résiliente et entreprenante, vivant dans un BASSIN DE VIE durable.

Mahatsiatra Ambony mandry fahalemana, manakarena, misokatra amin'ny vazatany efatra, sangany amin'ny nomerika, mahasarika, afaka mifaninana, onenan'ny mponina tomady, mitraka, mihary mivelona anaty tontolom-piainana lovainjafy.

Qui se traduit par un territoire

- *sans banditisme ni dahalo, ni violence de tout genre, loin des conflits.*
- *lié à l'étranger et avec ses voisins. Toutes les Communes sont accessibles toute l'année, tous les Districts sont connectés à l'internet.*
- *Capable de se nourrir lui-même, exportateur de biens et service numérique et de produits labellisés des agriculteurs modernes.*
- *vivier de ressources humaines qualifiées*
- *une destination touristique incontournable*
- *pôle de l'emploi, système de formation de référence en synergie avec les besoins du marché de l'emploi, vivier d'opportunités pour l'entrepreneuriat, modèles innovants d'accompagnement des entrepreneurs, pépinière d'entreprise et d'industrie.*
- *Où sa population ayant accès au service de santé, un niveau d'instruction acceptable, se relève face au changement climatique et les risques et catastrophes.*
- *avec des jeunes, des femmes et des diasporas créateurs d'entreprise, investissant dans leur région natale.*
- *Avec des habitats, des villages, des villes alimentées en eau potable, électrifié, propre, bien assainis et reverdissant.*
- *dont les patrimoines naturels (des sources et des rivières de qualité, des forêts, des terres arables et fertiles) sont protégés, réhabilités et valorisés.*

4.2 DEVISE

"Izay soa raha atao no mivoatsa"

4.3 VALEURS

Fagnina, solidarité, intégrité, acceptation de la différence, respect de la valeur multiculturelle, citoyenneté, légalité, redevabilité, transparence, égalité d'accès.

4.4 PRINCIPES GENERAUX

Leadership: être leader de la mise en œuvre des projets de développement territorial émanant des acteurs régionaux dans un contexte de décentralisation et de régionalisation, être pionnier des approches de gouvernance innovante.

Respect des droits humains: les actions devront prendre en compte le droit de l'homme, la dimension du genre, être définies sur une base participative impliquant notamment la société civile et sont mises en œuvre par le niveau adéquat conformément au principe de subsidiarité.

Durabilité: le développement durable en mettant en avant la dimension économique, mais il prendra également en compte les dimensions sociales et l'environnement. La question des changements climatiques sera notamment intégrée dans le choix des actions de développement régional.

Efficacité: les interventions publiques en matière de développement économique régional doivent cibler les priorités et éviter le saupoudrage. Les aides octroyées doivent être efficaces.

Participation et inclusion: la mise en œuvre des compétences et des attributions de la Région s'exerce de manière participative et en toute transparence.

Traduction des orientations définies en matière d'aménagement du territoire dans les instruments du développement régional.

Privilégier une « croissance pro pauvre » : adopter la croissance inclusive, faire profiter l'ensemble de la population par un flux de bas en haut dans le but d'accélérer les mécanismes de réduction de la pauvreté.

Création d'emploi: les actions doivent servir d'outils de dynamisation du marché du travail à travers des projets à fort impact dans la création d'emploi. Elles doivent tendre vers un développement économique et social équilibré des Districts de la Région.

Non substitution : les interventions publiques en matière de développement ne doivent pas se substituer à l'initiative privée.

4.5 LES CADRES STRATEGIQUES DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

La dynamisation du développement régional nécessite la mise en œuvre des moyens à différents niveaux, i) des moyens pour analyser et comprendre les logiques économiques et d'en décider les actions à mener et de suivre et évaluer ce qui a été réalisé, ii) des moyens pour agir, pour impulser les programmes identifiées, iii) des moyens pour financer les actions souhaitées. Pour contribuer à réaliser sa vision, ce plan de développement de la Région est structuré autour de 11 axes stratégiques. Le court terme (CT) concerne la phase de trois ans de mise en œuvre. Le moyen terme (MT) indique l'horizon de 5 ans.

4.5.1 AXE STRATEGIQUE 1: CONSOLIDER LA COORDINATION, L'HARMONISATION, LA REFORME DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

4.5.1.1 Stratégie opérationnelle 11: Instaurer le mécanisme de gouvernance inclusive (concertation, orientation, suivi et évaluation, codécision...) du développement régional.

Contexte

La consultation des acteurs durant le processus de l'élaboration du PRD renforce la détermination des acteurs à engager de dialogue avec la Région sur la politique régionale de développement. Selon la loi organique 2014-018 articles 29 – Conformément à l'article 153 de la Constitution, les Régions ont une vocation essentiellement économique et sociale. En collaboration avec les organismes publics et privés, les Régions dirigent, dynamisent, coordonnent et harmonisent le développement économique et social de l'ensemble de leur ressort territorial et assurent la planification, l'aménagement du territoire et la mise en œuvre de toutes les actions de développement. Cette place de la Région est confortée par la lettre de la politique de la décentralisation émergente qui a défini comme axes stratégiques la responsabilisation et l'autonomisation des CTD, la participation citoyenne dans les choix de politique locale et dans le contrôle.

Pour appliquer ces textes, la Région a formalisé la constitution de plusieurs structures de dialogue et de pilotage sectorielles. Actuellement, trois plateformes de concertation à la filière ou PCAF (artisanat, lait, huile essentielle) sont constituées. La plateforme miel a été mise en place en 2021. Des comités régionaux ont été institués par la Région, dont le comité régional de la formation agricole et rurale et le res'eau. La Région est le président des comités d'orientation et de suivi des projets/programmes (DEFIS.....) intervenant dans le territoire. Concernant la concertation autour de l'aménagement de territoire, le CRAT a été institué par la Région. Quatorze Communes rurales ont mis en place le CCAT.



Concernant la lutte contre la corruption, le bureau territorial de BIANCO est opérationnel au niveau de la Région. Le pôle anticorruption est en cours de mise en place. Des réseaux d'intégrité et d'honnêteté y sont actifs.

Enjeux

La mise en place de la structure élue au niveau de la Région n'est pas encore effective. Ce qui empêche l'institutionnalisation de la structure locale de concertation. L'autorité régionale n'a pas pu exercer son rôle de leader pour coordonner et harmoniser l'action de développement à travers les différents comités déjà mis en place qui ne sont pas totalement fonctionnelles.

L'organisation administrative du territoire ne favorise pas l'administration de proximité. Des villages se trouvent à plus de 25 km du chef-lieu de la Commune. Certaines Communes dans le District de Lalangina et d'Isandra doivent faire un détour dans la Commune Urbaine de Fianarantsoa pour rejoindre le Chef-lieu de District. La Commune rurale de Safata est constituée uniquement par un Fokontany.

Les services administratifs et territoriaux restent à perfectionner. Les bureaux du District de Lalangina, Isandra, Vohibato sont depuis leur création implantés à Fianarantsoa. Le bureau de la préfecture de Fianarantsoa vient d'être construits. La majorité des services techniques déconcentrés n'ont pas de présence permanente dans les chefs-lieux de District. Cette situation rend difficile le recensement de la population, la normalisation de l'état civil, le maintien de la l'ordre et de la sécurité, la responsabilisation des citoyens, le contrôle de la dégradation de l'environnement et la bonne réalisation de l'action de développement. Seule la Commune urbaine de Fianarantsoa possède un service de l'aménagement de territoire.



L'accessibilité à des informations fiables pour orienter la décision de développement est un défi majeur pour tous les acteurs de la Région. Depuis des années, l'analyse économique est souvent pilotée par les programmes gouvernementaux et des partenaires techniques et financiers. La statistique régionale est gérée par les services techniques déconcentrés et les ministères centraux. Les informations économiques sont rarement disponibles au niveau de la structure déconcentrée de l'INSTAT. La statistique agricole est obsolète (2005). La connaissance des exploitations agricoles est limitée. Or l'économie régionale est basée sur l'Agriculture. Le pilotage de l'intervention est en fonction de la demande. Face au changement climatique, les décideurs et la population n'ont pas de connaissance exacte sur l'évolution des ressources et du changement de l'environnement. La Région se donne ainsi l'ambition de réformer le système statistique régional et de gérer les indicateurs de développement et du changement de ses ressources en se dotant des moyens d'analyse de l'économie, de la situation sociale, de l'environnement et de la gouvernance de son territoire. En matière de lutte contre la corruption, l'enjeu est la mise en place d'une administration publique probe et efficace, l'instauration d'un environnement des affaires assaini.

Leviers

- Loi sur la politique de décentralisation émergente.

Mise en œuvre

Impacts attendus 11: La participation de la population et des acteurs au développement régional (secteur privé, société civile) est accrue.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS111 : Le dispositif de pilotage du développement régional est renforcé							
Réorganiser l'administration de	Séparation de la direction de l'infrastructure et le développement.	Région	MID	Région	X		

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
la Région (service, les ressources humaines)	Création des services selon les besoins Renforcement des ressources humaines et de leur capacité.						
Renforcer les espaces de concertation et de coordination du développement	Mise en place de la structure régionale de concertation. Création des comités régionaux de pilotage sectoriels/thématiques. Opérationnalisation des instances existantes (CRFAR, PCAFs, CRN....)	Région	STD	Région	X		
Opérationnaliser les structures de pilotage de l'aménagement de territoire au niveau des CTD	Création et opérationnalisation des comités d'aménagement du territoire Création des services d'aménagement au niveau des collectivités (Région et Commune rurale ou intercommunalité). Renforcement de la capacité des Communes et intercommunalité en matière d'aménagement de territoire.	Région 91 Communes	MATD	Région 91 Communes	X	X	
OS112 : Les services de l'Etat sont améliorés et accessibles							
Re-délimiter les territoriales des différentes divisions administratives	Création et re-délimitation des Fokontany. Création ou recombposition des Communes. Création et recombposition des Districts.	MID	Député	District, Commune	X		
Aménager des bureaux administratifs	Construction des bureaux de District dans le chef-lieu. Construction des bureaux des STD. Construction des logements de fonctionnaires.	MID Ministères	Région	District Lalangina, Vohibato, Isandra, Ikalamavony	X	X	X
Moderniser l'administration communale	Construction des bureaux communaux. Modernisation des services communaux: état civil, guichet foncier, STEAH, aménagement et voirie. Mise en place des fonctionnaires territoriaux	85 Communes MID MATD MEAH MEF		85 Communes	X	X	X
OS113 : La gouvernance des CTD et STD est transparente et loin de la corruption							
Consolider et uniformiser le système de suivi et d'évaluation régionale.	Renforcement de la capacité des acteurs sur le SRISE Informatisation et réseautage du système de suivi et évaluation. Opérationnalisation du SSE du développement régional.	Région	STD	Région	X		
Mettre en place le mécanisme de publication de la gestion des affaires publiques	Création d'un portail de publication de la gestion dans affaires publiques régionales (finance, marché.) Mise en place de mécanisme de contrôle de la présence au niveau des services publics. Rénovation et modernisation des standards de service	Région 91 Communes	PTF MID	Région District	X	X	X
Consolider l'éducation à la corruption	Création et redynamisation des structures Anti-corruption (STAC) Appui au secteur privé dans la lutte contre la corruption Promotion des réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) et des mouvements de Jeunes (M.J).	BIANCO STD Secteur privé OSC		Région 7 District 91 Commune	X	X	

4.5.1.2 Stratégie opérationnelle 12: Se doter des instruments de pilotage du développement régional.

Contexte

Afin d'animer la concertation autour du développement, la Région a initié le perfectionnement de la gestion du système d'information régionale d'outil d'aide à la décision. La Région a mis à jour chaque année la monographie, en collaboration avec les services techniques déconcentrés. Elle a mis en place le système d'information géographique (SIG) régional pour territorialiser les données monographiques et les acquis du développement. Elle a également initié la démarche de suivi technique et financier (STEFI) des gestionnaires de réseaux d'AEP. La mise en place de l'observatoire des ressources en eau a été initiée, à travers la coopération entre la Région et l'université de Fianarantsoa.

Concernant l'aménagement du territoire, la Région a élaboré son prospective territoriale en 2008. Trois Communes urbaines dont Fianarantsoa, Ambalavao et Ambohimahasoia ont établi leur plan d'urbanisme directeur (Pudi). Le schéma d'aménagement intercommunal de l'OPCI Matsiatra Est, est en cours d'élaboration avec l'appui de l'alliance Jaritany. En partenariat avec le projet Rhyvière, la Région a initié l'aménagement du bassin versant de Fanindrona. Depuis la colonisation, Matsiatra Ambony disposait d'un périmètre de reboisement à grande échelle. Le plan d'aménagement et de gestion est également disponible pour l'aire protégée COFAV. Le MINAE à travers le programme DEFIS a appuyé l'élaboration de schémas d'aménagement et de développement de pôle agricole incluant 54 Communes. Par rapport à la planification du développement local, quarante-cinq Communes ont élaboré leur PCDEAH. Une Commune sur quatre-vingt-onze a initié l'élaboration du plan de développement local Inclusif et Intégré (PDLII).

Enjeux

Le schéma régional d'aménagement du territoire sera expiré en 2023. Les plans d'urbanisme des Communes urbaines ne sont pas encore détaillés. Aucune commune rurale n'a élaboré de schéma d'aménagement communal (SAC). Les plans de développement communal, datés de 2005, sont tous expirés. La plupart des instruments de planification territoriale ne sont pas valorisés par les gouvernants. La Région lance un défi de se doter et de valoriser les outils de planification spatiale et territoriale avec les acteurs dans les années à venir.

Leviers

- Le comité régional SIG mis en place.
- La disponibilité du recensement général de la population et de l'habitat n°3 en 2021 a permis d'actualiser la base des indicateurs de développement.

Mise en œuvre

Impacts attendus 12: La prise de décision administrative, économique et sociale des structures productrices et des collectivités est optimisée, efficace et efficiente.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS121 : Le système statistique régional (collecte, analyse, diffusion) est amélioré et de qualité.							
Développer des observatoires régionaux	Mise en place de l'observatoire économique régional Mise en place de l'observatoire de la gouvernance Mise en place de l'observatoire de capitaux naturels (eau et assainissement, forêt, sol...)	Région MEF MEDD Université	Coopération décentralisée	Région	X		
Développer la statistique économique régionale en cohérence avec l'information au niveau national.	Gestion de la connaissance des entreprises et de l'emploi. Elaboration de plan d'occupation foncière régionale. Création de base des données des exploitations agricoles.	Région MINAE	MATD Programme DEFIS	Région	X	X	
OS122 : Toutes les collectivités et les acteurs de développement ont piloté le développement local avec les outils de planification territorialisée.							
Elaborer, mettre à jour et mettre en œuvre les planifications territoriales	Mise à jour du schéma régional d'aménagement de territoire (SRAT) Elaboration de SAIC, SAC et schéma d'aménagement de chef-lieu. Elaboration de Pudé	Région OPCI 91 Communes	MATD PTF Alliance Jaritany	Région 88 Communes rurales Intercommunalité 3 Communes urbaines	X	X	
Produire des outils de planification de développement local	Mise à jour et mise en œuvre des plans d'investissement sectoriel, des filières et chaîne de valeur. Appui aux Communes à élaborer le PDLii Mise à jour du PRD	STD Communes Région PCAF	PTF	Région 91 Communes	X	X	
Etablir les outils d'aménagement des espaces et des capitaux naturels (bassin versant, eau, paysage...)	Elaboration du Schéma régional Directeur d'Aménagement et de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Elaboration du schéma directeur des périmètres irrigués de la Région. Elaboration du plan d'aménagement et de gestion de bassin versant et de paysage	MEAH MINAE MEDD	Programme DEFIS Projet TEFIALA PTF OSC	Région Bassins versant (Matsiatra, Mananatanana, Zomandao, Matitanana, Namorona)	X	X	X
OS123 : Les informations sur la Région sont accessibles au public							
Digitaliser le système d'information régionale	Informatiser la monographie régionale. Mettre en place la cartographie interactive du SIG régional Créer un portail internet des données régionales	Région MEF INSTAT	PRODIGY Coopération décentralisée	Région	X		
Promouvoir les documents de planification territoriale	Production des supports de marketing territorial. Réalisation de communication et marketing territorial	Région	MAE MID Coopération décentralisée	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Organisation des conférences régionale, nationales et internationales des bailleurs.		Métropole de Lyon, Zibo.				

4.5.2 AXE STRATEGIQUE 2: IMPULSER LA CREATION D'ENTREPRISE, D'EMPLOI ET DE LA RICHESSE AU NIVEAU DE LA REGION

4.5.2.1 Stratégie opérationnelle 21: Faciliter et sécuriser l'accès au zone d'investissement et à la terre agricole

Contexte

Concernant l'accès à la terre agricole, la Région dispose 503 905 ha de terre cultivable (DRAE, 2021), dont 86,41% est constituée de tanety et de baiboho. Plus de 80% de terre en possession d'un ménage est du tanety. La surface rizicole aménagée est estimée à 14% de l'espace agricole exploitable. Plus de 32168 ha (42%) (DRAE, 2021) de rizières sont irriguées. La Région dispose encore 23 442 ha (DRAE, 2021) de terrain aménageable à parcelle rizicole. Elle ne dispose que 300 ha de zone d'investissement agricole dans la Commune rurale de Fenoarivo. Elle est en possession de 36000 ha de périmètre de reboisement dont 75% sont convertis en terre agricole. Or le PRHM a permis de maintenir l'activité de transformation du bois par des entreprises responsables comme la scierie du Betsileo. La Région possède des sites industriels hérités de la première république, dont celui d'Ambohimahaso (SEVIMA), Ambalakely (Ferme d'état de Vohimasina), Fianarantsoa et Ambalavao. Trois sites industriels à savoir, la société Karenjy, la SOPRAEX, la SIDEXAM et le SICI ont été créés au temps de la deuxième république. Ces zones d'investissement n'ont plus connus d'extension depuis 2008. Concernant la réserve foncière dédiée au développement des activités commerciales, seule la Commune urbaine de Fianarantsoa possède des zones commerciales et de logistique appartenant à la chambre de commerce et de l'industrie. Les axes routiers du centre-ville deviennent des sites d'installation des boutiques de commerce. La Région a construit en 2020, la zone commerciale O'matsiatra (ancien dépôt de la société SOMACODIS) au niveau de la Commune urbaine de Fianarantsoa. Les artisans de tissage et de vannerie tentent de créer des points de vente le long de la route nationale n°7 (Ambalavao, Andranovorivato, Ambalakely, Ialatsara Ambohimahaso). Selon la DRATSF, vingt (20) guichets fonciers sont créés au niveau de la Région. Le service de domaines et de topographie se trouvent au niveau du chef-lieu de la Région.



Photo 1 : Culture d'arachide à Andonaka

Enjeux

La Région ne dispose pas suffisamment de réserve foncière pour attirer les investisseurs. La difficulté de l'accès au terrain agricole freine l'investissement dans l'agro-business. La Région n'a pas de zone dédiée à la promotion des activités artisanales. Face à l'accroissement des commerçants, les zones d'activité commerciales au niveau des Communes urbaines sont saturées et désorganisées. Les Communes rurales construisent des marchés de façon anarchique pour améliorer leur ressource propre. Or, quelques marchés ruraux ne sont pas fonctionnels.

La majorité des Communes rurales ne disposent plus de réserve foncière pour l'équipement social. La collectivité demande du terrain au particulier pour réaliser une infrastructure. Celles des Communes urbaines sont cédées aux privés. L'investissement de l'Etat dans la construction sociale diminue et ne respecte plus le schéma d'aménagement.

L'accès des paysans à la terre devient de plus en plus difficile. Une exploitation agricole peut avoir accès à 1,94 ha de terre cultivable. La taille moyenne de rizière par exploitant est de 0.28 ha en tenant compte de la superficie de 53350 ha et les 190867 riziculteurs (RGPH3). La possession de terre varie selon le District. Face à la diminution de l'accès à la terre, les jeunes agriculteurs dans le District de Lalangina, Vohibato et Ambalavao migrent soit vers le COFAV à l'Est, soit vers l'ouest notamment à Ambinanirao et Fenoarivo. On observe également l'installation des Antandroy en provenance de la Région Androy dans le sud d'Ambalavao.

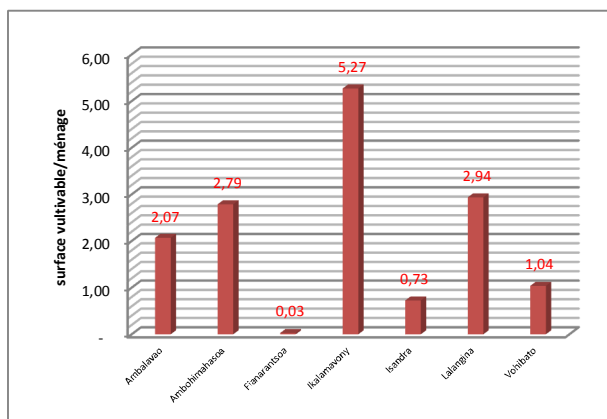


Figure 3 : Estimation de la surface cultivable par ménage (RGPH3)

Le risque de conflit foncier augmente en conséquence. Selon l'Observatoire du Foncier, 10,3 % des affaires jugées concernent le litige foncier à Madagascar entre la période 2005 à 2010. Seulement 1600 certificats fonciers (DRATSF, 2021) sont délivrés. Environ 27000 terrains sont titrés (DRATSF, 2021). Selon le RGPH3, 30,2% des ménages agricoles propriétaire du terrain sur lequel le logement est bâti, ont un titre foncier, 3,7% ont un cadastre. Les ménages en cours de régularisation de leur situation foncière représentent 10,7% des propriétaires.

Leviers

- Disponibilité des zones à aménager.
- Les collectivités sont propriétaires de patrimoine foncier.
- La gestion et l'organisation de la migration.
- Le programme de sécurisation foncière.

Mise en œuvre

Impacts attendus 21: Les investissements de l'Etat, des PTF, des entrepreneurs et des jeunes agriculteurs sont quintuplés.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS 211 : Les zones d'investissement régional accessibles ont augmentées.							
Revitaliser les anciennes zones d'investissement industriel et commercial.	Réhabilitation des anciennes zones d'activités industrielles. Réhabilitation des anciennes zones d'activités commerciales. Mise en place de partenariat pour la revitalisation des ZII.	MICC Région CCI		CUF Ambalakely Ambohimahasoa Ambalavao	X	X	
Constituer des zones d'investissement pour le secteur privé.	Aménagement et viabilisation des ZII/E Aménagement et viabilisation d'une zone d'investissement numérique. Aménagement et viabilisation des ZIA	Région MINAE MICC CCI	Communes Ambalakely Soaindrana Ambalavao Ambinanirao-Andonaka, Fenoarivo, Ikalamavony	CUF Ambalakely Soaindrana Ambalavao Ambinanirao-Andonaka, Fenoarivo, Ikalamavony	X	X	
Aménager et viabiliser des zones d'investissement	Restauration de PRHM Constitution des réserves foncières pour le reboisement industriel dans l'ouest de la Région.	Région MT MEDD ANGAP	ORTF Projet TAFIALA	Communes: Androy, Sahambavy, Mandaratsy, Fanandrana,	X	X	X

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
forestier et touristique.	Constitution des réserves foncières pour l'investissement touristique.			Mandika, Ranomainty, Sangasanga, Vohitraivo Ikalamavony, Ouest Ambalavao Namoly, Ambalavao			
OS212 : Les Collectivités ont accès facilement aux réserves foncières pour l'investissement.							
Constituer les zones d'investissements publics régionaux	Plaidoyer pour le transfert du patrimoine foncier et immobilier de la province à la Région. Sécurisation des réserves foncières régionales Intégration dans le SRAT des zones d'investissement public	MID Région STD	Sénateur MATD	Région	X	X	
Sécuriser les zones d'investissements publics communaux	Recensement et reconstitution de la réserve foncière pour l'équipement social. Sécurisation des réserves foncières communales Intégration des zones d'investissement public dans le SAC/PuDi	91 Communes MATD		91 Communes	X	X	
OS213: Les groupes vulnérables (jeunes, femmes, ménages riverains du corridor) ont accès à la terre							
Faciliter l'accès durable et sécurisé des jeunes entrepreneurs aux terres agropastorales	Organisation des concertations régionales pour l'accès des jeunes à la terre Inventaire et sécurisation des terres agricoles disponibles Aménagement des zones d'installation	Région 88 Communes MINAE	MATD	Région	X	X	X
Redistribuer des terres	Recensement de la population sans terre au niveau des Communes à forte densité de population. Renforcer l'opération titre vert	Région 88 Communes MINAE	MATD	Région	X	X	X
OS214: Les propriétaires de terrain sécurisés ont augmenté							
Renforcer la sécurisation foncière décentralisée	Création et opérationnalisation des guichets fonciers au niveau des Communes. Opération de certification foncière massive	MATD 68 Communes	Programme CASEF	45 Communes	X	X	
Délocaliser les services fonciers et de domaines	Implantation des bureaux de service foncier à Ambalavao et Ikalamavony. ODOC	MATD	Programme CASEF			X	
OS215: La migration interne et l'immigration sont réglementées et maîtrisées							
Mise en place de la gouvernance de la migration	Elaboration de la Stratégie opérationnelle régionale de migration. Mise en place de l'office régionale d'immigration.	Région MID	OIM	Région Communes COFAV Moyen ouest	X		
Gérer la migration	Freiner la migration de la population vers l'aire protégée COFAV.	Région MID	OIM MINAE	Région	X	X	X

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Organiser la migration des Communes rurales à forte densité démographique vers la zone ouest. Accompagnement des migrants installés au niveau des anciennes zones de migration (manody, Ifandana.)			Communes riveraines COFAV District Ikalamavony et Ambalavao			
Revitaliser les zones de migration	Sécurisation de la terre des migrants. Réhabilitation des pistes d'accès. Réconciliation du conflit entre les natifs et les migrants	Région	MATD MTP MID	Manody Ambinanirao Fenoarivo	X	X	

4.5.2.2 Stratégie opérationnelle 22: Créer un environnement cadre régional incitatif (financement, fiscalité, services) à l'entrepreneuriat.

Contexte

Concernant le service financier public pour le territoire, la banque centrale de Madagascar a une agence au niveau de la Région Matsiatra Ambony. Le trésor public a une antenne régionale avec deux perceptions principales au niveau du District d'Ambalavao et d'Ambohimahaso. La caisse d'épargne dispose deux agences sises à Fianarantsoa et Ambalavao. Concernant le service financier, cinq banques primaires (BAOBAB banque, ACCES, BNI, SG, BOA) sont ouvertes au niveau de la Commune urbaine Fianarantsoa, d'Ambalavao et d'Ambohimahaso. Sept agences de microfinance, ayant des caisses réparties dans dix Communes, sont opérationnelles au niveau de la Région.

Trois opérateurs offrent le service de mobile banking au niveau de la Région. L'orange money a ouvert 394 cash point (ORANGE, 2022). Le M'vola a ouvert trois kiosk Telma avec des kiosk m'vola dans plus de 80% des Communes. Le marchand airtel money est localisé principalement au niveau des Communes urbaines.

Les paysans bénéficient depuis des années du soutien financier des projets/programmes. Depuis son intervention, 18574 paysans sont subventionnés par le programme DEFIS. Entre 2018 à 2022, le fonds de développement agricole a pu financer 34380 exploitants agricoles familiaux. Le Conservation International (CI) soutient financièrement 9313 ménages ruraux riverains du COFAV. L'antenne régionale Fihariana a pu soutenir 195 entrepreneurs régionaux en 2020.

En matière de service à la création d'entreprise, huit centres fiscaux assurent la formalisation des entreprises et la perception des impôts au niveau du territoire. Trois assureurs (NY HAVANA, MAMA, ARO) se sont implantés au niveau de la Commune urbaine de Fianarantsoa. Deux grossistes, trente-huit fournisseurs d'équipement et d'intrants, quatre officines vétérinaires sont recensés au niveau de la Région.

Enjeux

Attirer ou maintenir des investisseurs dans le territoire est un défi de taille sans création d'un environnement incitatif. Le positionnement géographique de la région diminue la compétitivité des entreprises. Elle est éloignée par rapport au port maritime, à l'aéroport et aux centres d'approvisionnement. Le coût de l'approvisionnement en matière première et de l'exportation des produits est élevé. Or le régime fiscal est unique dans tout le territoire national.

Les secteurs finance et assurance jouent un rôle important dans le financement de l'économie et la prise en charge des risques. Malheureusement, on constate une sous-représentation de ces institutions à l'intérieur du territoire et une méconnaissance des conditions et les modalités d'accès aux services, notamment en milieu rural. Seulement 10,9% des Communes (CECAM/SMECC/VOLAMAHASOA, 2022) sont desservies en service de microfinance. Trois Communes urbaines (Fianarantsoa, Ambohimahaso, Ambalavao) ont au moins une banque primaire. En 2020, seulement 2,59% du financement Fihariana pour les jeunes et les femmes a été mobilisé par les bénéficiaires au niveau de la Région contre 34% pour Analamanga (Fihariana, 2022). Seulement 25% des ménages agricoles bénéficient de la subvention des projets de développement agricole de l'Etat.

L'éloignement des services à l'entreprise limite la motivation à créer et à formaliser l'activité économique. La majorité se trouve dans le chef-lieu de la Région et les Communes à forte agglomération. Les centres fiscaux pour Lalangina, Isandra et Vohibato se trouvent dans le chef-lieu de la Région, à plus de 25 km du chef-lieu de District. Tous les assureurs sont localisés au niveau de la Commune urbaine de Fianarantsoa. Une grande partie du milieu rural n'est pas couverte par ce réseau d'approvisionnement en intrants et en équipements agricoles. Il n'y a pas de fournisseur d'équipement de transformation et d'emballage au niveau de la Région. Pour l'analyse de la qualité des produits, les entreprises sont obligées de se déplacer à Antananarivo. Ce déplacement augmente le coût de revient.

En matière de conseil à l'entreprise, le centre de gestion agréé (CGA) au niveau de la chambre de commerce et de l'industrie n'est plus opérationnel. Les centres de service agricole sont tous fermés. Le fonctionnement des conseillers en gestion de l'exploitation agricole et familiale implantés par la chambre d'agriculture dépendent du financement des projets-programmes.

Leviers

- Implantation de l'hôtel de finance au niveau de la Région.
- Réduction du phénomène d'insécurité.

Mise en œuvre

Impacts attendus 22: Deux cent (200) entreprises formelles sont créées.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS221: Le nombre des entrepreneurs et des travailleurs qui formalisent leur activité a augmenté.							
Déployer au niveau des Districts le service de formalisation des entreprises.	Guichet unique de délivrance de carte statistique et de numéro d'identification fiscale régionale. Guichets mobiles d'enregistrement des entreprises au niveau du District à court terme Installation de centre fiscal dans les Districts	MEF	Région 90 Communes	Districts: Ambalavao, Ikalamavony, Ambohimahasoa Isandra, Lalangina, Vohibato.	X	X	
Redéployer le service de sécurité sociale des entreprises	Implantation des assureurs au niveau du District Ouverture des antennes de la CNAPS au niveau du District Plaidoyer pour la mise en place de l'assurance des agriculteurs	ARO, MAMA, NY HAVANA CNAPS Tranoben'ny tantsaha MTEFPLS	OIT	Ambalavao	X	X	
OS222 : Les entrepreneurs ont accès facilement au service de soutien à l'investissement							
Etendre les services financiers d'investissement	Plaidoyer pour l'implantation de la banque à Ikalamavony. Implanter des IMF au niveau des Communes bassins de production. Appui à l'accès des start-up au Fihariana	Banques primaires IMF FIHARIANA	MEF Région Présidence	Ikalamavony Communes	X	X	
Faciliter l'accès au service connexe des entreprises	Développement du réseau d'approvisionnement en intrants et équipements Création d'industrie d'emballage et de conditionnement Construction et équipement de laboratoire de contrôle qualité	AGRIVET MPS Secteur privé MSP-MICC	MINAE Région PTF	Région Communes	X	X	X
Promouvoir les conseils à l'entreprise	Opérationnalisation de CGA au niveau du CCI. Développement de système de conseil agricole décentralisé. Développement des services vétérinaires de proximité.	CCI 09 Vétérinaires mandataire MINAE TTR Secteur privé	Région	Région 10 Communes pôles	X		
OS223 : Les réglementations locales et le régime fiscal sont incitatifs à l'entrepreneuriat et à l'investissement							
Promouvoir des cadres réglementaires incitatifs	Dialogue avec l'ensemble des acteurs sur l'amélioration du cadre juridique et réglementaire. Lobbies pour améliorer le cadre juridique et réglementaire	Région CCI PCAF FIVMPAMA, EFOI	MICC MEF Député	Région	X	X	
Promouvoir l'incitation fiscale	Plaidoyer pour une région à fiscalité incitative. Plaidoyer pour l'allègement fiscal des start-up pendant la phase de démarrage.	Région CCI PCAF FIVMPAMA, EFOI	Député Sénateur	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Poursuite de l'abattement fiscal pour la formalisation du secteur informel.						

4.5.2.3 Stratégie opérationnelle 23: Renforcer la solidarité économique au niveau du territoire

Contexte

Seule la chambre de commerce et de l'industrie est opérationnelle au niveau de la Région. En 2022, deux cent vingt-neuf entreprises sont membres électifs de cette structure. Le tranoben'ny tantsaha regroupe dix organisations paysannes régionales et représente les agriculteurs. Cette structure a des démembrements au niveau des sept District et 50% des Communes. Concernant le réseautage des entreprises, un seul syndicat des entreprises (FIVMPAMA) est actif au niveau de la Région. Une association des commerçants s'est constituée pour formaliser le secteur. Selon le DRICA en 2020, la région compte 28 groupements d'artisans dont des vannières, des tisserands de la soie et de sisal, des artisans de transformation, des brodeuses et des apiculteurs. Plus de 84 coopératives (DRICC, 2022) ont été créées au niveau du District de Fianarantsoa I, Lalangina, Vohibato, Ambalavao et Ambohimahasoa. Seules les Coopérative ROFAMA et Soalandy arrivent à développer le commerce de proximité au niveau de la Région. Dans le secteur agricole, on enregistre dix organisations de producteurs régionales (SAHI, FIKOVAMA, CRAM, Réseau soa, VFTM, ROFAMA, Soatantely, Fitarikandro, GIE huiles essentielles, EMMA...). Ces organisations sont très actives dans la défense de leur droit et de la mobilisation de la subvention de l'Etat.

En matière de coopération entre collectivités, la Région a développé l'appui aux Communes dans la réalisation des investissements dans le secteur EAH à travers la coopération décentralisée avec la métropole de Lyon. Avec le transfert de ressource de 2 milliards d'Ariary par l'Etat à la Région, elle a investi dans le revêtement en pavé de la route communale. La Région a mené des actions de renforcement de la capacité des Communes à travers le programme de coopération décentralisée par la création de la maison des élus et d'un centre informatique. Des OPCI ont été institués au niveau de la Région (OPCI Ialamby, Isandra MIFANDRAI, Matsiatra atsinanana,...). Des associations des maires sont constituées en fonction de leurs intérêts.

Enjeux

Les organisations paysannes, les coopératives et les groupements d'artisans institués n'arrivent pas à placer les produits régionaux sur le marché national voir international. La solidarité entre les producteurs dans la commercialisation est difficile à instaurer.

Les chambres consulaires n'assument pas pleinement leurs missions principales d'aider les entreprises à développer leurs activités pour atteindre les objectifs économiques et de représenter les intérêts professionnels. Sa capacité d'action est limitée. Les industrielles ne s'intègrent pas dans la CCI. La chambre d'agriculture n'a jamais été instituée officiellement. La chambre régionale des mines, et celle du métier et de l'artisanat ne sont plus actives. Les chambres n'ont pas pu mobiliser des partenariats internationaux pour développer leurs services. Les opérateurs touristiques se désolidarisent de l'ORTF. L'office ne regroupe que 22% des professionnels du tourisme.

En matière de gouvernance, les coopératives et les organisations paysannes à but non lucratif en général évoluaient dans un environnement juridique relativement flou. L'implication des OPR dans la transaction commerciale limite le développement de la coopérative. L'association des maires est ponctuelle et s'est constituée pour plaider uniquement l'aide de l'Etat. A cause de l'insuffisance de ressources des Communes et l'absence de l'appui de l'Etat et de la Région, les intercommunalités existantes ne sont pas opérationnelles.

Leviers

- La lettre de politique de la décentralisation émergente prévoit de soutenir la mise en place de mode de collaboration entre les différents niveaux de CTD pour territorialiser les politiques publiques.
- Des partenaires techniques et financiers soutiennent l'intercommunalité.
- Investissement du MINAE dans la professionnalisation des organisations paysannes.
- Disponibilité de mécanisme de financement pour les organisations paysannes régionales au niveau du FDA.
- Possibilité de développement de la coopération à l'internationale.

Mise en œuvre

Impacts attendus 23: Les organisations paysannes, des coopératives, des inter-collectivités ont contribué activement à la croissance régionale.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS231 : Les organisations faitières sont solidaires, autonomes et ont contribué davantage à l'essor de l'économie régionale							
Promouvoir les coopératives professionnelles	Création d'un espace de dialogue permanent entre les représentants des coopératives agricoles et l'Etat Développement des mécanismes incitatifs pour la coopérativisation (financement incitatif pour la coopérative, accès à l'infrastructure de production et de commercialisation) Plaidoyer pour la promulgation de la nouvelle loi sur la coopérative.	MICC	MEF	Région	X	X	
Réformer les organisations paysannes régionales	Recadrage de la fonction des organisations paysannes régionales Mobilisation de la participation des membres constitutifs à la base Consolidation de la mission de renforcement de la capacité et d'encadrement des exploitations agricoles familiales	Organisations paysannes faitières Tranoben'ny tantsaha	MINAE PTF	Région	X	X	
OS232 : L'offre d'appui des chambres et des offices régionaux aux entreprises est améliorée							
Redynamiser les chambres consulaires	Remobilisation des membres de l'ORTF et de la CCI Redynamisation de la chambre de mine Institutionnalisation de la chambre d'agriculture incluant le TTR	ORTF CCI TTR/OPR Chambre régional des mines	Région MICC MT MINAE	Région	X		
Renforcer la capacité des chambres et des offices régionaux.	Partenariat Région-Chambre et/ou office Mobilisation de la coopération décentralisée Construction de la maison du tourisme	Région ORTF CCI	MICC MT MINAE	Région	X		
OS233 : La coopération inter-collectivité est développée							
Promouvoir la coopération interrégionale	Mise en place de coopération avec la Région Amoron' i mania/Ihorombe/Menabe sur la gestion sécuritaire Alliance interrégionale pour la préservation de l'eau et la	Région	MID PTF	Province Fianarantsoa, Toliary Région matsiatra Ambony-Fitovinany	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	réduction des risques d'inondation. Redynamisation de l'OPCI Lalamby. Alliance avec la Région Vatovavy pour accroître la production d'électricité à Namorona.			Région matsiatra Ambony-Vatovavy			
Développer les coopérations formelles entre la région et les Communes ou leur regroupement.	Soutien à l'investissement des Communes dans le secteur EAH et l'aménagement hydroagricole Soutien à l'investissement dans la construction des infrastructures commerciales. Soutien à l'investissement des Communes dans la construction et/ou réhabilitation de route	Région Communes urbaines	FDL	Région	X	X	X
Former les inter collectivités	Opérationnalisation du dispositif d'appui régional aux élus de la Commune Formation des intercommunalités dans leur mission d'aménagement de territoire et de mutualisation de compétence.	Région	MID	Région	X	X	X

4.5.2.4 Stratégie opérationnelle 24: Garantir l'employabilité des jeunes.

Contexte

Selon la RGPH3, le taux de chômage au niveau de la Région est de 2,8%, soit 1,8% en milieu rural et 9% en milieu urbain. Le taux est élevé chez les hommes soit 3,1% contre 2,5% pour les femmes. Le taux net d'emploi spécifique est de 97,2%. Au total, 565890 de la population de 15-59 ans sont en emploi. Plus de 1000 sortants de l'Université de Fianarantsoa sont embauchés. Les secteurs pourvoyeurs d'emploi sont la filière BTP, le secteur minier, le développement numérique et le secteur agricole.

Concernant l'enseignement technique et professionnel, deux lycées techniques professionnels publics (LTP Beravina, LTP Ambalavao) et quatre lycées privés sont actifs au niveau de la Région. Deux centres de formation professionnelle publique sont localisés dans le District Fianarantsoa I.

Pour satisfaire la demande en formation agricole, cinq instituts et écoles (ISST, EFTA Iboaka, ISTE, ITSAINTE FRANÇOIS XAVIER AGRO, MALAGASY Mahomby) dont deux privés forment plus de 250 techniciens supérieurs agricoles. Le CAFPA assure la professionnalisation de quinze exploitants agricoles par an. Des formations hors établissement ont été effectuées. Entre 2017-2021, 12404 jeunes ont été formés par le programme FORMAPROD. Le programme DEFIS a pu former 2478 jeunes autour des champs écoles paysans. Un collège agricole a été promu par l'association FERT dans le District Ambalavao. Quinze centres offrent des formations agricoles de proximité au niveau des Communes. Le MINAE a déployé 223 tuteurs et 28 CGEAF pour encadrer les exploitants agricoles en milieu rural. En matière de gouvernance de la formation professionnelle, un comité régional de formation agricole a été institué et a élaboré la Stratégie opérationnelle FAR en 2017. Ce document cadre est expiré en 2022.

Pour améliorer l'entreprenariat et l'employabilité des étudiants, l'université de Fianarantsoa a développé l'incubateur et l'accélérateur du projet entrepreneurial. L'université a développé des partenariats et de collaboration avec des établissements offreurs d'emploi. Un bureau de l'emploi a été institué auprès du Centre de Formation Don Bosco.

Enjeux

Selon l'ENEMPSI 2012, Le niveau de chômage de 0,37% est expliqué par la prédominance des emplois ruraux. Toutefois, il est sensiblement élevé chez les jeunes de 18 à 29 ans, soit 0,87%. La réalité de l'accès à l'emploi est différente car, d'une part, les jeunes diplômés en milieu urbain sont confrontés à

l'étroitesse du marché du travail. D'autre part, ce faible taux de chômage cache une situation préoccupante de sous-emploi. Près de 88% des actifs occupés étaient astreints d'une situation d'emploi inadéquat.

Inégalité de l'accès à l'enseignement technique et la formation professionnelle, notamment en milieu rural. Cinq Districts sont dépourvus de lycée technique professionnel. La capacité d'accueil de l'EFTA et le CAFPA qui sont localisés à Lalangina, est limitée. Les normes pédagogiques et physiques (ressources humaines, environnement physique) ne sont pas respectées. Les lieux de formation ne disposent pas d'équipements et de matériels didactiques modernes. Très peu de la population active ont accès à la formation professionnelle. Selon le RGPH3, plus de 71% de la population ne dépassent pas le niveau primaire (contre 60,3% en 2010). Trois pourcent de la population seulement atteignent l'université (contre 2% en 2010).

La promotion de l'entrepreneuriat dans le secteur productif est insuffisante. Très peu des jeunes sortant de la formation arrivent à s'installer ou obtiennent un emploi. Parmi les 5850 jeunes qualifiés de FORMAPROD au niveau national, 28,24% seulement sont installés. Parmi les jeunes formés par la DRETFP, seulement 6,93% ont pu créer leur entreprise, 32,74 % des jeunes formés sont insérés dans le monde de travail dont 25,82% trouvent de l'emploi auprès des entreprises existantes. La majorité des sortants de l'université, notamment dans le secteur NTIC, cherchent du travail hors de la Région et à l'étranger. Selon la RGPH 3, 0,9% de la population active en âge de travailler (15-59 ans) est employeur. Le dispositif d'information et d'orientation sur les offres disponibles est manquant. Le lien dynamique avec le monde professionnel est à renforcer.

La création d'entreprise est orientée principalement vers le secteur commercial et de service, notamment en milieu urbain. Parmi les 1301 établissements affiliés à la CNAPS en 2019, 81,78% sont dans le secteur tertiaire.

L'accès au foncier est une contrainte majeure pour les jeunes agri-preneurs, surtout dans le District de Lalangina, de Vohibato, d'Isandra et la partie orientale du District d'Ambalavao. La terre dans le moyen ouest est encore vaste mais la zone est moins viabilisée et peu desservie en service.

Leviers

- L'université est orientée vers la formation à l'entrepreneuriat et l'employabilité.
- La réforme de la politique nationale de l'enseignement technique et la formation professionnelle est engagée.
- Le fonds malgache de la formation professionnelle.

Mise en œuvre

Impacts attendus 24: Au moins 500 jeunes par an créent leurs propres entreprises et 5000 jeunes ont intégré des emplois décents au niveau de la Région

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS241: La gouvernance de l'ETFP est consolidée							
Etablir les stratégies de pilotage de la formation professionnelle.	Elaboration et mise à jour de la stratégie régionale de formation (agricole et rurale, enseignement technique et professionnelle). Intégration dans le SRAT de l'aménagement des établissements de formation professionnelle. Mise en place du système d'information régionale sur le marché du travail et	CRFAR DRETFP Région	METFP	Région	X		

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	la formation professionnelle (SIMTFP)						
Renforcer les structures de pilotage et de coordination de l'ETFP	Dynamisation de CRFAR Institution de l'espace de dialogue sur l'employabilité et la professionnalisation des jeunes entre la Région et les universités. Institution de comité partenarial de pilotage et de coordination régionale (CR2PC) de l'ETFP	CRFAR DRETFP	Institution et centre de formation professionnelle privée	Région	X	X	
OS242: La capacité d'accueil des établissements d'ETFP en faveur des jeunes est accrue.							
Construire des établissements d'enseignement technique et formation professionnelle de proximité.	Equiper du LTP Ambalavao. Construction et équipement de lycée technique professionnel à Ambohimahasoa. Construction et équipement de centre de formation professionnelle par District	DRETFP Secteur privé	MINAE	7 Districts	X	X	
Créer des centres de formation spécialisée par secteur stratégique	Construction et équipement de centre d'insertion professionnelle NTIC. Construction et équipement de centre de formation en lapidairerie. Construction et équipement de centre de formation en agroalimentaire.	DRETFP MICC Secteur privé	Diaspora CRFAR CR2PC PTF OSC	Région	X	X	X
OS243: L'accès des déscolarisés et des peu diplômés à la formation continue est facilité.							
Promouvoir l'alphabétisation des jeunes et des femmes	Création des centres l'alphabétisation fonctionnelle communale Promotion de l'alphabétisation vers l'entrepreneuriat. Promotion de l'alphabétisation numérique	88 Communes MEN	OSC	91 Communes	X	X	
Développer la formation qualifiante	Réalisation de la formation professionnelle qualifiante Création de CEFAR Modernisation des champs écoles paysannes	DRETFP Secteur privé OPR	FMFP Secteur privé Programme DEFIS	Isandra, Ikalamavony, Vohibato, Ambohimahasoa	X	X	
OS244: Le nombre des jeunes employables a augmenté.							

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Promouvoir des mécanismes incitatifs pour l'accueil des stagiaires en entreprise.	Développement de partenariat Université-Région Développement de partenariat Université-Entreprise Facilitation de la mise en œuvre de la coopération FMFP et secteur privé	Université Secteur privé DRETFP	Région	Région	X	X	
Répondre au profil des jeunes employés demandés par les entreprises	Développement de la formation des jeunes répondant au besoin des secteurs porteurs (numérique, BTP). Promotion des dispositifs et des parcours de formation en alternance et en apprentissage. Promotion de la validation des acquis de l'expérience (VAE)	Région MTP Université de Fianarantsoa	Secteur privé	Région	X	X	X
Promouvoir l'orientation des jeunes à l'emploi	Renforcement de l'orientation des jeunes au niveau de l'éducation de base. Amélioration de l'efficacité du forum de l'emploi. Création d'agence régionale de l'emploi et des centres des jeunes pour l'emploi en milieu rural.	MEN CEDII ONG	Secteur privé	Région Communes	X	X	
OS245: L'offre d'accompagnement à l'entrepreneuriat répondant aux besoins du tissu économique est consolidée.							
Développer les dispositifs d'installation des entreprises	Facilitation de l'accès des jeunes à la terre (titre vert....) Organisation des concours d'innovation et de création d'entreprise Constitution des fonds de soutien à l'entrepreneuriat.	Région MINAE MICC Universités	Secteur privé Diaspora	Région	X	X	
Créer et développer des structures d'appui aux jeunes entrepreneurs	Mise en place de la maison régionale de l'entrepreneur dédiée à la start-up (centre d'incubation et d'innovation). Développement de tutorat Développement des conseils à l'installation des jeunes en milieu rural.	Région Universités MINAE MJS	OIT PTF OSC	Région Communes	X	X	X

4.5.2.5 Stratégie opérationnelle 25: Offrir aux entreprises une énergie suffisante à prix compétitif.

Contexte

L'offre en énergie électrique de la Région actuellement, est constituée de l'hydroélectricité de Manandray (400kw), d'Ifanindrona (1600 kw), de Namorona (3500kw). Cette offre ne représente que 39% de la puissance disponible. La production en électricité est essentiellement d'origine thermique soit 6015 kw. Concernant l'approvisionnement en hydrocarbure, La région dispose d'un stockage de 2231 m³ à Ambalakely dont 520 m³ en Essence, 367 m³ en Pétrole, 1344 m³ en Gasoil. Onze stations-services assurent la distribution de carburant au niveau du territoire dont 3 de Total, 3 de JOVENA, 3 de SHELL et 2 de GALANA. Quatre Districts (Ambalavao, Fianarantsoa I, Lalangina, Ambohimahasoa) sur sept et quatre Communes (Fianarantsoa, Ambalakely, Ambohimahasoa, Ambalavao) sur 91 sont desservis en station de service. La consommation en gasoil ne cesse d'augmenter. Elle a atteint 40000 m³. La consommation en essence et de pétrole est stable.

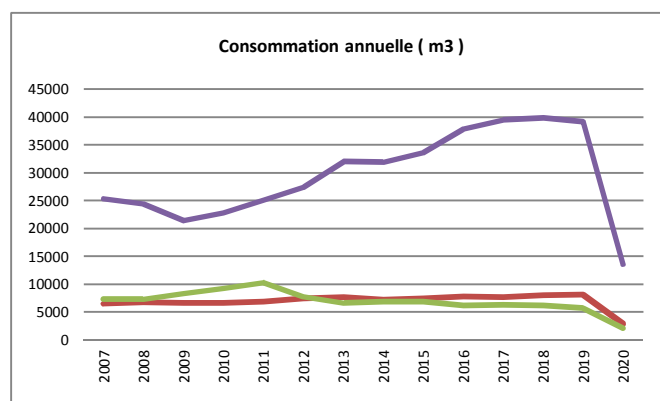


Figure 4 : Evolution de la consommation régionale en carburant (OMH)

Enjeux

La dépendance à l'énergie thermique (61% de la production) accroît le coût de l'électricité. L'offre en électricité (quantité, prix) ne peut pas supporter la demande de l'industrialisation.

Le District d'Ikalamavony, à forte potentialité économique n'a pas accès au distributeur de carburant. Il s'approvisionne en camion à Fianarantsoa. A cause de la fermeture du transport de carburant via chemin de fer, le coût d'approvisionnement est en hausse.

L'électrification en milieu rural est en recul pour cause de faiblesse de la rentabilité. Les sept centrales thermiques (Camp Robin, Vohiposa, Ankaramena, Ambohimahasina, Andoharanomaitso, Isorana, Soatanana) sont en arrêt.

La production des stations hydroélectriques actuelle est en dessous de sa capacité (69%). Elle diminue en période d'étiage à cause du tarissement des sources et de la dégradation du bassin versant.

Leviers

- La Région possède 12 sites de production potentiels d'hydroélectricité de plus de 10 MW. Une étude de faisabilité de l'exploitation a été effectuée à Ambohimahasina, Ambinanindovoka, Iaritsena, Sendrisoa.
- Projet en négociation pour la centrale hybride thermique-solaire à Ankaramena, Isorana et Soatanana.
- Projet d'extension de Namorona II.
- Financements disponibles : Coopération décentralisée de la ville de Zibo, Madagascar Electrification Programme, projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM).

Mise en œuvre

Impacts attendus 25: Le taux de couverture de District en énergie commerciale et industrielle est augmenté à 85,7%.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS251 : L'offre en électricité renouvelable est augmentée de 50%							
Produire des énergies renouvelables	Construction de batterie solaire Construction de nouvelle centrale hydroélectrique.	Région MEH JIRAMA	ADER Coopération ZIBO	Ambalavao Ankaramena Isorana	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Construction de station hybride thermique solaire			Soatanana Ikalamavony			
Renforcer le RIF actuel	Plaidoyer pour la réhabilitation de la station hydroélectrique de Namorona Plaidoyer pour la construction de Namorona II Protection du bassin versant de Namorona/Manandray pour sécuriser la production d'électricité.	Région MEDD, MEH, MEAH	MEH JIRAMA PTF	Namorona Androy, Ambalakindresy	X	X	
OS252 : La logistique pétrolière est améliorée							
Moderniser la logistique pétrolière	Aménagement de parking de camion-citerne Construction de stockage de carburant. Plaidoyer pour la reprise du transport de carburant bateau-chemin de fer.	OMH LP	MEH	Ambalakely Ambalavao	X	X	
Etendre le réseau de distribution des hydrocarbures	Construction de station-service Extension des stations de service existantes.	Opérateurs pétroliers	OMH Communes	Ambalavao Ikalamavony	X	X	

4.5.3 AXE STRATEGIQUE 3: DEVELOPPER L'OUVERTURE ET L'ATTRACTIVITE DE LA REGION

4.5.3.1 Stratégie opérationnelle 31: Construire une image de territoire attractive et cohérente

Contexte

La Région Matsiatra Ambony est reconnue comme incubateur des intellectuels et de territoire « be lakilasy ». Son devise « izay soa raha atao no mivoatsa » illustre cette image. L'art photographique de Pierrot men est reconnu à l'international et est devenu un attrait touristique régional. La Région est le château d'eau du grand sud de Madagascar. Les rivières qui irriguent la Région Sud Est (Matatanana), Vatovavy (Namorona) et Atsimo andrefana (Mangoky) y prennent source au niveau de Matsiatra Ambony. L'image économique de la région repose sur la filière « vin ». La Région est également parmi les premiers producteurs d'huile essentielle et d'extract végétal. Elle est le pionnier de l'industrie automobile. Les patrimoines historiques (Musée de Mahazoarivo, zoman'Isandra, Vatomisoratra, des stèles), le paysage culturel de Sahasimpona et d'Ambondrombe et des patrimoines immatériels (le sokela, le horija, le kidodo, le diam-ponenana, le tolon'omby, le fagnengam-bady) peuvent se servir comme tremplin de rehausser la visibilité de la Région. Pour conserver ses patrimoines, la Région possède deux musées appartenant au ministère de la culture et à l'Université de Fianarantsoa.



Photo 2 : Tolon'omby

Enjeux

La Région n'a pas une notoriété économique claire. La Région n'est pas une destination touristique à part entière. Ses activités économiques phares sont en régression.

L'image du territoire est déficitaire. La valorisation des atouts et l'action de visibilité et de promotion de l'attractivité de la région sont insuffisantes.

Seule la Région possède encore un nom en français dans l'administration. Le nom de la Région est écrit « Haute Matsiatra ». Or au niveau local, on a adopté le nom malagasy « Matsiatra Ambony ». Dans la vie quotidienne, les natifs de la Région prononce « Mahatsiatra Ambony ».

Leviers

L'image de marque de la Région se construit en s'appuyant sur la qualité de son environnement, sur la diversité culturelle, sur ses pôles d'excellence et sur ses produits naturels. A travers la coopération décentralisée, la Région a pu développer des coopérations entre l'Université de Fianarantsoa et des universités étrangères sur la recherche appliquée pour valoriser ces atouts. La diversité historique et culturelle ainsi que le dialecte betsileo forgent également l'identité de la Région. La coopération décentralisée est un portail pour faire connaître la Région à l'étranger. Les diasporas peuvent également y contribuer.

Mise en œuvre

Impacts attendus 31: Matsiatra reconnue à l'international et devient une d'attraction pour les investisseurs, les visiteurs et les chercheurs

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS311 : l'image de marque et imaginaire de la Région est construite							
Créer un élan de solidarité et un esprit d'appartenance au territoire	Changement de nom de la Région en malagasy « Mahatsiatra Ambony ». Promotion du made in Mahatsiatra Ambony (label, produit de terroir....)	Région Entreprises régionales		Région	X		
Préserver les patrimoines matériels et immatériels	Aménagement et enrichissement des musées régionaux. Aménagement des lieux historiques Aménagement et conservation du parc de « tologn'omby » traditionnel.	Musée de l'université MCC Pierrot men Association gestionnaire des patrimoines	Région Coopération décentralisée PADEV 2 OSC	Région	X		
Consolider les domaines d'excellence de la Région	Mobilisation de la solidarité pour protéger la filière vin et vigne de la région Création de l'institut de l'eau Soutenir la promotion de l'industrie automobile	Syndicat des viticulteurs Université de Fianarantsoa Le Relais de mada		Région	X		
OS312 : Le marketing territorial régional est opérationnel							
Développer des outils de publication du territoire	Amélioration du portail net de la région Renforcement des supports de communication sur la région (atlas touristique, film documentaire...)	Région ORTF CCI	Métropole de Lyon	Région	X		
Développer les attractions culturelles et artisanales	Organisation des manifestations de promotion de la Région au niveau national et à l'international Construction des infrastructures de manifestations culturelles Construction de centre commercial des produits locaux	Région Association savika	MCC FDL	Région	X		
Développement de la reconnaissance de la Région à l'extérieur	Création de centre d'information de la Région au niveau des collectivités et des partenaires de coopération décentralisée. Création de réseau de diaspora de matsiatra. Promotion de l'exportation des produits régionaux	Région CCI	Métropole de Lyon, Zibo MAE	Région	X	X	
OS313 : Les universités et les recherches régionales sont reconnues à l'international							

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Développer la coopération universitaire	Mobilisation des universités étrangères autour de thématiques ou de disciplines selon les priorités régionales en matière de recherche. Facilitation de la mobilité de nos étudiants à l'étranger. Développement du tourisme scientifique	Université de Fianarantsoa	Région Coopération universitaire	Région	X		
Développer la recherche et l'innovation	Modernisation des laboratoires universitaires Organisation de colloque internationale Modernisation du centre FOFIFA selon les besoins du secteur agricole régional.	Université de Fianarantsoa FOFIFA	Coopération universitaire MESUPRES MINAE	Région	X	X	
Maintenir la compétitivité de l'université numérique régionale	Création d'un pôle d'innovation numérique Développement du partenariat de l'EMIT et ENI avec les entreprises nationales et internationales. Modernisation des écoles du numérique existantes.	Université de Fianarantsoa	Coopération universitaire MESUPRES Secteur privé	Région	X	X	X

4.5.3.2 Stratégie opérationnelle 32: Optimiser la mobilité des biens et des personnes à l'intérieur du territoire et vers l'extérieur

Contexte

Le patrimoine routier régional est constitué de 365 km de route nationale dont 245 km bitumés, 1163,5 km de route régionale en terre battue et/ou avec macadam et les routes communales. Plus de 41 coopératives assurent le service de transport de voyageurs. L'association professionnelle de transports routiers regroupe 100 camions de transport de marchandises (DRTM, 2017).



Photo 3 : Chemin de fer FCE

La Région est desservie par la ligne ferroviaire Fianarantsoa - Côte Est (FCE), d'une longueur de 163 km. C'est un patrimoine national attirant des touristes. En 2013, la FCE a transporté 8000 tonnes de produits et un peu moins de 75000 passagers selon une étude de la banque mondiale. En 2018, le chemin de fer a pu affréter 13300 tonnes de marchandises et 64591 passagers. La vocation de la ligne est essentiellement sociale, pour désenclaver la région desservie, avec environ 100.000 habitants le long de la voie.

La Région est connectée via aérien par l'aérodrome de Beravina situé à moins de 3 km du centre-ville, construit sur un terrain de 28 ha avec une piste bitumée d'une longueur de 1250 m.

En matière de gouvernance, la planification des investissements routiers est du ressort du ministère de travaux publics. La Région a été équipée par l'Etat avec des engins de construction et d'entretien de la route. La Région a fixé un objectif de 5 km de route en pavé construits par an et 15 km de route rurale. Les trois Communes urbaines (Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa) possèdent un plan de développement de transport et de l'infrastructure routière à travers le PuDi.

Enjeux

Le coût de transport est élevé à cause de la vétusté du réseau routier. Seulement 6% de la route nationale traversant le territoire est en bon état (RN25). Toutes les pistes régionales sont dégradées. Les gares routières sont insuffisantes dans six Districts sur sept.

La capacité du transport aérien est limitée empêchant le développement du tourisme. La plateforme ne peut pas faire atterrir des avions plus grand que l'ATR. Sa taille actuelle et l'état de ses équipements nécessitent des travaux d'extension et de modernisation. La fréquentation de l'avion est limitée par le coût. Cet aéroport n'a embarqué que 1781 passagers et a débarqué 2096 voyageurs, entre 2015 à 2020.

Le transport ferroviaire FCE est en difficulté. La ligne Fianarantsoa - Côte Est (FCE) est confrontée à des récurrents problèmes financiers. L'éloignement de l'infrastructure portuaire accroît le coût d'approvisionnement et d'exportation, freinant l'installation de l'industrie et des investisseurs. Or le système de transport ferroviaire permet à la Région Matsiatra Ambony de se connecter au transport maritime, moins coûteux.

A l'intérieur du territoire, les populations rurales sont peu mobiles car les moyens intermédiaires de transport (charrette, bicyclette...) sont peu adoptés.

La gouvernance du secteur transport et routier nécessite un renforcement. Le mécanisme de contrôle des travaux routiers est défaillant car la construction ou la réhabilitation ne respecte pas les normes.

Leviers

- Accroissement du transfert de ressources financières (2 milliards Ariary) à la Région pour la réhabilitation de la route régionale.
- L'aéroport de Beravina a fait l'objet d'appel à partenariat avec le secteur privé.
- Coopération décentralisée avec Zibo.

Mise en œuvre

Impacts attendus 32: Les pôles de développement économique stratégique sont connectés et désenclavés.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS 321 : La gouvernance régionale des infrastructures de transports est améliorée							
Renforcer le transfert de compétence du secteur transport à la Région.	Etablissement d'un contrat plan Région-Etat Construire un parc à engin et d'entretien Renforcement des ressources humaines du service	Région Etat	MTP	Région	X		
Doter les CTD en outils de planification des infrastructures de transport	Elaboration du plan de transport-infra régional. Elaboration d'un plan de déplacement urbain. Appui aux Communes à établir leur programme d'investissement routier pluriannuel.	Région 88 Communes	MTM MTP	Région	X		
Renforcer les ressources financières pour la réalisation des investissements.	Plaidoyer pour la poursuite du transfert de ressource pour la gestion des infrastructures routières aux Communes Développement de partenariat avec le secteur privé pour la construction des infrastructures. Renforcement du système de contrôle de péage	Région FDL OPCI gestionnaire de piste	Secteur privé	National et international	X	X	
OS322 : Les routes praticables (nationale, régionale) toute l'année ont augmenté.							
Construire des routes revêtues reliant le chef-lieu de la Région vers les chefs lieu de District	Réhabilitation de la RN42 Bitumage de la piste vers le chef-lieu de District de Vohibato Réhabilitation de la route vers le Chef-lieu du District de Lalangina	MTP Région	Fonds routiers PTF	Fianarantsoa-Isorana-Ikalamavony RN7-Alakamisy Itenina Fianarantsoa-Sahambavy	X	X	
Aménager les routes vers les zones d'activité économique	Construction de la route d'agrobusiness-miniére et de migration. Réhabilitation des pistes de collecte de riz Bitumage des routes touristiques	MTP Région	Exploitant de minerais de fer Fonds routiers PTF	Ambinaniroa-Fenoarivo-Tsitondroina avec la route nationale n°7, Alakamisy Itenina-Vinaitelo, RN7-Lamosina Ambalavao-Andringitra, Ambalavao-Ambohimahasina	X		
Promouvoir les moyens intermédiaires de transport pour le	Vulgarisation les moyens de transport comme la charrette à pneu, le mototracteur, la bicyclette	MTM	PTF	Région	X	X	X

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
développement rural	Soutien aux entreprises de fabrication et d'entretien des équipements de transport rural, Mobilisation des financements ou subvention ou crédit à travers des partenariats						
OS323 : La mobilité dans les centres urbains est facilitée							
Contribuer au désengorgement des agglomérations	Aménagement de la voie de contournement du centre-ville de Fianarantsoa Construction de la gare routière des poids lourds Modernisation des gares routières de transport de voyageur au niveau des sept chefs-lieux de District	MTP Région CUF	Fonds routiers PADEV 2 PTF Secteur privé	Communes Urbaine Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahaso Chefs-lieux des Districts	X	X	
Aménager les rues et les ruelles	Aménagement de « lalankely » Aménagement de route en pavé Entretien des rues communales	Communes urbaines Communes rurales chefs-lieux de District Région MTP	PADEV 2 PTF Secteur privé FR	Chefs-lieux des Districts	X	X	
OS324 : L'ouverture de la Région vers l'extérieur est améliorée							
Maintenir la circulation sur les routes nationales	Réhabilitation de la RN7 Entretien de la RN45 Bitumage de la RN25	MTP	Fonds routiers PTF		X		
Développer le transport ferroviaire	Réhabilitation de l'infrastructure ferroviaire Reprise du transport de carburant Promotion du train touristique	MTM RNCFCE ORTF	MTP Fonds routiers PTF	Fianarantsoa-Manakara	X	X	
Développer le transport aérien	Construction d'un nouvel aéroport d'affaire dans le District Ambalavao. Modernisation de l'aéroport Beravina.	MTM ADEMA	Coopération ville Zibo	Ambalavao Commune urbaine Fianarantsoa	X	X	
OS325 : Les infrastructures de transport construites sont résilientes au changement climatique et aux intempéries							
Protéger les infrastructures routières	Protection et restauration de l'emprise des infrastructures routières Renforcement des systèmes de contrôle de la construction et de réhabilitation des routes. Renforcement de l'éducation au refus à la corruption	MTP BIANCO	PTF	Région	X	X	

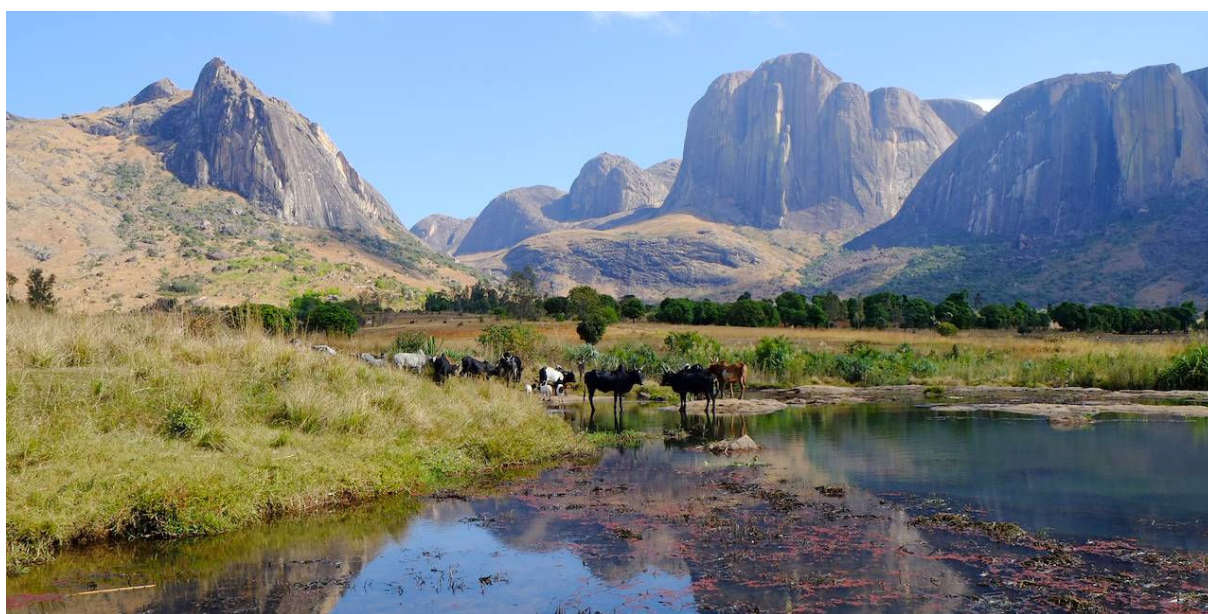
Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Protéger le chemin de Fer	Eradication de la culture sur les talus ferroviaires. Aménagement et protection des talus Renforcer les mesures contre le vol des rails.	MTP FCE	PTF	Axe Fianarantsoa-Ranomena	X	X	X

4.5.3.3 Stratégie opérationnelle 3.3: Relancer le tourisme, l'artisanat et l'hôtellerie

Contexte

La Région se trouve dans l'axe prioritaire de développement du tourisme d'Antananarivo vers Toliary. Le secteur touristique crée de l'emploi direct formel (plus de 60 guides touristiques agréés et des guides locaux, 450 emplois dans l'hôtellerie, 85 emplois dans la chambre d'hôte, 15 emplois dans le restaurant et bungalow, 259 emplois dans le restaurant, 30 emplois dans le snack bar/salon de thé, 5 emplois dans le camping, 10 emplois dans le maison d'accueil, 60 emplois dans la prestation touristique, plus de 40 emplois dans les parcs/aires protégées), de l'emploi indirect dans la formation touristique (4) et la vente des articles de voyage (285).

Les offres touristiques phares de la Région sont le parc national d'Andringitra, le site communautaire d'Anja, la vieille ville de Fianarantsoa, la ligne ferroviaire FCE, l'usine théicole-lac hôtel Sahambavy et le circuit du vin. D'autres sites potentiels existent mais difficile d'accès et non aménagés. La capacité d'accueil des visiteurs est constituée de 330 chambres, 5506 lits dont 11% sont conformes. Des groupements des opérateurs touristiques (Association des guides, Association des transporteurs touristique, association des restaurateurs) et des ONG assurent la promotion de la destination.



Concernant les acteurs de l'artisanat¹, on a recensé 100 vannières de transformation, 95 vanniers, 22 tisserands de soie, 36 artisans transformateurs, 40 couturières et brodeuses et 10 tisserands de sisal. Une organisation appelée PCAF Artisanat a été mise en place. Environ 600 artisans vannières et tisserands (dans 26 organisations de producteurs et 21 producteurs individuels) sont regroupés au sein de cette plateforme. Quatre points de vente ont été mis en place à Ambalavao, Talata Ampano,

¹ PCAF Artisanat

Ambalakely et le CDDT de Fianarantsoa, pour promouvoir la commercialisation des produits artisanaux aux touristes.

Enjeux

L'arrivée touristique est relativement faible. En effet, le nombre maximum de visiteurs est de 22107² entre l'année 2005 à 2021. La région reste toujours un lieu de passage faute de stratégie efficace pour retenir les touristes plus de deux jours. La proximité de gros « porteurs » touristiques captent la majorité des flux. Le territoire est plus de « passage » que de « destination ». La destination se concentre uniquement le long de la RN7 à cause de la dégradation des pistes vers le corridor forestier et vers la partie occidentale de la Région.

La majorité des nationaux notamment la population régionale, ne s'intéressent pas au tourisme à cause du manque de culture touristique et de la faiblesse de revenu. La capacité d'accueil des établissements existants est limitée à 5500 lits.

Le secteur est mal gouverné pour différentes raisons : seulement vingt (20) professionnels sur quatre-vingt (80) sont membres de l'ORTF. Les capacités d'action de la direction interrégionale du tourisme et de l'ORTF sont limitées. La promotion de la destination existe mais moins organisée pour avoir des impacts tangibles. Le manque de leadership handicape la fédération des acteurs autour d'un objectif commun.

La qualité des attraits phares de la région (Andringitra, Ambondrombe, Anjà, tourisme rurale) est menacée de dégradation.

Leviers

- L'ORTF assume le leadership de la promotion de la destination.
- Destination phare: Parc Andringitra, circuit du vin, agrotourisme.
- Pour développer la capacité des professionnels du secteur, la Région dispose cinq instituts de formation sur le métier du tourisme (La rizière, ISTE, ISTH, INSCO, LIME), trois centres de formation à la carte. Environ 90 jeunes diplômés de CAP et 80 jeunes licenciés sortent par an.

Mise en œuvre

Impacts attendus 33: L'arrivée touristique est accrue à 50000 visiteurs par an

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS331 : La gouvernance locale du secteur touristique est consolidée.							
Développer les instruments de pilotage du secteur touristique.	Etablissement de la Stratégie opérationnelle régionale de relance touristique. Etablissement du plan communal de développement touristique. Développement de l'observatoire touristique local.	ORTF GOT	Région MT	Région	X		
Renforcer les services régionaux du tourisme	Création de la direction régionale Matsiatra Ambony Repositionnement de l'office de tourisme comme acteur majeur de la promotion de la destination Matsiatra Construction de la maison du tourisme.	MT ORTF Région	Coopération décentralisée	Région	X		
Consolider la coopération	Tissage de coopération décentralisée sur le tourisme	Région ORTF	Métropole de Lyon MID	Région Province	X		

² Source : MTM

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
dans le secteur touristique	responsable, solidaire et développement des territoires Développement des partenariats autour d'un projet touristique avec les Régions voisines. Partenariat entre les Communes et les professionnels du tourisme.	Communes touristiques					
OS332 : La promotion de la destination est renforcée.							
Déployer le plan marketing	Organisation des événements touristiques régionaux (salon, découvert...) Communication médiatique professionnelle. Soutien à la promotion de la destination à l'International Tourism Fair of Madagascar (ITM)	Région ORTF ANGAP	MT	CUF Lalangina Isandra Ambalavao	X	X	
Renforcer la visibilité de la destination à Matsiatra à l'étranger	Multiplication des ambassadeurs à l'étranger en partenariat avec la coopération décentralisée Mobilisation de la diaspora. Participation à la foire internationale du tourisme et du vin	Région ORTF ANGAP	Métropole de Lyon Bourgogne Zibo Diaspora	CUF Lalangina Isandra Ambalavao			
Améliorer la promotion via internet	Développement de l'utilisation des réseaux sociaux Création de portail de tourisme régional. Réalisation de publipage sur la destination	ORTF Région	Médias régionaux	Région	X		
OS333 : L'offre touristique régionale est diversifiée							
Valoriser les atouts patrimoniaux de la Région	Aménagement des nouveaux sites et circuits touristiques. Création de nouveaux produits touristiques: parapente, randonnée.... Développement du tourisme solidaire, agricole et environnemental.	MICC ORTF GOT Secteur privé	MT	Région	X	X	
Développer et promouvoir l'offre d'hébergement et de restauration.	Elaboration du schéma d'aménagement d'hébergement. Amélioration des infrastructures d'accueil chez l'habitant Revalorisation de l'offre de restauration existante et les spécialités locales	Région ORTF Restaurateurs	MT	Région	X	X	
Améliorer la visibilité de l'artisanat de la Région	Développement du tourisme de découverte des savoirs faire locaux Développement de l'e-commerce Création de centre d'information des produits artisanaux à l'extérieur. Création de marché de l'artisanat à Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahasoa	PCAF MAM ORTF	MT	Région	X	X	
OS334 : Les nationaux sont attirés par la destination Haute matsiatra							

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Développer l'éducation touristique.	Soutien au tourisme scolaire. Soutien à des initiatives de découverte des patrimoines par les enfants et les jeunes. Education des ruraux en tourisme.	Etablissements scolaires ORTF Institut de formation	MT Région	Région	X	X	
Développer le tourisme de loisir et récréatif	Aménagement des espaces de loisir Aménagement des espaces verts récréatifs Aménagement du circuit de course	Région Secteur privé	PADEV 2	Région	X	X	
Favoriser l'investissement dans le secteur touristique	Aménagement de la réserve foncière pour l'investissement touristique. Formation sur l'entrepreneuriat touristique. Accompagnement des porteurs de projets touristiques	ORTF Institut de formation	MT	Région	X	X	

4.5.3.4 Stratégie opérationnelle 3.4: Consolider le rayonnement de l'Université régionale au niveau national et à l'international.

Contexte

L'enseignement universitaire de la Région attire de plus en plus d'étudiants en provenance de toute l'île. Entre 2017 et 2022, l'effectif des étudiants passe de 17344 à 29338. Des étudiants-chercheurs venant de l'étranger effectuent des échanges et du tourisme au niveau de la Région.

L'université de Fianarantsoa est le pionnier de la promotion de la construction 3D à Madagascar. Elle possède trois laboratoires de recherche à savoir un laboratoire de physique-chimie, LIDIE et de chimie de l'environnement. L'université de Fianarantsoa a d'autres universités, des laboratoires et des centres de recherche partenaires. Ces partenariats favorisent le tourisme scientifique. La Région met en œuvre des projets de coopération universitaire (MADATLAS, MADVIGNE, GIRE) à travers la coopération décentralisée en vue d'adapter la formation par rapport au secteur pourvoyeur d'emploi.

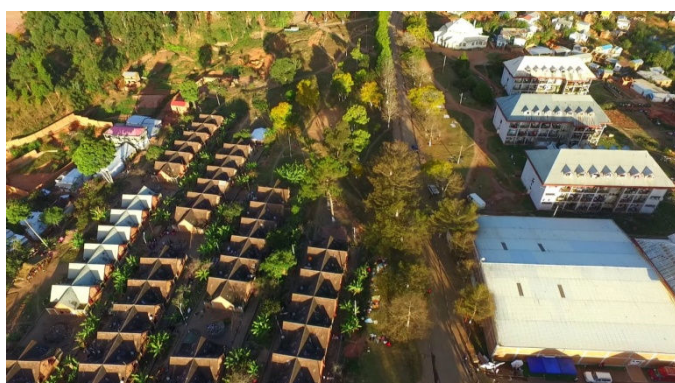


Photo 4 : Université de Fianarantsoa

Enjeux

La capacité de l'université publique à développer la recherche scientifique est un défi pour la visibilité à l'extérieur. Or la majorité des établissements universitaires privés sont dépourvus de laboratoire de recherche. Les infrastructures et les équipements de formation sont insuffisants pour développer un enseignement de qualité.

Maintenir la place des écoles informatiques est un enjeu primordial pour attirer suffisamment des étudiants de la nation. La concurrence des universités dans d'autres régions et leur capacité

d'adaptation à la demande du marché de l'emploi sont féroces. Le partenariat avec des entreprises internationales est peu développé.

Leviers

- L'université de Fianarantsoa d'excellence: EMIT, ENI, ISST, SCIENCE DE L'EAU
- Développement de la coopération technique et scientifique à l'international.

Mise en œuvre

Impacts attendus 34: Le nombre des étudiants et des chercheurs au niveau des universités régionales a doublé.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS341 : La visibilité, la compétitivité et la connectivité de l'université sont consolidées							
Intensifier les manifestations universitaires	Organisation des colloques nationaux et internationaux. Organisation des conférences, ateliers, séminaires. Organisation des portes ouvertes.	Université publique et privée	Région Médias Secteur privé	Région	X	X	
Consolider la coopération universitaire à l'international	Recherche d'une coopération internationale Participation au concours et compétition universitaire internationale. Facilitation de la mobilité à l'étranger des étudiants.	Université publique et privée	Région Coopération universitaire	Région	X	X	
Consolider la renommée des établissements universitaires	Modernisation des écoles régionales Développement du partenariat avec les entreprises internationales.	EMIT, ENI, GIRE, ISST	MESUPRES Secteur privé national et international	Région	X	X	
OS342 : L'offre de formation universitaire est excellente et diversifiée							
Moderniser les équipements de recherche et d'étude	Modernisation des laboratoires de recherche existants Création de laboratoire de recherche au niveau des autres départements Création des espaces numériques de travail au niveau de chaque établissement	Université publique et privée	MESUPRES Coopération universitaire Secteur privé national et international	Région	X	X	
Créer de nouveaux parcours universitaires spécifiques aux profits du territoire	Création du parcours environnementaliste Création de parcours d'animateur territorial. Création de parcours de forestier-sylviculteur	Université publique et privée	MESUPRES Coopération universitaire Secteur privé national	Région	X	X	
Soutenir le développement d'un enseignement supérieur privé de qualité	Implantation de l'institut ou de l'université privée d'excellence au niveau de la Région. Création de parcours masters au niveau des universités privées existantes. Développement de la coopération universitaire privée à l'étranger.	Université privée	MESUPRES Région	Région	X	X	

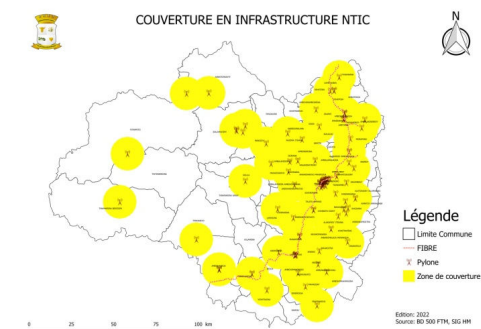
4.5.3.5 Stratégie 3.5: Rendre la région intelligente et capitale du numérique

Contexte

Le taux de ménage utilisant l'internet est évalué à 5,8% (RGPH3).

Infrastructures du numérique en développement

La Région est traversée par le câble fibre optique Telma le long de la RN7. Au total, 121 pylônes et mat implantés dans 46 communes (50,54%) y sont implantés.



Carte 6 : Implantation de pylône et de fibre optique

Accès des Collectivités et des services publics à l'internet

Taux de pénétration téléphonique fixe: 45,92% (ARTEC, 2021).

Taux de couverture des Communes en service de téléphone mobile: 97,87% en 2G, (ARTEC, 2021)

La Région possède des espaces publics d'accès libre à Internet (wifizone). Il s'agit de 4 points d'accès au niveau de la Commune Urbaine Fianarantsoa et à Ambalakely. La Région est connectée à la fibre optique. Toutes les Communes sont non connectées à l'internet mais possèdent de tablette. Les directions régionales de la santé, de l'éducation sont connectées à la fibre optique. L'université de Fianarantsoa a accès au réseau: e-atala, les écoles informatiques (EMIT, ENI) connectées à la fibre optique.

Développement des services numériques

Le service régional de système d'information géographique et la plateforme des acteurs sont mis en place. Concernant la finance numérique : 394 kiosk orange money (ORANGE), 1 kiosk airtel money (AIRTEL), kiosk Mvola au niveau de chaque Commune.

Enjeux

Selon l'ARTEC en 2021, 67% des Communes ont accès au réseau 3G, 31% seulement en 4G. L'accès aux réseaux de communication électronique à très haut débit et aux données est un enjeu prioritaire pour les particuliers comme pour les entreprises, mais aussi pour les établissements publics de la Région. Il porte sur plusieurs objectifs visant à construire un territoire connecté et favoriser ainsi le développement des initiatives privées et publiques, l'inclusion et la connaissance. Le taux de pénétration téléphonique mobile(%) est de 45,63% (ARTEC, 2021).

Toutes les informations sur le territoire, la gestion des affaires de la Région et des Communes ne sont pas accessibles via numérique. Or les données prennent une place centrale dans l'économie. Ouvrir et partager les données publiques, à travers la mise en ligne de données essentielles, vont permettre de nombreuses économies de temps de travail, enrichir les analyses de nombreux décideurs pour une prise de décision mieux éclairée. Il s'agit de diffuser des référentiels pour tous les acteurs et encourager le développement de nombreux services à forte valeur ajoutée dans le tourisme et l'investissement direct étranger. En plus, le citoyen attend des collectivités de la transparence et que des comptes lui soient rendus sur les missions de service public et les projets financés par l'impôt afin qu'un dialogue puisse être instauré. De même, l'Administration est souvent la première bénéficiaire de cette politique d'ouverture, qui conduit à simplifier les systèmes d'information et la gouvernance des données. Les initiatives innovantes sur l'ensemble du territoire régional sont souvent moins visibles qu'il faut renforcer. Il s'agit de proposer des lieux et événements réguliers de rencontres numériques offrant la possibilité aux acteurs de se rencontrer, d'échanger, de valoriser les expérimentations ou de collaborer.

L'usage du numérique à des fins portant atteinte à la cohésion sociale et à l'augmentation de la violence est de plus en plus menaçant. Le véritable enjeu de la transition numérique n'est pas seulement technologique mais aussi culturel. Il ne suffit pas que le numérique soit techniquement accessible pour qu'il devienne un outil mobilisé au quotidien. La question des usages et de l'accompagnement aux usages n'est pas les priorités de l'action régionale. L'utilisation des technologies et des services numériques se banalisent et donnent à chacun une autre identité, d'autres repères pour communiquer, apprendre, s'informer, travailler, exercer sa citoyenneté. Cependant, une partie de la population rencontre encore des difficultés à se connecter ou des incompréhensions pour une utilisation

efficace des outils numériques. Accompagner ces publics vers la compréhension et l'autonomie dans ce nouvel environnement constitue un véritable enjeu de société, un enjeu d'équité.

Leviers

- Ecole du numérique : ENI, EMIT
- Programme gouvernemental d'inclusion numérique.
- Opportunité de financement: PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité Malagasy, Fondation Orange et Telma, projet Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar.



Mise en œuvre

Impact attendus 35: Les utilisateurs bénéficiant de services NTIC de qualité ont augmenté (10% des ménages ont accès à internet, 80% des Communes ont accès au réseau 3G).

Mesures programmes préconisés et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS351 : La gouvernance locale du développement numérique est améliorée							
Instaurer le pilotage du développement numérique	Intégration du schéma d'aménagement numérique dans le SRAT Création de plateforme/cellule de coordination de la promotion du numérique (Université, DRPTDN, Région, DREN, DRFTP, secteur privé)	Région	Université, DRPTDN, DREN, DRFTP, secteur privé	Région	X		
Mobiliser les acteurs du numérique	Organisation des startups numériques au niveau de la région. Promotion des associations animatrices de l'utilisation de NTIC Opérationnaliser la plateforme SRSIG	DRPTDN Association	Région	Région	X		
OS352 : La pénétration en téléphonie mobile et du réseau 4G est améliorée							
Etendre l'implantation des infrastructures du numérique	Installation de pylône et mât Installation de Smart village dans les Communes enclavées. Création d'espace wifi au niveau des chefs-lieux du District	Opérateurs téléphonies MPTDN	Communes Région projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM)	Namoly Ambohimahamasina Ampatsy ampangabe Tsitondroina, Fitampito, Tanamarina bekisopa	X	X	
Connecter les Districts au réseau de très haut débit	Connecter les Districts de Lalangina, Vohibato aux fibres optiques	MPTDN Opérateurs téléphonies	Communes Région Projet Connectivité numérique et	Sahambavy, Alakamisy Itenina Ikalamavony	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Connecter le District d'Ikalamavony au réseau 4 G		énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM)				
OS354 : Les établissements publics sont connectés							
Connecter au réseau les établissements d'enseignement et de formation	Raccordement à la fibre optique des lycées Raccordement des centres de formation professionnelle à la fibre optique. Equiper des établissements en ordinateurs/tablettes	Université Lycée CFP CEFAR	MEN MPTDN Projet DECIM	6 Chefs-lieux de District	X	X	
Connecter au réseau les centres de santé	Raccordement de l'université de médecine à la fibre optique. Raccordement des centres de santé de base à la fibre optique. Raccordement des SSD à la fibre optique	Université CSB2 SSD	MSP MPTDN Projet DECIM	6 Districts	X	X	
OS 355: l'e-gouvernance est généralisée au niveau de la Région							
Promouvoir l'e-administration au niveau des Fokontany milieu urbain	Equiper en matériel informatique Digitalisation du carnet de Fokontany Connexion des Fokontany en internet	MID	MPTDN	Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa	X		
Promouvoir l'e-administration au niveau des Communes	Digitalisation de l'Etat civil Informatisation du service fiscal des collectivités Promouvoir la création de portail des Communes via Région	MID	MPTDN Université de Fianarantsoa PRODIGY	Région	X	X	
Promouvoir l'e-administration de la Région et des STD	Utilisation de la carte de visiteur numérique Pointage QR code du personnel Développer des interfaces	Région STD	PRODIGY MPTDN	Région	X	X	
OS 356: Le numérique est valorisé aux services intégrés pour la jeunesse							
Promouvoir et encadrer l'e-sport	Mise en place de l'encadrement de l'e-sport Création de centre de compétition e-sport Organisation de la compétition e-sport	MJS Secteur privé	MPTDN	CU Fianarantsoa	X		
Promouvoir l'inclusion numérique des jeunes	Connexion des maisons de jeunes Connexion des centres de jeunes Dotation en Smartphone/tablette des conseils de la jeunesse	MJS MPTDN Opérateurs de téléphonie	MJS MPTDN	6 Chefs-lieux de District	X	X	
Promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat	Digitalisation de la demande de formation professionnelle. Digitalisation de l'initiative de création d'entreprise. Digitalisation de la demande de FDA.	FDA METFP Région	PTF OIT	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS353 : Les données au niveau des STD et CTD sont digitalisées							
Développer l'Open Data public régional	Créer un centre de données numérique régional Mettre en ligne les données numériques géographiques du service régional SIG Mettre en ligne les données monographiques sectorielles.	Région MPTDN	PTF	Région	X		
Digitaliser les données des Communes	Développement d'application de gestion de données Equiper les Communes en tablette connectée. Connexion des Communes à l'internet	Communes MPTDN	PTF	Commune	X	X	
OS354 : La fracture numérique du milieu rural est réduite							
Faciliter l'usage par tous du numérique	Développer la langue malagasy dans le numérique Formation des ruraux sur l'usage du numérique Alphabétisation numérique	Université Associations animatrices de l'utilisation de NTIC OSC	PTF	Région	X	X	
Vulgariser la culture du numérique	Sensibilisation du public sur le numérique Caravane du numérique. Education sur le bon usage du numérique	OSC MPTDN	PTF Projet DECIM	Région	X	X	
Digitaliser le secteur agricole	Promotion de l'agriculture intelligente Délivrance de la carte de producteur digitalisée Développement de commerce en ligne bazar-matsiatra	MINAE Secteur privé	PTF	Région	X	X	

4.5.4 AXE STRATEGIQUE 4: INDUSTRIALISER CHAQUE DISTRICT POUR CREER DE L'EMPLOI

La Région Matsiatra Ambony constitue un carrefour d'échanges avec le grand sud de Madagascar compte tenu de sa position géographique. En effet, notre Région est un passage obligé des produits manufacturés et importés. Elle est le lieu de transit des produits agricoles et de l'élevage du sud vers la capitale. La Région exporte hors de son territoire, essentiellement des minerais (lépidolite...), des produits naturels (de l'huile essentielle, de l'extrait de plante médicinale et alimentaire, des produits agricoles bruts (du manioc, de l'arachide, des légumes, peu de maïs, du canard prêt à gaver, du porc, des zébus) et enfin des produits forestiers. Les unités de transformation artisanale embauchent plus de 1546 travailleurs (CNAPS, 2019). Concernant l'industrialisation, 24 unités sont implantées dans le chef-lieu de la Région, 03 usines au niveau du District de Lalangina, deux (02) à Ambalavao, une (01) usine à Isandra et Vohibato. Aussi, pour renverser la tendance, la stratégie opérationnelle régionale sera basée sur le redressement des industries existantes, l'accroissement de la productivité des unités de transformation artisanale, le développement des industries manufacturières, la promotion du secteur des mines et carrières et l'exploitation de minerais industriels.

4.5.4.1 Stratégie opérationnelle 41: Redresser les industries phares de la Région

Contexte

La Région Matsiatra Ambony est le premier producteur de raisin (716 tonnes sur 706 ha) et de vin (269950 litre par an) à Madagascar. Au total, huit caveurs assurent la vinification au niveau de la Région. La majorité des unités est détenue par la communauté chinoise et religieuse.



Photo 5 : Le raisin de la Haute Matsiatra

Matsiatra est également parmi les premiers producteurs de plante à huile essentielle (2423 planteurs) comme le ravintsara, le géranium bourbon et le tagète. Quatre-vingt (80) unités d'extraction d'huile essentielle au niveau du territoire régional. Selon la DREDD, la Région a produit 808 litre d'hydrolat de Ravintsara, 385,3kg d'huile essentielle de ravintsara, 607kg d'huile essentielle de tagète, 672kg de broyées de ravintsara, 230kg Absolu de Cacao 96. La production d'huile essentielle de géranium est actuellement de 500 kg par an. Environ 333 sur 2423 planteurs se regroupent au sein de l'EMMA, les 26 distillateurs forment le groupement d'intérêt économique en huile essentielle.



Photo 6 : La pépinière de Bionexx

La Région abrite deux usines d'extraction des principes actifs végétaux. La société BIONEXX produit une grande variété d'extraits végétaux dont l'Artémisia annua, Vanille, Poivre, Centella asiatica, Prunus africana, Pyrèthre, Spilanthes et autre plantes. L'Artémisinine issu de l'Artémisia annua cultivé à Madagascar constitue la base de fabrication des médicaments contre le paludisme. Elle est le seul producteur à Madagascar. La société BIONEXX produit 3830 tonnes de feuilles d'Artémisia annua et emploie plus de 200 personnes. La société fait vivre 7000 paysans. La valorisation locale des huiles essentielles a fortement augmenté après la pandémie de COVID 19. La société QUIMPEXX commence à vulgariser la culture de quinquina au niveau de la Région. La société QUIMPEXX avec 70 employés, exporte 400 tonnes d'écorce de quinquina avec une plantation de 90 ha.

Matsiatra Ambony est le seul producteur de thé à Madagascar avec une production de 150 tonnes de thé vert par an. L'usine SIDEXAM est implantée à Sahambavy, dans un domaine de 370 ha avec 100 exploitants agricoles. Elle a exporté 101 tonnes de thé noir en 2020.

L'usine SOATAO, ancien Karenjy est le seul fabricant de l'automobile dans l'île. Cette activité crée 55 emplois. Elle commercialise cinquante véhicules par an. Plus de 80% de la production sont exportés hors du territoire.



Photo 7 : La voiture Karenjy

Enjeux

Toutes les entreprises phares de la Région sont en difficulté. La production diminue ou stagne. L'offre régionale en vin a chuté à cause de la baisse du rendement de vignoble, du changement climatique, de la diminution du nombre de viticulteur et de la baisse de la qualité. L'usine théicole a cessé l'exportation de thé noir à partir de 2022. Elle n'a expédié que 28 tonnes en 2021. La productivité est en baisse car la plantation connaît un vieillissement (45 ans). L'exportation d'Artémisinine a également fortement chuté. La société BIONEXX essaie de diversifier sa production pour faire face à la crise. La perte de l'emploi devient de plus en plus menaçante. La production et l'exportation des huiles essentielles ont fortement diminué. La coopérative Fy n'arrive pas à rentabiliser la transformation des fruits d'Ankidona.

L'efficacité énergétique des industries est faible. Le coût élevé de l'électricité affecte la rentabilité des usines. L'utilisation de bois comme source d'énergie menace la couverture forestière régionale. Or, l'initiative d'utilisation de brique de biomasse est peu vulgarisée.

La production de vin et l'industrie automobile de marque Karenjy subissent la forte concurrence de l'importation. Notre offre n'arrive pas à inonder le marché local. Il n'y a pas de solidarité pour l'achat du « Vita malagasy ».

Les petites industries régionales n'arrivent pas à commercialiser leur produit sur le marché mondial. La connaissance du marché à l'export est limitée. La qualité et la traçabilité du produit ne répondent pas aux exigences. Or le géant BIONEXX maîtrise bien l'exportation.

En matière de gouvernance des filières, la Région n'a pas de politique de promotion et de défense de ces produits phares. L'Etat s'est désengagé du soutien à ces industries. La loi sur le vin, permettant de protéger la production locale contre l'importation, est obsolète. A terme, le risque de délocalisation des sociétés est à craindre. QUIMPEXX a déjà délocalisé la production de *Prinus africana* à Andambovato, Région Fitovinany. BIONEXX a concentré la production de matière première uniquement dans le District d'Ambalavao. Le dialogue avec ces industriels est rompu.

Leviers

- La Région a promu la filière vin, à travers le projet de recherche développement universitaire MADPARCELLE et MAD VIGNE, pour améliorer le cépage et la production. Elle a créé l'ISST pour développer la formation sur la filière.
- SIDEXAM, BIONEXX, QUIMPEXX et les caveurs investissent dans l'agrégation agricole.
- Le marché local du vin est encore ouvert. On importe 3000000 litre de vin par an.
- Le marché mondial de l'extrait de quinquina est en croissance.

Mise en œuvre

Impacts attendus 41: L'emploi dans les industries phares existantes est maintenu voir accru.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS411 : La compétitivité des produits phares est améliorée							
Améliorer l'efficacité énergétique des industries	Recherche sur l'amélioration de l'efficacité énergétique. Promotion de l'utilisation de l'énergie renouvelable Valorisation des déchets d'extraction.	Université de Fianarantsoa GIE HE BIONEXX Distillateurs HE Coopérative Fy	ONUDI MICC MEH	Région	X	X	
Améliorer la production de matière première	Recherche et vulgarisation du cépage noble de raisin et/ou apte au séchage. Renouveau de la plantation théicole. Soutien à l'agrégation autour de BIONEXX/QUIMPEXX	Université de Fianarantsoa : Projet MAD vigne/MAD parcelle Clos Malaza SIDEXAM/TAF Coopérative Fy	Région MICC	District Isandra, Ambalavao, Lalangina, Vohibato	X	X	
Diversifier la production de l'industrie automobile SOATAO	Fabrication de voiture électrique. Production de voiture adaptée au besoin des consommateurs locaux. Promotion de la culture d'achat de voiture made in Fianar.	Groupe Relais-SOATAO	Région MICC	Région	X	X	
Renforcer la capacité à exporter des unités de transformation régionale	Mise à la norme internationale des usines de transformation de fruits et de légumes Partenariat entre entreprises pour l'exportation. Formation des entreprises exportatrices Renforcement de la coopération CCI-CCIFM/Cap Export pour le développement et la promotion des sociétés régionales sur tous les marchés à fort potentiel	MICC CCI	PTF	Région	X	X	
OS412 : La gouvernance des industries phares régionales est améliorée.							
Etablir les documents de pilotage des chaînes de valeur et des filières	Elaboration et mise à jour des plans stratégiques des filières Etablissement du plan d'aménagement viticole Etude de l'offre en fruits transformables au niveau de la Région	Région PCAF Syndicat des viticulteurs Coopérative FY	MINAE MICC MEP ONUDI	Région	X		
Améliorer les cadres réglementaires	Plaidoyer pour la mise à jour de la loi sur le vin Plaidoyer pour une fiscalité incitative dans la filière vin. Plaidoyer pour la réforme de la fiscalité dans la filière huile essentielle.	Députés Syndicat des viticulteurs PCAF HE GIE HE	Région	Région	X		
Développer le PPP	Création d'un espace de dialogue et d'alliance stratégique. Plaidoyer pour la mobilisation de l'appui de	Région	CCI Syndicat des viticulteurs PCAF HE	Région	X		

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	L'Etat sur les filières phares de la Région. Mise en place de partenariat actif entre la Région et les Industriels.		Groupe Relais-SOATAO GIE HE BIONEXX, QUIMPEXX				

4.5.4.2 Stratégie opérationnelle 42: Accroître la productivité des petites unités de transformation agroalimentaire

Contexte

Selon la DRICC, on a recensé 98 petites unités de transformation agricole au niveau de la Région en 2022 dont la répartition est présentée dans le graphique à côté.

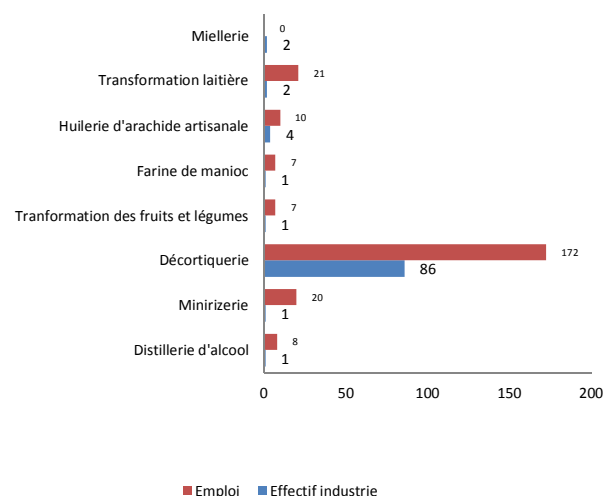
Laiterie : on a recensé trois mini-laiteries (ROFAMA, CFR, Laiterie Iboaka), trois transformateurs artisanaux: (MEVA PRN, ASCOLAIT), cent soixante-onze (171) commerçants-transformateurs au niveau de la région. La capacité de transformation laitière de ces unités est de 600 litre par jour soit 162000 l par an. Les produits laitiers sont estimés 87500 litre de yaourt et 5332 kg de fromage (DRAE, 2021). La transformation laitière génère un chiffre d'affaire de 239 120 000 Ar. Au total 708 éleveurs laitiers, 2505 bovins laitiers et vaches laitières dont 39 inséminés artificiellement alimentent les laiteries. La production laitière régionale est de 1067040 litre par an (DRAE, 2021). La consommation régionale est évaluée à 972140 litre. Environ 9,76% du lait est exporté hors de la Région. La production de lait génère un chiffre d'affaire de 1 067 040 000 MGA.

Distillerie : on dénombre trois unités de distillerie formelle (303, Clos Malaza, Monastère maromby) au niveau de la Région. La Région produit 1222 tonnes de canne à sucre et 579 tonnes d'ananas comme matière première de production d'alcool.

Huilerie artisanale : Trois huileries artisanales transforment l'arachide au niveau de la Région. On a recensé lors du RGPH3, 156876 exploitations agricoles familiales soit 52,9% des ménages agricoles. La surface cultivée en arachide est évaluée à 8170 ha (DRAE, 2021). La production annuelle en arachide est de 6430 tonnes. La moitié (50%) de la récolte est exportée hors de la Région. Des collecteurs chinois exportent l'arachide vers la chine.

Féculerie : La Coopérative KOLOAINA, pour la production féculé est en cours d'implantation dans le District Ambohimahaso. La production de manioc est estimé 247150 tonnes (DRAE, 2021) qui est le premier produit agricole de la Région.

Usinage de riz : une rizerie dénommée SICI qui produit la marque perle d'Isandra est opérationnelle à Isorana. Sa capacité de transformation est estimée à 400 tonnes de paddy par an. Plus de 100 paysans regroupés au sein de 22 groupements sont agrégés autour de l'usine. La rizerie produit actuellement 200 tonnes de riz blanc. Le chiffre d'affaire est évalué à 600 000 000 Ar.



On a recensé quatre-vingt-six (86) unités (Année 2020) dont 5% du type dépaillleur/nettoyeur.

Transformation des fruits et légumes : Outre les transformateurs à la maison, une unité de séchage de fruit et légume dénommée Coopérative FY est implanté dans la Commune urbaine de Fianarantsoa. Cette unité produit environ des fruits secs de mangue, litchis, ananas et datte légumes sèche. La Région produit des fruits transformables comme l'ananas, le pok-pok, le goyavier de chine, la mangue et la grenadille.

Enjeux

La productivité des unités de transformation existantes est faible. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation. L'offre en matières premières agricoles à transformer n'incite pas les transformateurs à investir davantage. La production de matière première est irrégulière et insuffisante. Le prix d'achat est élevé par rapport à celui d'autres régions. Les produits agricoles disponibles comme l'arachide de bouche, la tomate et les fruits sont moins aptes à la transformation. En conséquence, l'usine de séchage de fruit et de légume d'Ankidona et la laiterie d'Iboaka fonctionnent en dessous de leur capacité de production. En plus, la main-d'œuvre qualifiée est insuffisante. La majorité est formée dans le tas. **Peu de jeune investit dans l'industrie agroalimentaire pour diverses raisons.** L'incubation des jeunes industriels en agroalimentaire est insuffisante. L'offre en formation axée sur l'industrie agroalimentaire n'est pas performante. L'accès aux équipements et aux intrants de transformations est difficile et coûteux. **La consommation de produits agroalimentaires fabriqués localement est faible** à cause du pouvoir d'achat très bas et du design de conditionnement peu attrayant. La majorité des produits agroalimentaires (yaourt, fruit sec, fromage...) consommés localement sont importés d'Antsirabe, Antananarivo et de l'extérieur.

L'accroissement de la formation sur la transformation par soi-même des produits agricoles menace le développement de l'industrie agroalimentaire.

Leviers

- Offre en matière première (arachide, mangue, ananas) extensible selon la demande des transformateurs.
- Ecole de formation de technicien en agroalimentaire: ISST, ISTE.
- Des formations à la carte en transformation agroalimentaire sont promues par la DRETFP et les centres de formation privés.

Mise en œuvre

Impacts attendus 42: Le nombre des entreprises agroalimentaires compétitives est augmenté à 120

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	C T	M T	L T
OS421 : La productivité des petites unités de transformation agroalimentaires existantes est rehaussée.							
Développer la transformation laitière	Soutien à l'installation des jeunes éleveurs laitiers Développement de la culture fourragère à grande échelle Appui à l'extension de la laiterie de la coopérative ROFAMA	MDB Laiterie Iboaka ROFAMA MINAE MICC	AFDI	District Lalangina, Vohibato	X		
Développer la production de riz de luxe	Soutien à l'agrégation autour de SICI Création des pôles de production de riz de luxe Professionnalisation des riziculteurs	SICI Tranoben'ny Tantsaha	Programme DEFIS Région	District Isandra	X	X	
Développer la transformation des fruits et légumes	Alimentation de l'unité d'Ankidona en biogaz Construction de l'usine de concentré et de nectar de fruit. Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes	Coopérative Fy Secteur privé	MICC MINAE	District FI			
OS422 : La création de nouvelle industrie agroalimentaire a augmenté							
Développer la transformation de manioc	Soutien à l'agrégation autour des usines	Région Coopérative Koloaina	Programme DEFIS	District Ambohimah asoa	X		

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	C T	M T	L T
	Mise en place de l'usine de production de colle de manioc à Ambalavao Opérationnalisation de la féculerie d'Ambohimahaso	Opérateurs chinois	Ville de ZIBO	Ambalavao			
Industrialiser la production de l'huile alimentaire	Création d'usine de fabrication de l'huile alimentaire Promouvoir la culture d'arachide à huile et de soja résiliente au changement climatique Soutenir l'agrégation autour de l'unité de transformation	1 Entreprise MICC MINAE	Programme DEFIS Région	Région	X		
Promouvoir la production de cigare à exporter	Créer l'usine de fabrication de cigare Intensifier la production de tabac à fumer Soutenir l'agrégation autour de l'usine de cigare	Région Opérateurs chinois	Ville de ZIBO MICC	District Ambalavao	X	X	
Promouvoir la transformation de la tomate	Création d'une usine de transformation locale de tomate. Intensification de la production de tomate transformable. Soutien à l'agrégation autour de l'usine.	1 entreprise MICC		District Vohibato	X		
OS423 : Le nombre des jeunes investisseurs dans l'agroalimentaire a augmenté							
Développer la formation en transformation alimentaire	Formation des ingénieurs agroalimentaires/masters Opérationnalisation du centre de formation en transformation alimentaire professionnelle au niveau de lycée technique. Organisation de la formation qualifiante en agroalimentaire	Université de Fianarantsoa et université privée Lycée technique Beravina METFP	Région	Région	X	X	
Faciliter l'accès aux moyens de transformation et de service	Création d'un centre de recherche, d'insémination, de reproduction sur l'élevage laitier (type FIFAMANOR) Développement du central d'achat d'équipement et intrant de transformation alimentaire. Opérationnalisation d'un laboratoire de contrôle de qualité des aliments.	MINAE 2 Fournisseurs d'intrants	MSP MICC	Région	X	X	
Promouvoir la consommation des produits agroalimentaires locaux	Labellisation des produits alimentaires régionaux. Organisation des foires de produits agroalimentaires. Renforcement de la capacité des transformateurs en design de l'emballage	CCI MICC MINAE	Région	Région	X	X	

4.5.4.3 Stratégie opérationnelle 43: Développer les industries manufacturières non agricoles

Contextes

Le recensement en 2022 a permis d'identifier 28³ manufacturiers non agricoles au niveau de la Région Matsiatra Ambony, créant au moins 918 emplois permanents dont :

- Trois industries de production d'engrais organique : FAKOFIA, ECODIO qui produisent d'engrais organique de 6000 tonnes issu de déchet.
- Quatre industries de fabrication de matériaux de construction : Magasin Fu Kan fabricants de tôle, 02 entreprises de confection de produits de béton, 01 Briqueterie industrielle.
- 04 industries du bois formelles : scierie du betsileo, menuiserie ECAR, Tsaralaza, vonjy fanaka, RICO consommant 4020,408 m³ de BO de Pinus sp, 10950,07m³ de BO d'Eucalyptus sp (DREDD, 2021).
- Quelques industries de fabrication de meubles: Meuble de la grande ile, Tsar'design.
- Trois industries de l'habillement : TARATRA-GASH'MILAY, Création AINA, Mora prix
- Trois imprimeries : Saint Paul, Miarinjato, Média pixel
- Un atelier de fabrication de machine et d'équipement: FMC
- Deux industries de fabrication de four à charbon économe : ADES, TANDAVANALA

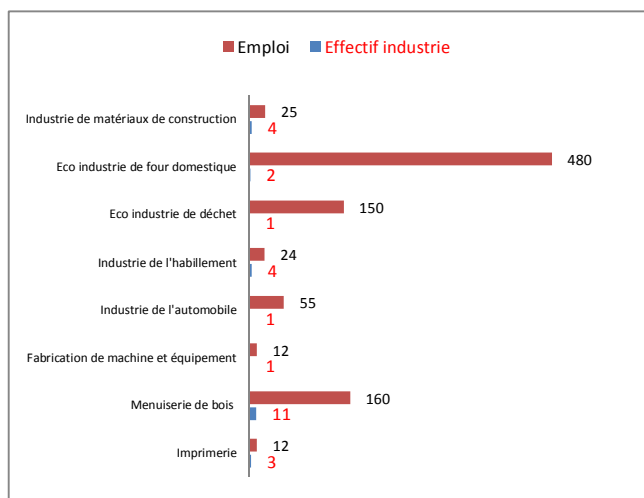


Figure 5 : Nombre par type d'industrie et emploi créé

Enjeux

La raréfaction de la forêt exploitable réduit les activités des scieries et des menuiseries. Actuellement, la Région importe de bois d'œuvre essentiellement d'Amoronimania. La fabrication d'habillement au niveau de la Région reste à l'échelle artisanale. Or Beaucoup de mains d'œuvre venant de la Région travaillent dans la zone franche à Antananarivo. La capacité de production des industries du meuble est limitée car beaucoup de ménages achètent des meubles de salon à Antananarivo. Les fabricants n'arrivent pas à conquérir le marché du sud. L'éloignement de l'approvisionnement en matière première limite la compétitivité de l'entreprise de fabrication d'équipement, de meuble et de produit de béton. Le coût de revient est élevé. Faute de centre de formation spécialisée, le design et la créativité sont peu développés. A cela s'ajoute l'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée.

Leviers

- Existence du périmètre de reboisement de la Matsiatra Ambony.
- Disponibilité des mains d'œuvres talentueuses.
- Programme ODOF.

Mise en œuvre

Impacts attendus 43: L'exportation des produits manufacturés a augmenté.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS431 : La capacité de production des manufacturiers non agricoles a augmenté							
Promouvoir de l'utilisation bambou	Développement de la culture de bambou à grande échelle	100 entrepreneurs de bambou ONG	CMBART MEDD	District Lalangina, Vohibato	X	X	

³ DRICC, 2022, Auteur

	Mise en place d'un centre de formation en transformation de bambou Soutien à l'entrepreneur valorisant le bambou	Fihariana					
Maintenir les industries de bois	Sécurisation des entreprises-transformateur-sylviculteur Redynamisation de la formation au métier sylvicole et du bûcheronnage	Pépiniériste de bambou 10 Menuiseries	MICC	District FI	X	X	X
Moderniser les industries de meubles, d'habillements et d'équipements	Facilitation de l'accès au crédit d'investissement. Renforcement de la capacité en fabrication, design et création. Création de zone franche de textile.	10 industries	MICC	District FI	X		
OS432 : La capacité commerciale de l'industrie verte est renforcée							
Promouvoir l'utilisation d'engrais organique issu du traitement de déchet urbain.	Développement des circuits de commercialisation Partenariat avec le programme agricole et forestier. Développement du marketing des engrais de déchet	FAKOFIA ECODIO CUF	MICC Région MEDD	Région	X		
Développer l'usine de fabrication de four économe	Mobilisation de fond carbone Développement du concept Commune émettant moins de carbone Mise en œuvre des mesures de sanction sur la non utilisation de four économe.	TANDAVANALA ADES Région Communes		Région	X	X	

4.5.4.4 Stratégie opérationnelle 44: Développer l'industrie minière et extractive

Contexte

La Région dispose de sites miniers exploités de manière artisanale et d'énormes potentialités dans le District d'Ikalamavony. La Région possède des ressources minérales diversifiées dont les minerais de fer de Bekisopa évalués à 10 millions de tonnes à 69% de pureté et 60 millions de tonne à 33%, les carrières de gemmes et minéraux de collection (béryl, tourmaline, corindon, rubis, saphir, quartz), les gisements aurifères, les pierres industrielles (lépidolite, mica, malachite...) et les carrières de granite. Le secteur minier crée de l'emploi formel ou non au niveau de la Région. Selon le service minier, cinquante (50) entreprises d'exploitation minière opèrent dans la Région. Des bijoutiers et des tailleurs de pierre opèrent dans la filière. Une lapidairerie a été créée au niveau du lycée technique Beravina pour développer la formation dans le secteur. En matière de gouvernance du secteur, le bureau de cadastre minier est ouvert au niveau de la Région. La zone d'encadrement et les groupements des petits exploitants miniers sont en cours de formalisation. Actuellement, 03 titulaires de permis E, 45 titulaires de permis PRE, 22 titulaires de permis R sont opérationnels au niveau de la Région. En 2022, la recette issue de l'exploitation minière représente 17,89%⁴ de la ressource propre de la Région.

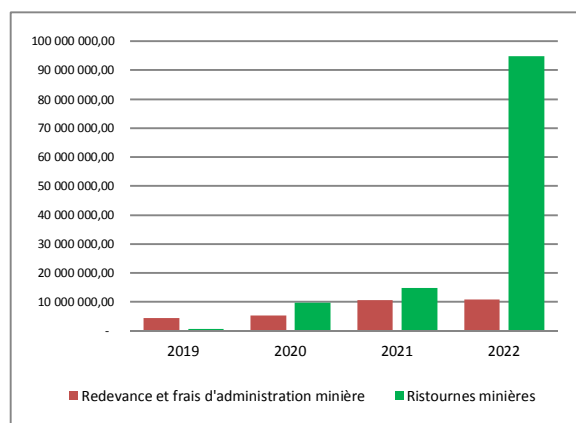


Figure 6 : Evolution de la recette de l'exploitation minière en Ariary (Source: Région Haute Matsiatra)

⁴ SAF Région Haute Matsiatra 2022

Enjeux

Bien que le secteur des mines soit une compétence réservée à l'Etat, la Région doit capter une plus-value autour des activités minières par une intégration des activités. Le développement de ce secteur est confronté à plusieurs problèmes. **La professionnalisation du secteur est insuffisante.** La plupart des petits exploitants miniers sont artisanaux et informels. L'équipement d'exploitation est dérisoire. Le secteur grande mine n'est pas développé malgré le résultat probant de la recherche. **La mauvaise gouvernance du secteur handicape son développement.** Les zones d'exploitations minières sont tous enclavées. Les Communes ne gèrent pas l'exploitation de granite mais seulement la perception de ristourne. Tous les tailleurs de pierre sont informels. La majorité des permis miniers est expirée ou suspendus. **Les impacts sur l'environnement et le social du secteur ne sont pas atténués.** L'exploitation minière dégrade la terre, la forêt et l'eau. Le développement de l'exploitation favorise le travail des enfants, l'exploitation sexuelle et la violence de tout genre. Le risque d'accident est élevé dans le travail au niveau des mines.

Leviers

- Le nouveau code minier.
- La procédure d'exploitation du gisement de fer de Bekisopa est en cours.

Mise en œuvre

Impacts attendus 44: Les retombées économiques du secteur minier (emplois ; revenus pour l'Etat et les collectivités à travers les redevances, taxes ; achats de biens et services, sociales : contributions à l'amélioration des infrastructures et services sociaux) sont accrues.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS441 : La gouvernance du secteur minier et de la carrière est renforcée							
Renforcer la coopération des acteurs dans le secteur mine	Redynamisation de la chambre des mines. Renforcement de la collaboration et du dialogue entre DIRMRS et les CTDs Redynamisation du syndicat et association des exploitants miniers	MMRS Syndicat et association des exploitants miniers	Région, Communes	Région	X	X	
Formaliser l'exploitation	Renouvellement des permis miniers Créer des zones d'encadrement Formaliser les tailleurs de pierre.	MMRS		Région	X		
Améliorer les ressources fiscales et parafiscales des produits miniers	Développement de la coopération fiscale entre collectivités. Mise en place de comptoir de l'or Mise en place du guichet unique de délivrance d'autorisation et de recouvrement de ristourne et redevance minière	Région, Communes MMRS	Exploitant minier	Région Communes minières	X		
OS442 : La valeur ajoutée de l'exploitation minière a augmentée.							
Promouvoir la grande mine	Développement de partenariat avec le détenteur du permis d'exploitation. Plaidoyer pour la délivrance de permis d'exploitation des minerais de fer de Bekisopa Aménagement et viabilisation des sites d'exploitation.	Région Multinational	MMRS	District Ikalamavony		X	X
Promouvoir la transformation locale des ressources minérales	Création des lapidaireries et bijouteries Facilitation de l'accès à l'équipement et formation en lapidairerie Construire une sidérurgie	10 entreprises Multinational	MMRS	Région	X	X	X

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Améliorer les conditions d'extraction	Modernisation de l'équipement des exploitants miniers. Renforcement de la sécurisation des sites miniers Amélioration des services sociaux de base dans la zone d'exploitation	Région Communes Multinational	MEN MSP	Région	X	X	X
OS443 : Les capacités des exploitants miniers sont renforcées							
Développer la formation diplômante des cadres du secteur minier	Création de la formation en géologie et mines Créer la formation professionnelle initiale de technicien de mines au lycée technique	Université de Fianarantsoa Lycée technique Beravina.	MMRS METFP MEN	Région	X	X	
Développer la formation professionnelle qualifiante dans le secteur mine	Formation des exploitants miniers et des zones d'encadrement. Promotion de la formation en lapidairerie Développement de la formation nécessaire pour l'exploitation de minerais de fer	MMRS Multinational METFP		Région	X	X	
PS444 : L'exploitation minière a respecté l'environnement et le droit humain							
Promouvoir la responsabilité sociétale d'entreprise.	Plaidoyers auprès des opérateurs pour l'atténuation des effets néfastes liés à l'exploitation des mines et carrières en exploitation Sensibilisation et formation des exploitants miniers	MMRS MEDD		Région	X	X	
Renforcer la sauvegarde environnementale et sociale de l'exploitation minière	Lutte contre le travail des enfants Restauration des zones d'exploitation minière Organisation de l'opération de reboisement des vallées de mine	MPPSPF Exploitant miniers MEDD	MSP	Région	X	X	X

4.5.5 AXE STRATEGIQUE 5: CONSOLIDER LA PROFESSIONNALISATION DES CHAINES DE VALEURS CREATRICES DE REVENU TERRITORIAL

4.5.5.1 Stratégie opérationnelle 51: Accroître la productivité et la compétitivité des filières viandes et de produits animaux exportable

Contexte

La Région fournit 1000 têtes de bœufs castrés par semaine à la Capital, soit 12,5% de la demande (soit 7200-9000 têtes par semaine⁵). Le marché de bovidé d'Ambalavao est le carrefour des échanges en zébus. Environ 38% à 53% de 800 à 1300⁶ cheptels échangés partent vers Antananarivo et Toamasina. Ambalavao et Ambohimahasoia sont les principales zones d'aviculture (55% du cheptel). Plus de 62% sont embouchés par les paysans de la Région. Ambalavao enregistre 37,85% du cheptel bovin au niveau de la Région. L'aviculture intensive de volaille a enregistré une croissance ces 5 dernières années. Elle est localisée principalement au niveau des trois Communes urbaines (Ambalavao, Fianarantsoa, et Ambohimahasoia), des Communes rurales (Ialananindro, Ambalakely, Mahatsinjony). Depuis des années, la Région exporte 100000 têtes de porc par an vers Antananarivo.

Filière viande bovine : 28 038 fermes d'élevage familial, 180 700 têtes de zébu avec 6 têtes par éleveur, dont 90% sont vaccinés ; 911,5 tonnes (7292 têtes) de viande commercialisées au niveau de

⁵ DGE, 2022

⁶ CU Ambalavao, 2022

la boucherie ; En moyenne, 900 têtes de zébus castrés par semaine sont commercialisées sur le marché d'Ambalavao dont 90% sont exportées vers Antananarivo et Toamasina. Cette filière génère 13 672 500 000 MGA de chiffre d'affaire par la consommation locale et 1.600.000.000 MGA par l'exportation hors région, 74 bouchers formels, collecteurs de zébus formel, grossistes-collecteur. Deux types de lieux de transaction dont le marché d'embarquement de zébus d'Ambalavao et les marchés intercommunal de bovidé (Fitampito, Tsitondroina, Ikalamavony, Mangidy, Solila, Ambohimahaso, Isorana, Andoharanomaitso, Andranovorivato, Mandriandalana, Andohasana, Mahasoabe, Ambinanirao).

Filière viande porcine: 125145 fermiers paysans, 10 fermes d'élevage intensif (>25 tête), 98033 têtes de porc avec 1-2 tête par éleveur, 711,888 tonnes (14831 têtes) de viande consommées, 17536 têtes de porcs gras avec 21 199 920 000 MGA de chiffre d'affaire généré, 180 bouchers formels, 04 collecteurs-grossistes de porc formel. Sept marchés intercommunaux de porc (Ikalamavony, Ambohimahaso, Isorana, Andoharanomaitso, Andranovorivato, Andohasana, Mahasoabe).



Chaîne de valeur poulet de race locale amélioré : 27 fermiers, 648 reproducteurs en élevage, 9000 têtes de poulets produits dont 100% consommés au niveau de la Région. La filière génère un chiffre d'affaire de 180 000 000 MGA.

Chaîne de valeur canard prêt à gaver: la Région exporte de canards prêts à gaver vivant vers la zone de gavage à Behenja. Environ 52000 têtes de canards vifs sont exportées en 2002. Cette exportation a régressée ces dernières années.

Chaîne de valeur poulet de chair : On a recensé 256 fermiers, 156000 têtes de poulet de chair élevés au niveau de la Région. La totalité de la consommation régionale est estimée à 312 tonnes de viande par an. La chaîne de valeur génère 3 744 000 000 MGA de chiffre d'affaire en 2021.

Chaîne de valeur œuf de poule : La Région compte 20 fermiers, 19800 têtes de poule pondeuse, 7 227 000 œufs produits par an dont 100% consommés au niveau de la Région. L'activité génère un chiffre d'affaire de 3 613 500 000 MGA en 2021.

En matière de gouvernance du secteur élevage, le service de l'élevage et sept vétérinaires mandataires assurent l'encadrement sanitaire. Quatre officines vétérinaires assurent la fourniture des intrants vétérinaires au niveau du territoire. Au total soixante-huit (68) auxiliaires sanitaires ont été formés par FORMAPROD pour renforcer l'encadrement sanitaire de l'élevage. Le service sanitaire est surtout dispensé à l'élevage plus rentable (l'élevage bovin, des fermes porcines et avicoles intensifs). Les éleveurs laitiers se sont organisés au sein de MDB, ROFAMA, PRN. La plateforme lait a été instituée pour favoriser la coopération entre les acteurs de la filière. Les groupements des éleveurs de volailles de race locale se sont organisés au sein de l'OPR FIMPIA.

Enjeux

Les productions bovines ont enregistré une baisse notable à cause du phénomène dahalo qui a décimé le cheptel. Le cheptel porcin a diminué également faute de couverture sanitaire et d'encadrement suffisants en dehors du centre urbain. La majorité de programme de développement agricole ne soutient pas cette filière.

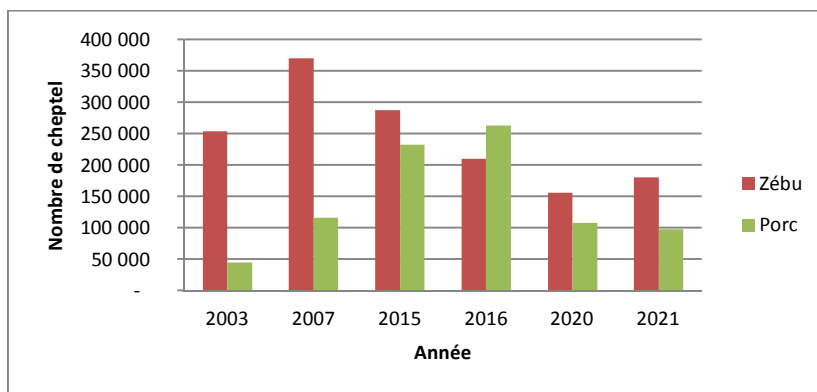


Figure 7: Evolution du cheptel bovin et porcin (source: DRAE HM)

L'offre en œuf, en viande de poulet de chair et en poulet gasy vivant, n'arrive pas à satisfaire la demande du marché du Sud qui est en hausse. La capacité d'investissement des paysans dans l'élevage contrôlé limite l'accroissement de la taille d'élevage. La tendance à la hausse du prix sur le marché est un indicateur de l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande. La hausse du prix des alimentations animales et la baisse de la production agricole freinent également l'investissement dans ces activités.

Enfin, les filières à viande de petit ruminant, de lapin, sont peu développées. Or le marché pour ces produits est encore preneur. La filière de canard prêt à gaver est en régression à cause de la fermeture des gavages au niveau de la Région et la baisse de la surface de plan d'eau de pâturage.

Leviers

- La majorité des ménages betsileo veut acquérir des zébus, signe de richesse et facteur déterminant de l'agriculture (production de fumier et force de travail).
- Changement de la vision de l'élevage de zébu à Madagascar de l'élevage contemplatif vers une filière économique stratégique
- Augmentation de la production de grains de maïs pour l'alimentation animale.
- Couverture sanitaire de tous les Districts.

Mise en œuvre

Impacts attendus 51: L'exportation des produits d'élevage est doublée.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS511 : L'offre en zébus castré sur le marché a doublé							
Promouvoir l'emboche bovine	Soutien à l'amélioration du patrimoine génétique zébu malagasy Amélioration des pâturages Facilitation de l'accès des promoteurs au financement	500 jeunes entrepreneurs MINAE	Programme Fihariana	District Lalangina, Vohibato, Isandra	X	X	
Renforcer les infrastructures d'élevage bovin	Construction des couloirs de vaccination. Modernisation des marchés de bovidé contrôlés Modernisation de l'abattoir régional	Communes OPCI Isandra MINAE		Région	X		
Améliorer la gouvernance	Appui à l'émergence des organisations professionnelles dans la filière	Région MINAE		Région	X		

de la filière bovine	Renforcement du contrôle du circuit de commercialisation des zébus et la lutter contre la corruption. Réalisation de marketing de la filière embouche bovine						
OS512 : L'offre des fermiers de petit élevage intensif a triplée.							
Promouvoir l'entrepreneuriat dans les filières porcines, poulet de chair et pondeuse, ovin/caprin, lapin, canard prêt à gaver et foie gras	Formation et encadrement des jeunes éleveurs. Consolidation des relations entre les fournisseurs de provende et les éleveurs. Facilitation de l'accès à la race améliorée.	100 jeunes éleveurs MINAE	LFL AGRIVAL	Région	X		
Développer les services autour de l'élevage intensif	Réforme de l'offre de service vétérinaire de proximité. Mettre en place une interprofession. Opérationnalisation de la provenderie d'Iboaka	MINAE Vétérinaire mandataire Entreprise		Région	X		
Améliorer l'accès au marché	Modernisation des abattoirs Création des unités d'abattage de volaille. Appui à la normalisation de marché des viandes de volaille (boucher, conservation, contrôle sanitaire)	Communes urbaines MINAE		Communes urbaines et chef lieux de District	X		

4.5.5.2 Stratégie opérationnelle 52: Professionnaliser les chaînes de valeur de valorisation économique des ressources naturelles (forêt, eau).

Contextes

Le miel et les ressources halieutiques d'eau douce sont des chaînes de valeurs durables qui valorisent les principales ressources naturelles (eau, forêt, biodiversité) de la Région.

Chaîne de valeur miel

- 3000 apiculteurs (RGPH3) dont 1200 en semi-professionnel (DRAE, 2021)
- 4126 ruches, produisant 29,61 tonnes de miel produits par an dont 26,61 tonnes consommés localement.
- 3 tonnes de miel commercialisées hors du territoire.
- Chiffre d'affaire généré: 445 410 000 MGA
- 62 fermes écoles paysannes
- 922 apiculteurs encadrés
- Un point de vente de miel de qualité à Ialatsara.
- 19 extracteurs mobiles fonctionnels.
- 02 équipements modernes de miellerie mis à la disposition par l'Etat.
- En matière de gouvernance : 55 groupements de base, 02 organisations paysannes régionales (MITAFA, SOATANTELY), PCAF miel.

Chaîne de valeur poisson d'eau douce

- 1070 pisciculteurs paysans
- 02 pisciculteurs professionnels (CUF, Zomandao)
- 586 pêcheurs
- 120 producteurs d'alevins dont 65 professionnels,
- 4275000 alevins produits en 2022 dont 50% exportés (Sud)
- 251 tonnes de poisson produites localement
- Chiffre d'affaire généré: 445 410 000 MGA
- 740 tonnes de poisson consommée par la population urbaine (Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa)
- 01 Station piscicole à Ampamaherana
- 02 centres de diffusion piscicole
- Service d'appui durable : 02 centres de formation.
- Gouvernance de la filière: Quatre organisations des pisciculteurs (MVPT, FITARIKANDRO, APPAFI VONISAHI), une organisation des apiculteurs (SOATANTELY).

Enjeux

Le changement climatique et la dégradation des ressources en eau et forestières impactent sur la productivité de la chaîne de valeur miel et poisson. Les problèmes d'approvisionnement en eau, de plus en plus fréquents en début de saison, entraînent de fait un retard dans l'empoissonnement en rizipisciculture. Le calendrier piscicole est retardé de 1 à 2 mois. Les températures plus élevées impactent la maturation et la reproduction de la carpe avec des refus de ponte des géniteurs de carpe en raison d'une eau trop chaude. La fréquence des cyclones et forte ruissellement/inondation provoque des destructions des étangs, des pertes d'alevins et de poissons à répétition. La réduction de la surface forestière et sa destruction durant le cyclone entraînent la perte des essaims et la réduction de la productivité des ruches. Il est difficile de repeupler les ruches. L'attaque de varroa menace toujours l'apiculture.

La production des grossisseurs est insuffisante pour diverses raisons, plus de 50% des alevins sont vendus vers les Régions voisines.

Le nombre de pisciculteurs et d'apiculteurs professionnels sont rares. Il existe beaucoup d'apiculteurs recensés mais 95% restent au stade traditionnel. Il n'existe que deux pisciculteurs à grande échelle au niveau de la Région. La capacité d'investissement des paysans est limitée car les institutions financières ne soutiennent pas ces secteurs à risque. Très peu de jeunes ayant suivis de formation universitaire entreprennent dans les deux filières. Il n'existe pas d'universités qui forment des techniciens apiculteurs ou pisciculteurs.



Photo 8 : Equipement de miellerie (ODOF)

Leviers

- Restauration de la couverture forestière.
- Maillage de toute la surface de la Région avec des ruisseaux et rivières.
- Existence des organisations professionnelles de pêche.
- Politique de l'économie bleue.
- Création de deux unités de miellerie.

Mise en œuvre

Impacts attendus 52: L'offre en miel de qualité et de poisson a triplé

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS521 : L'apiculture régionale est professionnalisée.							
Appuyer l'installation des jeunes apiculteurs professionnels	Développement de la recherche apicole Création des centres de formation professionnelle en apiculture Développer l'accompagnement de l'installation des apiculteurs par l'OPR Soatantely	Plateforme miel SOATANTELY Filantsoa	Programme DEFIS	District Ambohimahasoa, Lalangina, Ambalavao	X	X	
Faciliter l'accès au facteur de	Aménagement de site apicole	Plateforme miel SOATANTELY Filantsoa	Programme DEFIS	District Ambohimahasoa,	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
production de miel de qualité	Promotion de l'élevage de reine et des essaims. Facilitation de l'accès des apiculteurs aux facteurs d'installation de rucher.			Lalangina, Ambalavao			
Opérationnaliser la miellerie régionale	Sélection de l'entreprise gérante de la miellerie Construction de la miellerie Soutenir l'agrégation autour de la miellerie	Région MICC Plateforme miel	Programme DEFIS	District Ambohimahaso, Lalangina, Ambalavao	X		
OS522 : Augmentation du nombre des pisciculteurs et rizipisciculteurs professionnels							
Promouvoir la pisciculture moderne	Création de centre de formation professionnelle en pisciculture continentale Facilitation de l'accès au financement Fihariana pour l'aménagement piscicole moderne. Formation et encadrement des jeunes pisciculteurs	APPAFI 50 Entreprises piscicoles MPEB	APDRA AFDI GIZ Programme Fihariana	District Ambohimahaso, Lalangina, Ambalavao	X	X	
Promouvoir le rizipisciculture paysanne	Intensification de la production des alevins Facilitation de l'accès à la formation au niveau des centres de formation agricole paysanne. Aménagement des barrages hydroagricoles au niveau de bassin piscicole.	APPAFI MVPT, FITARIKANDRO, VONISAH MPEB	APDRA AFDI	District Ambohimahaso, Lalangina, Ambalavao	X	X	
Renforcer les producteurs d'alevins	Formalisation des PPA clandestins Renforcement de la capacité des PPA Amélioration de la race des poissons reproducteurs	APPAFI MPEB	Programme Fihariana	District Ambohimahaso, Lalangina, Ambalavao	X	X	
OS523 : Les chaînes de valeur miel et poisson sont résilients au changement climatique et de l'environnement social							
Promouvoir les mesures d'atténuation des impacts de changement climatique	Aménagement et protection des bassins piscicoles. Préservation du paysage forestier dans les zones apicoles à travers la coopération entre l'apiculteurs-collectivité-reboiseur Construction de bassin de captage de l'eau de pluie	APPAFI 50 Entreprises piscicoles MVPT, FITARIKANDRO, VONISAH MPEB	APDRA AFDI GIZ Programme Fihariana	District Ambohimahaso, Lalangina, Ambalavao	X	X	
Reconstituer les stocks halieutiques continentaux	Evaluation des ressources halieutiques des	APPAFI MPEB	APDRA AFDI GIZ	Matsiatra, Zomandao	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	milieux continentaux aquatiques. Appui aux initiatives de surveillance participative et décentralisée. Repoissonnement des rivières						
OS524 : La gouvernance des filières est renforcée							
Développer des zones d'élevage sécurisées	Création de pôle de l'économie bleu Intégration dans le dynamisme régional la prévention de vol de poisson et de ruche. Renforcement du plaidoyer pour l'accès à l'assurance risque climatique.	Région MPEB	APDRA AFDI GIZ	Région	X		
Améliorer la gouvernance de la pêche continentale et de pisciculture	Elaboration des plans d'aménagement et de gestion des activités piscicoles. Modernisation du système de suivi, de contrôle et de surveillance	Région MPEB MINAE	APDRA AFDI GIZ	Région	X		
Normaliser la commercialisation des poissons et de miel	Aménagement du marché régional de poisson Développement du système de traçabilité des poissons commercialisés. Création de label miel Matsiatra Ambony	Région MPEB MINAE	APDRA AFDI GIZ	Région	X		

4.5.5.3 Stratégie opérationnelle 53: Accroître la productivité et la compétitivité de la filière agricoles à l'exportation

Contextes

Filière maïs

- 203 731 EAF planteurs de maïs dont 90% des petits exploitants avec 782 producteurs encadrés.
- Deux organisations paysannes faitières encadrent les exploitants dont SAHI et FIKOVAMA.
- 1,63 tonne de semences certifiées sont produites avec 21 paysans multiplicateurs.
- 2015 ha de terrain sont cultivés en maïs.
- 38 champs écoles paysans pour la diffusion de la technique culturale de maïs sont installés.
- 1550 tonnes de maïs sont produits en 2021.
- 20% de maïs sont exportés hors de la Région
- Des opérateurs investissent sur la filière dont 5 Collecteurs locaux, STAR, AGRIVAL, LFL.

Filière légumes

- 110910 ménages agricoles pratiquent cette activité dont 10% sont professionnels.
- 1255 ha de potagers sont aménagés
- 7970 tonnes de légume sont produits en 2021
- 1620 tonnes de tomate, de chou, de poireau, de gros piment, d'aubergine amer exportés hors de la Région.
- Le capital régional importe de tomate, de la carotte, de 1183 tonnes de pomme de terre par les quatre grossistes.

Chaine de valeur oignon

- 250 ménages agricoles produisent de l'oignon dont 10% sont professionnels.
- 200 tonnes produits en 2021
- Importation de 50 tonnes d'oignon.
- Une infrastructure de stockage de 200 T de capacité est construite à Ikalamavony.



Photo 9 : Production d'oignon à Ikalamavony

Filière fruits

- Trois pépiniéristes d'arbres fruitiers (agrumes, avocatier, mangue...).
- La Région est le premier producteur de « manga vato sucré, sans fibre ». La production a commencé à Ankaramena et qui s'étend dans toute la Région.
- Production de prune à Fiadanana dont 200 tonnes exportés vers Antananarivo.
- Production de 678 tonnes d'ananas à Ankarinarivo, Iavonomby, Vinaninoro dont 30% exportés vers Ihorombe et Atsimo andrefana.

Filière café arabica

- Des dizaines de pépiniéristes de caféier.
- Le Centre FOFIFA régional effectue la recherche sur l'amélioration de la variété de café.
- La Région produit 295 tonnes de café marchand (MAEP, 2010).
- Le test de qualité que le CCS (Corridor Coffee and Spices) a effectué en 2004, a montré que l'arabica d'Isandra était parmi le numéro un mondial.

Enjeux

La demande du marché national est énorme mais les producteurs n'arrivent pas à se positionner sur le marché. Le taux minimum de croissance de la demande annuelle des sociétés agro industrielles est égal à 5%. Cette demande était de 410 000 tonnes en 2017. Selon le FAO en 2016, la demande des ménages à Madagascar est estimée à 15 kg par an par personne, Soit approximativement 330.000 tonnes. A cela s'ajoute les besoins des éleveurs au niveau de la Région. La consommation annuelle régionale en café est estimée à 1 000 tonnes.

L'offre de la Région en maïs est marginale. Elle ne représente que 0,5% de la production nationale (343000T en 2017, MAEP). Le prix de commercialisation de maïs n'est pas compétitif. Le rendement est faible (0,77T/ha, DRAE, 2021). Les contraintes majeures sont l'accès difficile à la semence améliorée résistant au changement climatique et de la chenille légionnaire, à l'engrais, au foncier et au labour pour la culture à grande échelle. Le mauvais traitement post récolte et l'infrastructure de stockage non appropriée, engendrent également des pertes de 20%. La majorité des producteurs ne font pas comme activité principale la culture de maïs. La consommation ne rentre pas également dans l'habitude alimentaire de la population. La production de maïs est très développée dans la localité où il y a des Antandroy ou des originaires de Vakinankaratra (Andonaka, Ankaramena, Befeta).

La balance entre l'achat et la vente hors territoire de légume est en défaveur de la Région. Elle exporte des légumes périssables comme la tomate, le poireau, le chou pommé, le gros piment et l'aubergine amer. Elle importe de légume stockable comme la pomme de terre, la carotte et l'oignon.

La résilience des chaînes de valeur au changement climatique est également une problématique préoccupante. La production de maïs fluctue en fonction de la pluviométrie. Le retard de la pluie décale la date de semis. La jeune pousse de maïs est attaquée par la chenille au mois de janvier-février. Le manque d'eau oblige les maraîchers à faire uniquement la culture de contre saison. Il est difficile de produire de légumes toute l'année. La maîtrise et l'économie de l'eau deviennent une préoccupation majeure.

La production fruitière n'arrive pas à satisfaire la demande. Les supermarchés importent des fruits de l'extérieur, notamment de l'agrumes. Or la Région est exportatrice auparavant. Les principales causes de la diminution de l'offre en agrumes sont la dégradation de la qualité visuelle des fruits, le vieillissement de la plantation dans le District de Lalangina et de Vohibato. L'accès au marché freine l'extension de la culture d'ananas. La production de mangue reste marginale pour répondre à la demande de marché. L'attaque de champignon noir et de ravageurs, lié au réchauffement n'est pas maîtrisée. Malgré l'extension de la plantation de caféier, la Région importe toujours du café d'Ikongo et de Manakara.

L'encadrement pour la professionnalisation des filières fruits et légumes est déficitaire. Il n'existe pas d'organisation professionnelle qui soutient efficacement les maraîchers.

Leviers

- Adaptation au changement climatique.
- Développement d'exploitation à grande échelle par une mesure incitative de sécurisation foncière.
- Accès aux semences résilientes aux changements climatiques.
- Mécanisation du labour.

Mise en œuvre

Impacts attendus 53: Le flux d'exportation hors de la région est augmenté à 200%.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS531 : La productivité des cultivateurs de maïs est renforcée.							
Promouvoir des producteurs professionnels de maïs	Aménagement des zones d'investissement en culture de maïs (Ambatomainty, Mangidy, Sahalalina..). Formation et soutien aux grands exploitants agricoles. Promouvoir l'agrégation agricole	500 cultivateurs de maïs SAHI, FIKOVAMA LFL, AGRIVET MINAE	Programme DEFIS	District Ambalavao, Ikalamavony	X	X	
Faciliter l'accès aux facteurs de production	Développement des services de labour mécanisé Promotion de la production et l'utilisation de semence résiliente au changement climatique. Aménagement du système d'irrigation des maïs.	Coopérative ou entreprise de matériel agricole LFL, AGRIVET MINAE	Programme DEFIS	District Ambalavao, Ikalamavony	X	X	
Améliorer le traitement post récolte	Modernisation des infrastructures de séchage. Construction des infrastructures de séchage Modernisation de l'équipement de traitement post-récolte de maïs.	SAHI, FIKOVAMA LFL, AGRIVET MINAE	Programme DEFIS	District Ambalavao, Ikalamavony	X	X	
OS532 : L'importation des légumes est réduite de 50%							
Promouvoir les produits	Extension de la production de légumes non périssables	500 jeunes maraîchers		Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
maraichers conservables	(piment, oignon, haricot, voanjobory...). Développement de la culture de légume pour la conserverie et le séchage (cornichon, oignon...) Formation et encadrement des maraichers professionnels.	professionnels MINAE					
Développer la production de légume frais	Appui à la production maraîchère urbaine et périurbaine. Promotion de la culture sous serre et hors sol Promotion de la production de légume bio.	100 maraichers professionnels MINAE		Communes le long de la RN7	X	X	
Renforcer les services connexes à la filière légume	Promotion de la production de semence de légume. Facilitation de l'accès aux intrants biologiques Facilitation de l'accès aux équipements de maraichage: outillage, système de micro irrigation goutte à goutte	CRAM, Réseau soa Fournisseurs d'intrants	MINAE	Région	X	X	
OS533 : La production fruitière régionale est relancée.							
Développer la production fruitière	Soutien à l'installation/renouvellement des vergers d'arbres fruitiers. Promotion de la culture des fruits apte à la transformation (grenadille, kiwi, fraise, datte, raisin de bouche...) Formation et encadrement des jeunes planteurs	200 jeunes planteurs MINAE MEDD	GEF/SGP OSC	Région	X	X	
Relancer la production de café cerise	Intégration de la recherche et le développement de la culture de café Soutien à l'agrégation agricole. Implantation des usines de traitement par voie humide.	200 planteurs de café professionnels FOFIFA Malongo TAF MINAE MEDD	Programme DEFIS Programme Asa avotra mirindra FID/MPPSP F	District Isandra, Lalangina, Vohibato et Est Ambalavao	X	X	
Faciliter l'accès aux services connexes à la filière fruits	Soutien des pépiniéristes professionnels pour rendre accessible les jeunes plants. Développement de service de traitement phytosanitaire.	10 pépiniéristes professionnels MINAE MEDD		Région	X		
OS534 : La résilience des chaînes de valeurs au changement climatique est renforcée							
Renforcer l'adaptation au changement climatique	Vulgarisation des variétés de fruits et des légumes résilientes. Vulgarisation du Système de micro-irrigation et d'arrosage. Facilitation de l'accès aux fonds climats.	410 planteurs professionnels Fournisseurs de SMI MINAE MEDD	CEFFEL	Région	X	X	
Développer l'encadrement des filières	Création de centre de recherche et de	Université Fianarantsoa FOFIFA	MINAE MEDD	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	vulgarisation de culture maraîchère. Création d'un centre de formation et de professionnalisation des maraîchers. Organisation des acteurs de la filière	Tranoben'ny tantsaha					

4.5.6 AXE STRATEGIQUE 6: ACCROITRE LA RETOMBEE ECONOMIQUE DU SECTEUR TERTIAIRE A LA CROISSANCE REGIONALE

4.5.6.1 Stratégie opérationnelle 61 : Attirer plus d'entreprises du service du numérique au niveau de la région

Contextes

La Région est traversée par le câble fibre optique Telma le long de la RN7. Au total 121 pylônes et mat implantés dans 46 communes (50,54%). Le cyber café se développe au niveau des trois Communes urbaines. Trois entreprises de service numérique e-TEK, Hairun technology, mana'o créent des emplois au niveau de la Région. Deux universités de renommées dont l'EMIT et l'ENI forment plus de 5183 étudiants.

Enjeux

Plus de 90% des diplômés de l'université sont recrutés par des entreprises dans la Capitale ou à l'étranger. Les entreprises qui s'installent dans la Région peinent à trouver de personnel qualifié. La création d'entreprise dans le secteur est minime par rapport à l'opportunité de marché. L'environnement d'investissement est peu favorable. Le local adéquat et la zone d'investissement ne sont pas disponibles, freinant l'installation des entreprises au niveau de la Région.

Leviers

- L'environnement cadre régional favorise l'investissement.
- Maintien des sortants de l'EMIT et de l'ENI à investir dans le territoire.
- Partenariat entre université et entreprise du numérique.

Mise en œuvre

Impact attendu 61: 100 entreprises de service du numérique sont opérationnelles dans la Région d'ici 5 ans créant 10000 emplois.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS611 : L'environnement d'investissement dans le numérique est amélioré.							
Instaurer le pilotage du développement de l'entreprise numérique	Identification des besoins de la Région en développement numérique Elaboration du plan de développement numérique régional Elaboration du schéma d'aménagement numérique	Région MPDTN EMIT ENI	TELMA ORANGE	Région	X		
Développer la coopération pour la promotion de l'entreprise de service du numérique	Promotion du partenariat dans le domaine de la recherche numérique et innovation Création de plateforme/cellule de coordination de la promotion du numérique (Université, DRPTDN, Région, DREN, DRFTP, secteur privé) Elaboration et mise en œuvre des stratégies opérationnelles de maintien des jeunes à investir dans la Région	Région Université de Fianarantsoa	Secteurs privés	Région	X		
OS612 : La création d'entreprises du numérique a augmenté.							
Faciliter l'installation des entreprises du numérique	Aménagement de la zone d'investissement numérique Construction des espaces de co-working Création de dispositif permettant de recruter aisément des profils qualifiés (community managers, développeurs Web, codeurs, etc.).	Région Secteur privé Association des sortants de l'ENI/EMIT	Diaspora	Communes urbaines	X	X	
Promouvoir l'entreprenariat des jeunes dans le numérique	Soutien au start up Développement des outils de financement de TPE/PME adaptés au numérique. Lobby pour réduire le coût de la connexion	Région MICC Député	Diaspora	Région	X	X	
OS613 : La capacité des ressources humaines dans le numérique est améliorée							
Valoriser les initiatives des acteurs régionaux du numérique	Organisation d'un salon du numérique. Organisation des concours de promotion des solutions libres auprès du grand public, des professionnels, des associations et des pouvoirs publics. Ouverture forum geek	Région MPDTN EMIT ENI	TELMA ORANGE	Région	X	X	
Promouvoir l'intégration de la formation et l'emploi dans le numérique	Formation universitaire en numérique axé sur l'emploi. Formation professionnelle qualifiante dans le numérique Extension du partenariat université et entreprise	Universités publics et privés METFP		Région	X	X	

4.5.6.2 Stratégie opérationnelle 62: Moderniser et formaliser le commerce de proximité

Contextes

La Région compte 4362 opérateurs commerciaux formels dont 1810 marchés de détail, 2235 épicerie de quartier, 245 collecteurs, 39 grossistes de matériel et de matériaux de construction, 23 grossistes de produits de première nécessité, 8 exportateurs et 3 centres commerciaux. La Région possède au niveau de son territoire 17 marchés de bétail et 37 marchés communaux. Le marché d'Ambalavao est le lieu d'embarquement de zébus vers la capitale. Trois points de vente (Soie à Ambalavao, Vannerie à Ambalakely, Miel à Ambohimahasoa) assurent la commercialisation de produit artisanal de qualité. En matière de gouvernance, l'association FIMPI M M F et la chambre de commerce assurent l'encadrement des opérateurs dans le secteur. L'Etat a réduit l'impôt et a facilité la procédure de formalisation pour inciter les commerçants à se formaliser.



Photo 10 : Galerie commerciale O'Matsiatra

Enjeux

Face à la difficulté de l'accès à l'emploi, le nombre de commerçants de rue et informel augmente. L'infrastructure de commercialisation est saturée, notamment en milieu urbain. Le petit commerce envahit les trottoirs. La majorité de l'activité commerciale reste toujours informelle.

L'accompagnement des acteurs du secteur vers la professionnalisation fait défaut. Le CCI n'arrive pas à assumer sa fonction d'accompagnement des commerçants. Il n'existe pas de formation universitaire en commerce au niveau de la Région. L'offre de formation à destination des catégories de ménages sans diplôme mais constituant la majorité des acteurs du commerce est insuffisante.

En matière de gouvernance, les marchés de bétails ne sont pas aux normes. L'absence d'aménagement et d'organisation rend difficile le contrôle et favorise la corruption. Il n'y a pas d'infrastructure d'embarquement selon les conditions techniques. La construction de marché rural n'est pas organisée, mais en fonction de la décision des Communes. Les associations de consommateurs sont peu actives au niveau de la Région.

Leviers

- Encadrement des commerçants informels par le FIMPI M M F avec l'appui de l'OIT.
- L'existence du CCI.
- Principale mission de la Région.

Mise en œuvre

Impact attendu 62: Plus de 80% des entreprises commerciales sont formelles.

Mesures programmes préconisés et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS621 : Le nombre des commerçants formels a augmenté.							
Améliorer la gouvernance du secteur commercial	Elaboration des schémas d'aménagement commercial communal. Renforcement de la coopération Région, Commune, Cci, MICC.	Région MICC MEF CCI FIMPI M M F	OIT	Région	X	X	
Améliorer le service d'enregistrement et de paiement des impôts	Allègement de l'impôt et des procédures. Organisation des guichets mobiles Renforcement du civisme fiscal des commerçants	MEF Communes CCI	FIMPI M M F	Région	X	X	
Lutter contre l'installation anarchique des commerçants	Education des commerçants informels. Promotion des associations des commerçants. Facilitation de l'accès des commerçants à la place de marché	Communes CCI FIMPI M M F	OSC		X	X	
OS622 : Les commerçants sont professionnalisés							
Développer le dispositif d'accompagnement des acteurs du commerce.	Appui aux acteurs du commerce traditionnel. Développement de service de professionnalisation au niveau du CCI. Promotion de l'organisation professionnelle des commerçants	MICC CCI	Région	Région	X	X	
Renforcer la capacité des ressources humaines dans le secteur commercial.	Formation qualifiante en commerce. Création de filière universitaire au métier de commercial. Formation des paysans en marketing	Universités MICC METFP CCI	PTF FMFP	Région	X	X	
Responsabilisation des consommateurs	Promotion de l'association des consommateurs Renforcement de l'éducation des consommateurs Sensibilisation sur la consommation du made in fianar	MICC CCI	OSC	Région	X	X	
OS623 : La capacité d'accueil et la fonctionnalité des marchés régionaux sont améliorées.							
Aménager les marchés intercommunaux	Extension des marchés des Communes urbaines. Construction et réhabilitation des marchés ruraux. Aménagement des marchés artisanaux	Communes OPCI	MICC Région		X	X	
Moderniser les marchés des bestiaux.	Aménagement de rampe d'embarquement bovidé. Création de guichet unique de bovidé Aménagement du marché intercommunal de bétail	Communes OPCI	MICC Région	Ambalavao Mahasoabe Andohasana	X	X	
Valoriser les espaces commerciales aménagés	Opérationnaliser le marché intercommunal d'Isorana. Rentabiliser le complexe commercial O'matsiatra	CUF Région OPCI Isandra	MICC	Isandra Commune urbaine Fianarantsoa	X		

Mesures programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Créer de nouveau complexe commercial			Ambalavao			

4.5.7 AXE STRATEGIQUE 7: RENFORCER L'ACCES DURABLE DE LA POPULATION AU SERVICE UNIVERSEL DE PROXIMITE D'EAU PORTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIENE

4.5.7.1 Stratégie opérationnelle 71: Renforcer la gouvernance décentralisée, la mobilisation de financement et du secteur privé pour la réalisation des investissements dans le secteur eau et hygiène.

Contexte

Le taux de desserte en eau potable est passé de 20,60% (EPM, 2010) à 32% (DREAH, 2022). Ce taux dépasse 50% dans le District de Lalangina et de Fianarantsoa I. L'accès à l'eau potable au niveau du District de Vohibato, d'Ikalamavony et d'Ambohimahasoa reste encore faible, soit moins de 20%. En matière d'hygiène, 26/88 Communes rurales sont certifiées ODF. Six Communes possèdent des blocs sanitaires publics à la norme.



Photo 11 : Borne fontaine à Vinanitelo

Concernant le développement des infrastructures et services EAH en milieu rural, 123 AEPG sont construites au niveau de 64 Communes, 96 FPMH dans 8 communes et de 98 PPMH dans 15 Communes. Environ 7,5% des ménages possèdent de toilette gérée en toute sécurité (RGPH3). La société JIRAMA assure la distribution de l'eau potable au niveau de la Commune urbaine de Fianarantsoa et d'Ambalavao.



Photo 12 : Bloc sanitaire dans la Commune urbaine de Fianarantsoa

Selon le RGPH3, 16,1% des ménages sont en possession de toilette gérée en toute sécurité. En matière d'assainissements et d'hygiènes publics, 13 blocs sanitaires publics sont fonctionnels et répartis dans la CU Fianarantsoa (11), Ambalavao (02) et Ambohimahasoa (01). La Commune rurale Sahambavy et Nasandratrony possèdent respectivement un bloc sanitaire.

Concernant l'accès aux infrastructures publiques en EAH, tous les CHRD et CHU possèdent de toilette et de point d'eau. Pour les centres de santé de base, quarante-six pourcent (46%) des infrastructures sont alimentées en eau potable et quarante-neuf pourcent (49%) en toilette à la norme. Selon la statistique au niveau du DREN en 2022, 49% des EPP possèdent de latrine séparée pour les filles et les garçons. Environ 21,13% des écoles possèdent un point d'eau dans l'enceinte.

La Région a engagé des efforts pour améliorer la gouvernance du secteur EAH. Actuellement, quarante-cinq (45) communes possèdent un PCDEAH et un STEAH. Différents outils ont été développés au niveau régional, pour gérer efficacement le secteur (Contrat de performance, Revue sectorielle, outil de suivi technique et financier STEFI). Avec l'appui de la coopération décentralisée, l'opérationnalisation de la plateforme des acteurs RES'eau comme espace d'animation/formation du secteur a été initiée. La société civile s'est organisée au sein de l'OSCEAH. Des structures de gestion locale (ASUREP, KRFF) sont instituées au niveau de la Commune pour défendre les intérêts des usagers et pour responsabiliser la population locale. Pour renforcer la capacité des ménages ruraux à payer le frais de l'eau, le système de groupement d'épargne et de crédit villageois (voamamy) a été développé.

La Région a promu la participation du secteur privé dans le secteur EAH. Environ 28,25% des réseaux sont sous la gestion privée et professionnelle. Le secteur EAH a promu des métiers diversifiés et de l'accès à l'emploi (Techniciens locaux, ACEAH, Fontainiers, Gestionnaires de réseaux, bureau d'étude, entreprises de travaux Association/entreprise gestionnaire de bloc sanitaire, maçon local fabricants de dalle san-plat, couturière de serviette hygiénique). Le versement des tickets, des taxes et les redevances par les gestionnaires est encourageant. Enfin, le code d'EAH est en cours de réforme.

Le financement du secteur EAH régionale : Le besoin est énorme. Les sources de financement proviennent essentiellement des partenaires (AFD, Coopération décentralisée, ONG). L'Etat finance essentiellement la JIRAMA et la réhabilitation des infrastructures au niveau des Communes rurales.

Des formations universitaires (ISST, M2GIRE, ISTE) dédiées au métier de l'eau sont développées au niveau de la Région.

Leviers

La coopération décentralisée avec la métropole de Lyon.

Enjeux majeurs

Insuffisance du financement pour atteindre l'accès à l'EAH pour tous. La faiblesse de la capacité des acteurs régionaux à mobiliser les financements privés ou étatique en est la cause. La plateforme Rés'eau n'a pas joué un rôle de plaidoyer mais uniquement d'animation. Cette organisation n'a pas d'existence formelle jusqu'à présent.

Disparité de l'accès à l'eau potable au niveau de la Région. Faute de coordination des investissements, l'appui se concentre au niveau de 4 Districts. L'absence d'aménagement des habitats en milieu rural rend difficile l'approvisionnement en eau. Des Communes ne disposent pas de source d'altitude dans son territoire. Les captages des sources deviennent ainsi un enjeu intercommunal (Mahasoabe-Commune urbaine, Ambalakely-CU).

Baisse du taux d'accès actuel car plus de 37,50 % des infrastructures existant nécessitaient une réhabilitation en 2022. La capacité d'investissement du gestionnaire et des Communes dans l'entretien est faible. La capacité des ménages ruraux à payer est limitée.

Insuffisance des moyens pour responsabiliser les services déconcentrés et décentralisés: Les services déconcentrés du Ministère chargé du secteur eau et assainissement ne disposent pas des ressources (humaines et financières) nécessaires pour pouvoir encadrer efficacement le secteur. Les recettes propres des Communes sont limitées pour opérationnaliser le STEAH. La taxe et la redevance versée et le taux de recouvrement fiscal sont faibles. Le MEAH n'a pas encore transféré la ressource financière au CTD.

Partenariat public-privé dans le secteur EAH est au ralenti. Plus de 32% des réseaux ruraux existants sont sans gestion dont plus de 66% à Isandra et Ambohimahasoa. Il est handicapé par le déficit des compétences locales en prestation de service de maintenance et en entreprenariat (6/17 entreprises sont originaires de la région). Les lycées techniques et les centres de formation professionnelle ne sont pas valorisés. La centralisation de la délégation de service public et la lourdeur de la bureaucratie y afférente constituent des facteurs peu incitatifs pour l'implication du secteur privé. En plus, le SOREA prévu dans le code de l'eau n'a jamais été mis en place. Les acteurs du secteur privé sont peu structurés limitant le dialogue pour améliorer l'environnement d'affaire et le secteur EAH.

Mise en œuvre

Impacts attendus 71: Accroissement du taux d'accès à l'eau potable de 32% à 40%, 25% des Communes équipées de bloc sanitaire publics, au moins 80% des Communes ODF.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS711 : La décision en matière EAH est décentralisée							
Instaurer le mécanisme de coordination de l'investissement et des interventions	Mise en place du système de coordination régionale annuelle des PCDEAH. Instituer et opérationnaliser la plateforme de mobilisation des acteurs : res'eau	Région Communes Membres du res'eau	MEAH	91 Communes	X		
Instituer les structures de gouvernance régionale du secteur EAH	Mise en place de l'agence de l'eau. Promotion de la Société de Patrimoine EAH ou OPCI Création de STEAH	Région Communes	MEAH	Région OPCI 43 Communes	X	X	X
Renforcer le service EAH déconcentré et décentralisé	Réalisation de plaidoyer pour accroître le budget de DREAH Réalisation de plaidoyer pour le transfert de ressource au STEAH au niveau des Communes. Formation des ressources humaines	Communes Réseau	Député Sénateur	64 Communes	X		
OS712 : Au moins 45 Communes ont pu mobiliser des financements pour réaliser leur projet d'infrastructures EAH							
Développer les outils de mobilisation de financement public et privé	Appui aux Communes à élaborer et à valoriser le PCDEAH Elaboration du schéma directeur régional d'aménagement et de gestion intégrée de l'eau et de l'assainissement Réalisation de la programmation des investissements (BPOR..) dans le cadre de la compétence de la Région.	Région Communes MEAH	PTF	Région 43 Communes	X	X	
Développer la capacité d'investissement des Communes dans le secteur EAH	Mobilisation des coopérations décentralisées Renforcement du partenariat avec le secteur privé et la société civile Plaidoyer pour l'augmentation de fonds pour l'AEP AH (FNRE, LFI....)	Région Communes Res'eau	Programme Eaurizon 2025 MID Député Sénateur	64 Communes	X	X	
OS713 : Le partenariat public-privé dans la gestion des infrastructures EAH est consolidé.							
Promouvoir l'entrepreneariat local dans le secteur EAH	Réalisation de la formation professionnelle de plombier. Incubation des entrepreneurs dans le secteur EAH à l'université. Allègement des critères de recrutement des entreprises gestionnaires	Région MEAH METFP	Programme Eaurizon 2025 PTF	Région	X	X	

Renforcer la capacité du secteur privé dans secteur EAH.	Elaboration du plan de développement de la capacité du secteur privé. Renforcement de l'action de plaidoyer (décentralisation de la décision, mise en place de SOREA...).	Région Communes MEAH Res'eau	Programme Eaurizon 2025	45 Communes	X	X	
OS714 : Le nombre des Communes ayant la capacité d'investir dans les infrastructures EAH a augmenté.							
Cofinancer la fourniture d'eau potable à la population	Construction des infrastructures d'adduction d'eau potable gravitaire au niveau des Communes. Réhabilitation des infrastructures d'AEP existantes. Construction de l'adduction d'eau potable par pompage (motrice humaine, solaire)	Région Communes MEAH	Programme Eaurizon 2025 OSC	64 Communes	X	X	
Cofinancer l'accès au bloc sanitaire collectif.	Construction des blocs sanitaires publics communaux. Construction des blocs sanitaires au niveau de lycée. Construction des blocs sanitaires au niveau des CSB Réhabilitation des sanitaires au niveau des CHD/CHU/Bureau administratif	Région Communes STD	Programme Eaurizon 2025 OSC	Région	X	X	
OS715 : 100% des Communes sont ODF							
Créer des Communes ODF	Mise en place de règle d'hygiène régionale commune sur la défécation à l'air libre. Renforcer la sensibilisation sur la non défécation à l'air libre. Certification ODF des Communes	OSC Communes Secteur privé MEAH	Res'eau	43 Communes rurales	X	X	
Maintenir les Communes ODF	Développement du mécanisme de motivation et de responsabilisation des structures locales KRFF. Mise en place de brigade communale de l'hygiène Facilitation de l'accès aux fournitures de latrine améliorée.	OSC Communes Secteur privé MEAH	Res'eau	45 Communes rurales	X	X	

4.5.7.2 Stratégie opérationnelle 72: Normaliser l'assainissement collectif des agglomérations

Contextes

Une Commune sur 91 dispose des systèmes d'évacuation de l'eau pluviale. **La gestion et le traitement des déchets solides et des excréments ont été promus au niveau de la Région.** La Commune Urbaine de Fianarantsoa possède une station de traitement de boue de vidange d'une capacité de 1500m³/an. Une Commune urbaine sur trois possède un centre de Tri et de Valorisation des Déchets sur un site de 10ha, pouvant traiter 1000 tonnes de déchet par mois.

En matière de gouvernance, trois Communes urbaines (Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa) ont élaboré leur schéma directeur de l'assainissement urbain (SDAU). La Commune Urbaine de Fianarantsoa a initié la délégation de service de gestion des déchets à deux entreprises privées (FAKOFIA, ECODIO), la mise en place de brigade d'assainissement et de l'hygiène.

Enjeux majeurs

- La prolifération des dépôts sauvages et la multiplication de rues et cours d'eau insalubres sont toujours menaçantes. La faiblesse des taux de couverture et de collecte des déchets solides en est la cause principale. Selon le RGPH3, 7,4% des ménages ruraux seulement mettent leur ordure dans la poubelle pour ramassage. Environ 39,6% des foyers urbains utilisent de la poubelle de ramassage.
- Risque de pollution de la rivière traversant la Commune Urbaine de Fianarantsoa à cause du déversement des eaux usées sans traitement. Toute l'usine implantée dans la région ne possède pas un système de traitement des eaux usées. Or la zone industrielle est localisée le long des cours d'eau. Selon le RGPH3, 11,8% des habitations en milieu rural évacuent les eaux

usées dans les égouts et 43,2% en milieu urbain. Seul 2% des ménages ruraux possède des fosses et 9,9% en ville.

- Les parties basses de la Commune Urbaine de Fianarantsoa sont souvent inondées à cause de la vétusté des infrastructures d'assainissement de l'eau pluviale. Leur dimensionnement n'est plus adapté au développement de l'agglomération. La gestion actuelle des eaux pluviales n'est pas satisfaisante. Certains quartiers subissent encore des inondations et des ravinements.
- Les Communes ont du mal à mobiliser des ressources financières pour leur projet et SDAU. Le financement de l'assainissement au niveau de la Région est assuré par la coopération décentralisée, le programme PADEV et les OSC. Or l'outil BPOR permettant de définir et hiérarchiser les besoins en matière EAH a été suspendu.
- La gouvernance du secteur est à renforcer. Les 90 Communes ne possèdent pas de service de contrôle et de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement. Le rejet des eaux d'égouts et l'évacuation des eaux pluviales concernent la Commune urbaine et ses voisines. Cette problématique sera une préoccupation intercommunale dans les dix années à venir. Tous les chefs-lieux des Communes rurales n'ont pas d'outil d'aménagement de l'assainissement.

Leviers

- Le partenariat public-privé est engagé.
- Coopération décentralisée en matière d'assainissement et de gestion des déchets.

Mise en œuvre

Impacts attendus 72: L'amélioration (i) de la santé et de l'état sanitaire de la population par la réduction des maladies liées à l'insalubrité et aux eaux usées stagnantes (notamment le paludisme), (ii) de la protection de la ressource en eau menacée de pollution par les eaux usées, (iii) de la qualité de vie des populations, qui n'ont plus à cohabiter avec leurs eaux usées (et celles de leurs voisins) avec toutes les nuisances (olfactives, etc.) qui y sont associées, (iv) de l'état des routes.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS721 : La gouvernance du secteur assainissement est améliorée.							
Développer la programmation de l'assainissement	Appui aux Communes dans l'élaboration de schéma d'assainissement Intégration des schémas d'assainissement dans le SRAT Elaborer du plan d'investissement régional en assainissement	Région Res'eau	Programme Eaurizon 2025	Région	X		
Développer l'observatoire de l'assainissement urbain	Etude de la mise en place de l'observatoire de l'assainissement Réalisation des recherches sur le rejet des effluents. Mise en place de BDD sur l'assainissement	Université de Fianarantsoa Commune urbaine de Fianarantsoa	Coopération universitaire Région	Commune urbaine de Fianarantsoa	X	X	
OS722 : La capacité de gestion du secteur assainissement par les Communes est renforcée							
Développer le service public de l'assainissement	Création d'organisme autonome d'assainissement au niveau des Communes urbaines Création de brigade d'assainissement et d'hygiène en milieu rural Renforcement de la capacité des services.	Communes	MEAH	Région	X	X	
Cofinancer la réalisation de SDAU ou PCDAH	Mobilisation de la coopération décentralisée. Renforcement du mécanisme de coordination des investissements dans le secteur assainissement (STEFI).	Région Communes MEAH		Région	X	X	

Mesures programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Mobilisation du partenariat avec le secteur privé et la société civile.						
OS723 : La gestion communale des effluents d'origine domestique et pluviale est améliorée							
Améliorer le système de drainage des eaux pluviales	Normalisation du réseau d'assainissement de l'eau pluviale existant dans le milieu urbain. Aménagement du réseau d'évacuation de l'eau d'inondation de la ville Construction des nouveaux réseaux de drainage de l'eau de ruissellement au niveau des nouveaux quartiers	Commune Urbaine d'Ambalavao, de Fianarantsoa, d'Ambohimah asoa	Coopération décentralisée PADEV 2	Commune Urbaine d'Ambalavao, de Fianarantsoa, d'Ambohimah asoa	X	X	X
Moderniser le réseau d'assainissement des eaux usées dans le milieu urbain	Réhabilitation des réseaux d'égout existants Construction des nouveaux réseaux d'égout dans les nouveaux quartiers Aménagement des systèmes d'épuration des eaux usées avant rejet dans la rivière.	Commune Urbaine d'Ambalavao, de Fianarantsoa, d'Ambohimah asoa	Coopération décentralisée PADEV 2	Commune Urbaine d'Ambalavao, de Fianarantsoa, d'Ambohimah asoa	X	X	X
OS724 : L'effort de gestion des déchets solides, des excréta et des boues de vidanges est renforcé							
Renforcer le système de gouvernance de la gestion des déchets et des excréta	Elaboration du plan opérationnel de Gestion des Déchets (POGD), des excréta et des boues de vidanges. Opérationnalisation de la brigade d'hygiène et d'assainissement	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa FAKOFIA ECODIO	Coopération décentralisée Secteur privé	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa	X		
Renforcer le système de collecte des déchets solides et des boues de vidanges.	Promotion de la collecte sélective Renforcement des équipements de collecte de déchet. Aménagement des pistes d'accès vers les sites de traitement.	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa FAKOFIA ECODIO	Coopération décentralisée Secteur privé	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa	X	X	
Renforcer l'opérationnalisation du centre/station de Traitement et de Valorisation.	Appui au marketing du compost de déchet Mettre en place des filières de revalorisation agricole des boues de traitement.	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa FAKOFIA	MEAH OSC	Commune Urbaine Ambalavao, Fianarantsoa, Ambohimahas oa	X		

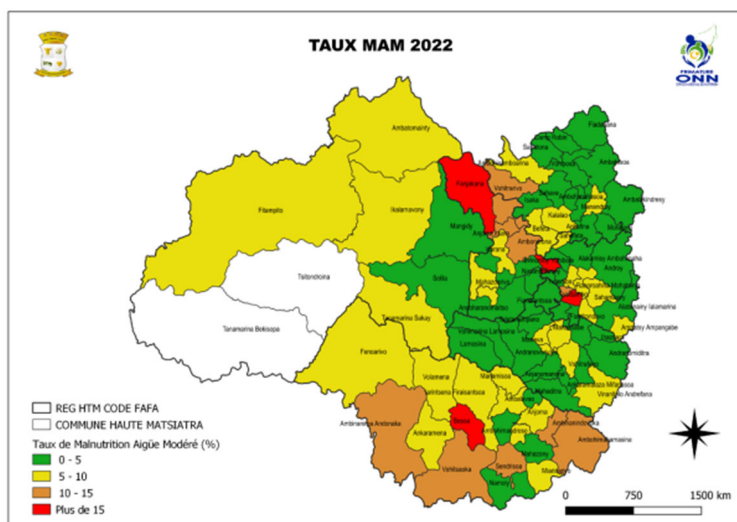
4.5.8 AXE STRATEGIQUE 8 : REHAUSSER LA QUALITE ET LA PERFORMANCE DES OFFRES DE SOINS

4.5.8.1 Stratégie opérationnelle 81: Consolider les efforts de prévention de l'insécurité nutritionnelle

Contexte

La situation nutritionnelle au niveau de la Région s'est améliorée. Lors de l'EDS V, le taux de malnutrition aigüe est acceptable, soit 2,4%. Le taux des enfants de 6–59 mois atteints d'anémie est de 27%.

Des actions en matière de nutrition sont engagées. En matière de nutrition spécifique : utilisation d'un paquet d'interventions en matière de Santé et de Nutrition de la Mère et de l'Enfant, et amélioration des comportements nutritionnels clés sont effectués au niveau de sept Districts, dans 97,8% des Communes (sauf Bekisopa et Tsitondroina) et au niveau de 737 Fokontany.



Concernant la nutrition sensible, le mécanisme ciblant le vulnérable a été renforcé en soutenant les activités sécurisantes l'alimentation dont le poulet de race locale, la patate douce à chair orange, le haricot rouge marbré et rouge sang de bœuf et la culture maraîchère. En matière de promotion de la nutrition en milieu scolaire, cinq Communes font l'objet de mise en place de la cantine scolaire.

La Région a promu la gouvernance partagée du secteur nutrition. Des structures de coordination sont mises en place (ORN, CTR santé-nutrition,

Photo 13 : Situation de la malnutrition aigüe et modérée au niveau de la Région Haute Matsiatra

Groupes régionaux de suivi-évaluation (GRSE) de nutrition). La coordination des actions multisectorielles à l'échelle locale (Fokontany, Commune) a été initiée. La cartographie des interventions (en terme de nutrition) à tous les niveaux (régional, voire communal) et un système de communication ou d'information sont partagés et accessibles à tous les acteurs. La plateforme régionale de la société civile HINA est opérationnelle.

Enjeux majeurs

- Selon l'EDS V, 49% des enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance. Le taux d'insuffisance pondérale a diminué légèrement de 26,9 % (MICS 2018) à 26,1% (EDS V 2021).
- Taux de malnutrition chronique est encore au-dessus de 38% malgré les efforts entrepris. Ce taux a passé de 53,3% (MICS 2018) à 49,20% (EDS V 2021).
- La gouvernance locale du secteur nutrition est à consolider davantage pour plus d'équité de l'accès au service. La gestion de l'information est à améliorer pour mieux suivre le changement. La prise en charge du relèvement est insuffisante.
- L'insécurité alimentaire est toujours menaçante. Elle est aggravée par l'impact du changement climatique et la crise engendrée par la pandémie de COVID 19 et la guerre en Ukraine. Le déficit en riz est estimé à 119356 tonnes de paddy. Cette insuffisance de la production rizicole est comblée par l'importation du riz en provenance des autres régions et de l'extérieur, ainsi que par le manioc. La population de la région consomme peu de maïs.

Tableau 1 : Evaluation de l'autosuffisance en aliment de la Région Haute Matsiatra

	Riz paddy	Maïs	Manioc	Patate douce
Production 2021 (tonnes)	170 200	1 550	247 140	13 970
Perte post récolte (tonnes)	8 510 (5%)	155 (10%)	49 428 (20%)	699 (5%)
Consommation urbaine (tonnes)	41 572 (170kg/hab/an)	155 (6.3kg/hab/an)	10 751 (43.5kg/hab/an)	1 073 (43.5kg/hab/an)
Consommation rurale (tonnes)	236 172 (200kg/hab/an)	3 774 (10.5kg/hab/an)	33 166 (135kg/hab/an)	40 192 (67.1kg/hab/an)
Semence (tonnes)	1 600,50 (30kg/ha)	50 (25kg/ha)	-	-
Alimentation animale (tonnes)	0	155 (10%)	24 714 (10%)	1 397 (10%)
Exportation (tonnes)	1 702 (1%)	31 (2%)	123 570 (50%)	0
Déficit	- 119 356,42	- 2 770,36	5 511,22	- 29 390,29

Source: EPM (2010), FAO (2016), DRAE (2021)

Leviers

- La disponibilité des ressources financières pour la mise en œuvre: programme DEFIS, le programme FAFY.
- La participation et l'adhésion pleine et entière des acteurs du secteur privé.

Mise en œuvre

Impacts attendus 81: Réduction du taux de la malnutrition chronique de 49,6% à 38%. Maintenir le taux de malnutrition aigüe en dessous de 2%. 95% des Communes ont atteint le niveau de sécurité alimentaire.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS811 : La gouvernance pour la nutrition est consolidée.							
Développer le dispositif de pilotage régional du secteur nutrition	Mis en place les conseils régionaux de nutrition Opérationnalisation du Système de Surveillance Nutritionnelle. Opérationnalisation de brigade d'application des normes et des textes réglementaires sur la sécurité sanitaire des aliments.	Région ORN MSP MICC	OSC/ONG	Région	X		
Etendre les réseaux des acteurs locaux de la nutrition	Redynamisation de la plateforme régionale HINA. Construction du réseau d'entreprise privé et de donateurs Développement des mécanismes locaux de motivation des Agents communautaires.	ORN MSP Communes Plateforme HINA	PTF	Région	X		
Prévenir les maladies liées à la nutrition, les grossesses précoces	Renforcer la prévention et la prise en charge des maladies liées à la nutrition chez les enfants et les femmes. Renforcer le planning familial et la santé reproductive au niveau des sites communautaires. Faciliter l'accès au service de santé reproductive pour les jeunes et les adolescentes.	ORN MSP CSB	ACCES	Région	X		
OS812 : La sécurité alimentaire des ménages est renforcée							
Sécuriser la production rizicole	Réhabilitation/construction des réseaux d'irrigation.	MINAE MPPSPF	Programme DEFIS FID	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Construction d'étang de captage d'eau de pluie. Promotion de la culture de riz pluvial.		ORN				
Diversifier la production agricole	Appui à la mise à l'échelle du jardin potager. Intensifier la culture de manioc, de patate douce, et de maïs. Facilitation de l'approvisionnement en intrants de proximité	MINAE MPPSPF	Programme DEFIS FID ORN	Région	X	X	
Renforcer l'adaptation de la production alimentaire au changement climatique	Vulgarisation des semences résilientes au changement climatique. Promotion de l'agriculture climato-intelligente. Facilitation de l'accès des ménages vulnérables aux informations climatiques d'aide à la décision.	ORN MINAE MPPSPF	Programme DEFIS FID	Région			
OS813 : L'accès des ménages à l'aliment toute l'année est renforcée.							
Améliorer le stockage des aliments.	Faciliter l'accès aux équipements de traitement post récolte. Construction des greniers communautaires villageois (GCV). Réhabilitation des GCV	ONN MINAE	Programme DEFIS	Région	X	X	
Développer la recherche en vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Création de la formation de nutritionniste à l'université. Soutien au projet de recherche sur la nutrition. Création de laboratoire d'analyse alimentaire.	Université de Fianarantsoa MSP ORN	Coopération universitaire	Région	X	X	
Promouvoir les petites industries de fabrication des produits nutritifs et de transformation	Facilitation de l'accès aux équipements de transformation. Formation sur la transformation alimentaire Soutien au jeune promoteur d'unité de fabrication d'aliments.	Secteur privé MICC MINAE ONN	METFP	Région	X	X	
OS814 : La disponibilité monétaire des ménages pour l'achat des aliments est renforcée.							
Améliorer la productivité des petits élevages traditionnels.	Facilitation de l'accès aux reproducteurs. Amélioration de la couverture sanitaire de l'aviculture traditionnelle. Formation des ménages éleveurs	ORN MINAE MPPSPF	Programme DEFIS FID	Région	X	X	
Améliorer la trésorerie des ménages	Facilitation de l'accès des petits producteurs au marché. Formalisation du GVEC ou voamamy. Facilitation de l'accès des ménages au financement à travers les institutions financières.	ORN MINAE MPPSPF	Programme DEFIS FID	Région	X	X	

4.5.8.2 Stratégie opérationnelle 82: Améliorer la qualité des offres de services et des soins essentiels

Contextes

La Région Matsiatra Ambony possède trente (30) centres de santé de base public niveau I, quatre-vingt-seize (96) CSB II et trente-sept (37) dispensaires privés et quinze (15) cabinets dentaires. La majorité (94,5%) des Communes possède au moins un centre de santé de base. La population au niveau de soixante-neuf (69) Communes situées dans le District d'Ambohimahasoa, de Fianarantsoa I, de Lalangina et d'Ambalavao, se trouve à moins de 5 km autour du centre de santé de base. Quatre Districts sont mieux desservis en service de santé privé à savoir Fianarantsoa I, Ambalavao, Ambohimahasoa et Vohibato.

La Région possède deux centres hospitaliers universitaires à savoir CHU Tambohobe et CHU Andrainjato. Quatre Districts (Ikalamavony, Ambohimahasoa, Vohibato, Ambalavao) possèdent un

centre hospitalier de référence de District (CHRD). On a recensé quatre hôpitaux privés localisés dans le chef-lieu de la Région.

Le service régional de santé public compte 76 médecins généralistes, 148 sages-femmes et 133 infirmier(e)s. Le nombre moyen de population par médecin est de 18588. Seul, le District de Fianarantsoa I possède de docteurs en nombre suffisant. Une sagefemme prend en charge 11333 populations. Un infirmier occupe 10906 habitants. Le tableau ci-après présente la répartition géographique des personnels médicaux au niveau de chaque District. La fourniture en médicament pour les malades est assurée par cinq pharmacies hospitalières, 8 pharmacies privées et cinquante-cinq dépôts de médicament.

Les 97% de CSB sont dotés de frigidaire de conservation de vaccin. Les centres hospitaliers du chef-lieu de la Région sont mieux équipés. On dénombre 492 lits d'hôpital, 02 laboratoires médicaux publics, 05 ambulances, 05 blocs opératoires, 02 banques de sang, 02 centres d'imagerie médicale, 01 centre de dépistage de cancer au niveau du CHU de Fianarantsoa et les CHRD d'Ambalavao, d'Ikalamavony, d'Ambohimahaso. Quatre laboratoires privés assurent également l'analyse biomédicale au niveau de la Commune Urbaine de Fianarantsoa.

La majorité des services de santé spécialisés se trouve au niveau du chef-lieu de la Région. Les services suivant sont disponibles : 05 Accueil des urgences adultes, 02 Hôpitaux des enfants, 05 services d'anesthésie, 01 banque de sang, 02 services de cardiologie et médecine vasculaire, 01 centre de vaccination (Hépatite, grippe), 01 centre médico-psychologique (CMP), 01 chirurgie ambulatoire, 05 chirurgies maxillo-faciale et stomatologie, 02 services de chirurgie orthopédique et traumatologique, 01 service de chirurgie pédiatrique, 04 services de chirurgie viscérale et urologique, 01 service de consultation de psychiatrie 01 unité PLUCE, 01 service de diabétologie – endocrinologie, 02 services de gynécologie Obstétrique, 02 services de hépto-gastroentérologie-viscérale, 01 service de prise en charge des maladies infectieuses et tropicales, 01 service de médecine Intensive Réanimation, 01 service de neurologie, 02 unités néphrologie, 02 service d'oncologie médicale et pédiatrie enfant, 01 unité d'ophtalmologie, 01 service d'ORL et chirurgie de la face et du cou, 02 unités de pédiatrie et néonatalogie, 05 Pharmacies– stérilisation, 01 unité de pneumologie, 02 unité de radiologie et Imagerie médicale, 02 services de rééducation fonctionnelle/Kinésithérapie/Ostéopathie/Pédicurie, 01 service de rhumatologie, une unité de médecine polyvalente.

Concernant la santé communautaire, des dispositifs sont mis en place à savoir 1882 agents communautaires dont 100% formés ; 779 Fokontany avec site communautaire, répartis au niveau de 89 Communes; 737 centres PCIME-C dont 65,94% à la norme.

La gouvernance de la santé communautaire est en bonne voie. La DRSP a mis en place 669 COSAN dont 100% opérationnels et 90 CCDS ont été institués dont 100% actifs.

Enjeux

- Inégalité à l'accès aux services territoriaux de santé : deux Districts (Isandra, Lalangina) n'ont pas de CHRD, cinq Communes sont dépourvues de CSBII.
- Concernant les CSB, la majorité des bâtiments construits en dur sont vétustes et non-conformes aux normes dont 25% en mauvais état. Les logements du personnel sont insuffisants voire inexistant dans certaines Communes
- Seulement 46% des CSB ont accès à l'eau potable, 49% des CSB1 ont des latrines. Environ 4% des CSB sont électrifiées par la JIRAMA. 88% de centre de santé sont équipés des panneaux solaires pour la conservation des vaccins. La qualité de service est médiocre faute de personnel suffisante.
- Les équipements médicaux (lit, ambulance,) sont insuffisants.
- Certains services vitaux (unité de scanner, unité de dialyse) sont insuffisants voire inexistant au niveau des CHU.
- L'accès des ruraux aux services dentaires, ophtalmologie, orthopédique sont limités. On a recensé 15 dentistes dont 8 au niveau de la Commune urbaine, 5 cliniques ophtalmologiques, un centre de prise en charge des aveugles et des enfants orthopédique au niveau de la Commune Urbaine.
- **La situation sanitaire des femmes et enfants est critique selon l'EDS V.** L'espérance de vie est de 67,9 ans dont 70,2 ans pour les femmes. La couverture vaccinale des enfants a diminué à 61%. Le quotient de mortalité infantile est de 38 ‰ inférieur à la moyenne nationale 39 ‰. Le quotient de mortalité juvénile 15 ‰, inférieur à la moyenne nationale 16,41 ‰. La fécondité ISF

est de 4,3. Le taux de mortalité infantile s'élève à 68‰. La prévalence de l'IRA, la fièvre et la diarrhée chez les enfants sont respectivement 2,7%, 10,9% et 7,1%.

- La pandémie de COVID 19 est toujours menaçante. Le taux de positivité est de 33% (DRS, 2021).
- L'insuffisance des ressources pour financer la santé communautaire affecte la qualité de service et la motivation des agents communautaires. Le statut basé sur le volontariat expose les AC et leurs familles aux risques économiques, et entraîne des contraintes sur leur disponibilité pour toutes les activités de façon permanente.
- Plus de 34% des sites communautaires n'ont pas de local adapté et sont mal équipés. Les matériels et moyens financiers alloués à la réalisation des activités d'éducation sanitaire sont limités et ne permettent pas une couverture à large échelle.
- La gouvernance de la santé communautaire reste à consolider. Le financement pour la pérennisation du service de santé communautaire est insuffisant. La coordination à tous les niveaux n'est pas mise en place. Les Comités de Coordination des Activités Communautaires au niveau des Districts (CCACD) et de la Région (CCACR) ne sont pas encore mis en place. Il n'y a pas d'ONG finançant spécialement dans le secteur nutrition.

Leviers

- Programme ACCES
- Projet de Préparation et riposte aux pandémies et de prestation de Service de Santé de Base ou PPSB ou "Tetikasa Ambina ho an'ny Fahasalamana Iraisana" TAFAl

Mise en œuvre

Impacts attendus 82: La prévalence des principales maladies et le taux de morbidité ont diminué.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS821 : 100% des Communes et des Districts sont équipés de centre de santé.							
Aménager des infrastructures de santé	Construction de CHRD Construction de centre de santé de base Incitation à l'implantation des dispensaires privés	MSP Région	Etat	Lalangina, Isandra 05 Communes	X	X	
Réhabiliter les centres de santé de base	Réhabilitation de CHRD Réhabilitation des CSB2 Réhabilitation des CSB1	MSP Région	Etat	Région	X	X	
Renforcer l'accès des centres de santé l'énergie et à l'EAH	Electrification de CSB. Construction ou réhabilitation des blocs sanitaires. Adduction d'eau potable	MSP MEAH OSC	Eaurizon 2025 UNICEF	80 Communes	X	X	
OS822 : Les services de santé régionale et de district sont améliorés							
Renforcer l'équipement des centres de santé	Equiper des centres de santé et des maternités en lit d'hôpital, brancard... Equiper des centres de santé en ambulance Réhabilitation des infrastructures EAH	MSP	Etat MEAH Région Diaspora OSC	Région	X	X	
Renforcer le personnel médical	Recrutement de médecins Recrutement de paramédicaux Recrutement de médecin spécialiste	MSP	Etat	Région	X	X	
Renforcer les offres de service au niveau des centres hospitaliers	Création de centre de dialyse Implantation d'une deuxième unité de scanner	MSP	Etat	Région	X	X	
OS823: La participation communautaire pour la résolution des problèmes de santé et le développement des prestations communautaires est renforcée.							
Planter des sites communautaires	Création de site communautaire au niveau des Fokontany Construction de site communautaire aux normes	ONN MSP	OSC FAFY	91 Communes	X		

	Opérationnalisation des sites existants.						
Renforcer les ressources de santé communautaire	Mobilisation des financements de la santé communautaire. Construction et équipement des sites communautaires. Recyclage des agents communautaires	ONN MSP	OSC FAFY	91 Communes	X		
Renforcer les dispositifs de coordination	Mise en place et opérationnalisation des CCDS. Mise en place et opérationnalisation des CCACD Mise en place et opérationnalisation des CCACR Formation des comités	ONN MSP		91 Communes	X		
OS824 : La prise en charge de la santé des groupes vulnérable (la mère, des enfants et des adolescents) est renforcée.							
Développer les services de santé pour les enfants et les femmes	Aménagement du service de pédiatrie au niveau des CHD Aménagement du service de pédiatrie au niveau de CHU Andrainjato	MSP ONN	Programme ACCES, TAF A1	Région	X	X	
Renforcer la lutte contre les maladies infantiles et de la mère	Lutte contre le paludisme Renforcement de la vaccination Renforcement de la prévention des diarrhées	MSP ONN	Programme ACCES, TAF A1	Région	X	X	
Renforcer la prise en charge de la santé des jeunes	Mise en place les CSB amis des jeunes Formation des adolescents et les jeunes en compétences à la vie. Création des coins jeunes dans les établissements scolaires	MSP MEN OSC	UNFPA UNICEF	80 Communes	X	X	
OS825: La prise en charge des maladies est renforcée.							
Renforcer la lutte contre les maladies transmissibles	Eradication de la peste. Poursuite de la mise en place du système de prévention et de prise en charge de COVID 19 Renforcement de la connaissance, attitudes et comportements vis-à-vis du VIH/SIDA et le MST.	MSP	OSC	Région	X	X	
Renforcer la prise en charge des maladies non transmissibles (maladies cérébro-cardio-vasculaires, accidents vasculaires cérébraux, cancers, maladies respiratoires chroniques, diabète)	Equiper les centres de santé en outils de diagnostic et de traitement. Former les prestataires à tous les niveaux dans la mise en œuvre des activités de prévention et de prise en charge des MCNT Opérationnalisation de la clinique mobile de dépistage	MSP CSB CHRD CHU	OSC ACCES, TAF A1 Fondation Akbaraly AMADIA	Région	X	X	

4.5.9 AXE STRATEGIQUE 9: ACCROITRE LA POPULATION ACHEVANT LE NIVEAU SECONDAIRE, LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE ET AYANT ACCES A UNE UNIVERSITE D'EXCELLENCE POUR LES BESOINS DES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT.

4.5.9.1 Stratégie opérationnelle 91: Améliorer les conditions d'apprentissage dans les enseignements primaires et secondaires

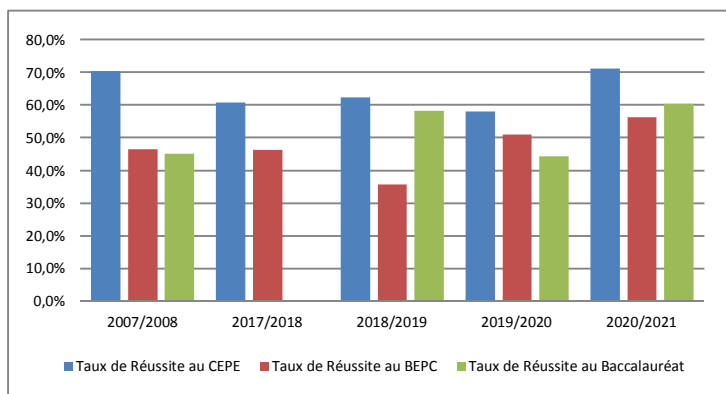
Contexte

Plus de la moitié des Communes et des Fokontany ont accès à l'infrastructure scolaire.

L'éducation préscolaire a connu une expansion importante. On compte 1136 EPP au niveau de la Région. Le nombre d'EPP avec préscolaire est passé de 29 en 2007/2008 à 831 en 2020/2021, soit 73,15% des établissements primaires répartis dans 643 Fokontany (85,8%). Le secteur privé dispose 544 écoles primaires réparties au niveau de 76,41% Fokontany. La Région compte 190 CEG publics, localisés au niveau de 89 Communes (97,8%). L'enseignement privé a implanté 159 collèges dans plus de 90% des Communes sauf à Isandra (69%) et Ikalamavony (38%). La DREN Matsiatra Ambony possède cinquante-cinq (55) lycées publics implantés dans 50 Communes (54,9%). Le secteur privé contribue plus à l'accès à l'enseignement secondaire de niveau 2 avec soixante-douze établissements scolaires. La majorité est implantée dans les Communes urbaines.

La qualité de l'enseignement s'améliore petit à petit

La Région dispose d'un CRINFP et d'une ENS pour former les enseignants. Le ratio élève/section et le ratio élève/salle au niveau primaire et collège, ainsi qu'au niveau du lycée privé sont inférieurs à 45. Ce ratio est légèrement au-dessus de la norme au niveau du lycée public. Concernant l'équipement en mobilier, 100% des salles de classes publiques et privées sont équipées de tableau noir, de chaise et de table pour enseignant. Les CEG et lycées privés sont mieux équipés en table-banc.



Selon le graphique ci-dessous, le taux de réussite au CEPE est élevé malgré un déclin durant la pandémie de COVID 19. La réussite à l'examen de BEPC enregistre une nette amélioration. Le nombre des élèves ayant réussi au baccalauréat est variable selon l'année scolaire.

Figure 8 : Evolution de la réussite à l'examen par niveau de 2008 à 2021 (DREN Haute Matsiatra)

Enjeux

En matière de gouvernance de l'éducation, le système de statistique de l'éducation est mis en place, mais peu accessible au public. La Région a cartographié les infrastructures publiques au niveau du territoire, qui reste à perfectionner. La Région n'a jamais assumé sa compétence en matière d'aménagement des infrastructures de niveau lycée. La réalisation des investissements se fait à la demande des Communes sans se référer à l'aménagement de territoire.

L'environnement cadre scolaire nécessite une amélioration. Environ cinquante-deux (52) CEG et vingt-six (26) lycées sont de types communautaires. Sans compter les infrastructures dégradées. Ces salles de classe sont sous-équipées en mobilier. La quantité et la qualité des table-bancs au niveau de tous les établissements scolaires publics sont insuffisantes. Toutes les écoles primaires, les collèges, les lycées publics et privés ne possèdent pas suffisamment d'armoire de rangement et de mobilier pour les enseignants.

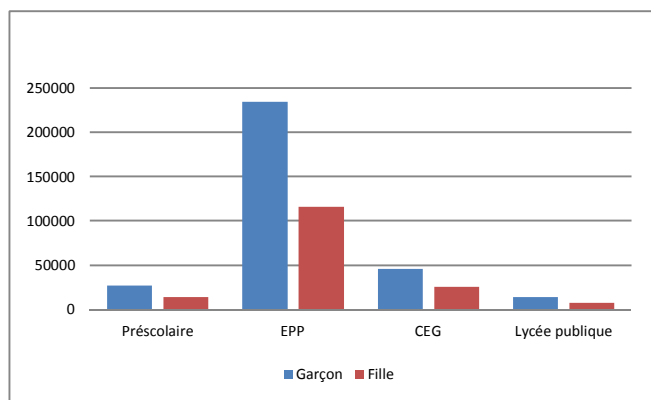


Figure 9 : Effectif des garçons et filles à chaque niveau (DREN Haute Matsiatra)

Le niveau des enseignants reste à perfectionner. 71.2% des instituteurs au niveau EPP, 42% au niveau CEG public sont des enseignants non fonctionnaires dont la formation est insuffisante. Le nombre des enseignants sortant de l'ENS diminue.

formation est insuffisante. Le nombre des enseignants sortant de l'ENS diminue.

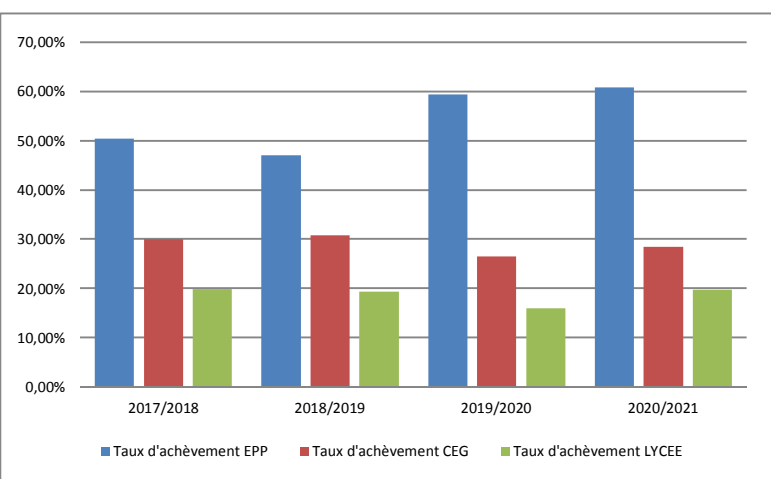


Figure 10 : Taux d'achèvement par niveau (DREN Haute Matsiatra)

1 reste en dessous de 30%, loin de l'objectif de 80%. Le taux d'achèvement au niveau lycée n'a pas franchi le 20%, largement inférieur à l'ODD4 de 40%.

L'inégalité de l'accès à l'éducation entre les garçons et les filles est un enjeu majeur selon la statistique de l'éducation 2016/2017. L'effectif des filles représente 35% des élèves à tous les niveaux.

Le niveau d'instruction de la population est encore faible. Le taux d'alphabétisation de 15 ans et plus est passé de 75,5% à 82,85% avec un taux de 84,5% chez les femmes (Source : EDS V). Selon le RGPH 3, 10,4% de la population de 6 ans et plus n'ont jamais fréquenté l'école, 60,1% ont le niveau primaire, 19,9% ont fréquenté le collège. 6,3% a passé au lycée.

Entre 2017 à 2021, le taux d'achèvement au niveau primaire augmente mais reste en dessous de 95%.

Le taux d'achèvement au niveau secondaire niveau

Leviers

- Réforme du système éducatif en 2023.

Mise en œuvre

Impacts attendus 91: Le taux net de scolarisation est augmenté à 100% au niveau EPP, 45% au niveau collège et 15% au niveau lycée. L'abandon scolaire et de poste par les enseignants est réduit.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS911 : Les infrastructures scolaires de base sont aux normes requises par la nouvelle loi sur le système éducatif							
Etendre, moderniser et équiper les bâtiments de l'école primaire	Construction et équipement des préscolaires Construction, réhabilitation et équipement des EPP Construction des EPP de référence	MEN	Etat	643 Fokontany	X	X	X
Aménager, rénover et équiper les bâtiments des collèges	Construction réhabilitation et équipement des CEG Construction et équipement des CEG de référence Facilitation de l'ouverture de collège privé	MEN Ecole privée	Etat	91 Communes	X	X	X

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Aménager, rénover et équiper les lycées de référence	Construction et équipement des lycées de référence. Réhabilitation, équipement et extension des lycées de référence.	MEN Région	Etat	District Lalangina, Vohibato Fianarantsoa I	X	X	
OS912 : Les maitres qualifiés et fonctionnaires ont atteint 80% du corps enseignant.							
Renforcer les instituteurs fonctionnaires au niveau primaire	Intégration des instituteurs FRAM Formation des enseignants	MEN	Etat	91 Communes	X	X	
Renforcer les enseignants fonctionnaire au niveau primaire	Intégration des enseignants FRAM Formation des enseignants	MEN	Etat	91 Communes	X	X	
Renforcer l'encadrement au niveau lycéen	Recrutement des nouveaux enseignants Intégration des personnels administratifs et techniques Formation des enseignants	MEN	Etat	91 Communes	X	X	
OS913 : Les enfants en âge de scolaire et les enseignants sont motivés à rester dans le système.							
Opérationnaliser les cantines scolaires	Construction de cantine scolaire pour les vulnérables. Approvisionnement en vivre	MEN	OSC	Communes	X	X	
Construire des logements	Construction de cité des professeurs Construction de logement pour élève dans les chefs lieu. Construction de l'internat au niveau de chef-lieu de District	MEN	ANALOGH CERES	Communes rurales	X	X	

4.5.9.2 Stratégie opérationnelle 92: Reforme l'enseignement technique et à la formation professionnelle de qualité afin de répondre au besoin du développement régional.

Contextes

Concernant l'enseignement technique au niveau de la Région Matsiatra Ambony, deux lycées techniques (sis à Beravina et Ambalavao) ont été créés. Trois cursus de formation sont offerts par le lycée technique dont la formation en technologie générale, la formation professionnelle initiale et la formation professionnelle qualifiante. Entre 2018-2022, 2153 apprenants ont suivi la FPI et 3106 en FTG au niveau des deux lycées. En termes de qualité des intervenants dans la production des compétences, cent deux (102) enseignants assurent l'encadrement, dont 30% sont des vacataires. Les LTP possèdent 8 ateliers de pratique. Les filières suivantes dont le BTP, la G2/Informatique, la mécanique auto, la fabrique métallique, l'ouvrage métallique, l'ouvrage bois et l'électricité y sont dispensées. Le taux de redoublement est faible, soit 5%. Quatre lycées techniques privés (Atrika, ECAT taratra, SAINT FRANÇOIS XAVIER, FO MASIN'I JESOA) forment également des techniciens dans le District de Fianarantsoa I. Le taux moyen de réussite au BEP est de 57,30%, celui du baccalauréat technique de 56,6% entre 2018 à 2022. Trois écoles assurent la formation de technicien agricole au niveau de la Région. Il s'agit de l'EFTA (72 étudiants par an), ISTE (120/an), ISTA (100/an).

Concernant la formation professionnelle, deux centres de formation professionnelle publique (CFP, CFPF) sont créés au niveau de la Région. Au total, 975 apprenants ont suivi la FPI au niveau de ces centres entre 2018 à 2022, soit 243 élèves formés par an. Concernant la formation professionnelle agricole, le MINAE a créé le CAFPA Iboaka, qui a une capacité d'accueil de 60 EAF, pour la formation des exploitants agricoles. Ce centre forme en alternance 45 exploitants par an.

Pour la même période, la direction régionale de l'enseignement technique et de formation professionnelle a réalisé la formation professionnelle qualifiante de 46222 personnes au niveau de ses dispositifs, soit 9244 apprenants par an en moyenne. Trois centres de formation privée (Laura vicuna, Don Bosco, La Rizièrè) dans le secteur tertiaire sont opérationnels au niveau du District Fianarantsoa I.

Treize centres de formation agricole et rurale (CEFAR) offrent d'apprentissage certifié au niveau de la Région. Il s'agit du centre LIHHITA Androy Lalangina, CFP FANANTENANA Vohibato, CFTPEI Fianarantsoa, Région Matsiatra Ambony, CLPP Nasandratrony Isandra, Collège Agricole Ambalavao, EFETA Sahambavy Lalangina, Ferme Ecole Ambohimahaso, Ferme Ecole Ambohimanarivo, Ferme Ecole ONG BEL AVENIR, LYHITTA, Commune Androy, MAF Talata Ampano, MFR Sahambavy, Miotisoa.

Pour améliorer la gouvernance de la formation agricole, la Région a créé le CRFAR et a élaborée la stratégie opérationnelle régionale de formation agricole et rurale. En matière de financement de la formation professionnelle, plusieurs outils sont disponibles dont le ressource propre du METFP, le fonds malgache de formation professionnelle, le fonds de développement agricole, le projet/programme, les ONG.

Enjeux

La performance de l'enseignement technique est encore faible. Le taux brut de scolarisation est de 66%. Le taux de réussite au baccalauréat technique est de 46,94%. Le taux d'insertion et/ou d'installation des formés est faible.

La couverture du territoire en ETFP/DC est encore faible. Deux Districts sur sept sont couverts par le LTP. Sept CEFAR sur quinze sont localisés dans le Districts Lalangina. La capacité d'accueil des centres est également limitée.

L'offre en FTG et FPI ne couvre pas les secteurs potentiels de la Région dont la NTIC, l'énergie renouvelable, la technologie de production d'huile essentielle et la transformation agroalimentaire. La Région est essentiellement à vocation agricole or il n'existe pas de lycée technique agricole fonctionnelle au niveau de la Région. Seul le District de Fianarantsoa I est à proximité du centre de formation professionnelle.

Faute de coordination, le financement actuel de la formation professionnelle manque d'efficacité et d'efficience. Or les ressources disponibles au niveau de la Région sont limitées. La réforme de la gouvernance du secteur est un enjeu majeur. La formation agricole n'est pas intégrée dans la Stratégie opérationnelle de formation professionnelle et de l'enseignement technique. Or la DRETFP dispense également de la formation des jeunes agriculteurs. Par conséquent, la professionnalisation des agriculteurs n'est pas coordonnée. La mise en place du comité partenarial de pilotage et de coordination régionale prévue par la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle n'est pas effective.

Leviers

- Gestion décentralisée du secteur : CRFAR, Stratégie opérationnelle locale....
- Amélioration du mécanisme de financement: Fonds malgache de formation professionnelle, Fonds de développement agricole, la participation du secteur privé.

Mise en œuvre

Impacts attendus 92: Le taux de chômage a diminué. Le taux des jeunes entrepreneurs a accru.

Mesures programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS921: La couverture géographique et sectorielle des établissements d'ETFP/DC est renforcée							
Construction, réhabilitation et équipement des établissements ETFP/DC lycée technique.	Création des lycées techniques professionnels au niveau de District. Création des lycées techniques agricoles Réhabilitation et extension les lycées existants.	Région METFP MINAE	Etat	Lalangina Isandra Ikalamavony Vohibato Fianarantsoa I	X	X	
Construction, réhabilitation et équipement des centres de formation	Création de CEFAR Ouverture de CAFPA dans d'autre District Construction de CFP Construction de centre de formation en lapidairerie.	Région METFP MINAE	Secteur privé	Isandra Ikalamavony Vohibato			

Mesures programmes et préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Renforcer la formation de technicien supérieur	Construction de l'infrastructure d'accueil pour la formation de technicien au niveau de LTP Beravina. Extension de la capacité d'EFTA Equiper et installation de champs pratiques au niveau des écoles/instituts	METFP MINAE Université de Fianarantsoa	INFP MESUPRES	Région	X	X	
OS922 : Le taux de réussite à l'enseignement et à l'apprentissage est amélioré.							
Renforcer l'encadrement pédagogique de l'ETFP/DC	Intégration des vacataires. Renforcement de la compétence des corps enseignants. Modernisation des ateliers de travaux pratiques	Région METFP MINAE	Etat	Région	X	X	
Rehausser la qualité de l'apprentissage au niveau de CFP/CDC et CEFAR	Recyclage des formateurs Soutien à la modernisation du lieu d'apprentissage. Intégration de la formation en culture entrepreneuriale et leadership dans le cursus	Région METFP MINAE	Etat	Région	X	X	
OS923 : Le taux d'employabilité et d'installation des jeunes formés a augmenté à 50%.							
Accompagner l'installation des jeunes	Facilitation de l'accès à la terre. Déploiement de dispositif d'accompagnement (tutorat, incubateur).	Région METFP MINAE	Etat	Région	X	X	
Améliorer l'accès des jeunes entrepreneurs au financement	Développement de partenariat avec la banque, IMF. Plaidoyer pour l'intégration de formation professionnelle-programme Fihariana Abondement du FDA.	Région METFP MINAE	Etat	Région	X	X	
Faciliter l'insertion dans l'emploi	Validation des acquis de l'expérience. Partenariat de formation avec les entreprises, projets, programmes.	LTP CFP Université de Fianarantsoa	FMFP	Région	X	X	
OS924 : La gouvernance décentralisée de l'ETFP/DC est consolidée.							
Opérationnaliser le mécanisme de pilotage	Mise en place de comité partenarial de pilotage et de coordination régionale. Redynamisation du CEFAR Elaboration et actualisation des stratégies opérationnelles régionales.	Région METFP MINAE Université de Fianarantsoa LTP CFP CEFAR	PP/PTF	Région	X	X	
Développer le système d'information, de demande, de formation professionnelle du marché de travail, d'installation	Opérationnalisation de centre communal des jeunes pour l'emploi. Opérationnalisation du BDD de formation sectorielle. Opérationnalisation du système d'information régionale	Région METFP MINAE Université de Fianarantsoa	PP/PTF	Région	X		
Le financement de la formation professionnelle mobilisé au niveau de la Région est triplé.	Renforcer l'information et la mobilisation du FMFP. Intégration de FDA dans le système de formation professionnelle.	Région METFP MINAE Université de Fianarantsoa Secteur privé	FMFP FDA	Région	X	X	

Mesures programmes préconisés	et Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Mobilisation du cofinancement du secteur privé de la formation professionnelle des jeunes et de la formation continue des employés						

4.5.9.3 Stratégie opérationnelle 93: Consolider la modernisation de l'université d'excellence et d'innovation

Contexte

La Région possède une université publique à Andrainjato avec dix (10) établissements et cinquante-deux (52) filières. La majorité des jeunes suivent le parcours en droit, économie, gestion et science sociale et 18% dans la filière du développement numérique. Le parcours dans l'université privée est orienté essentiellement vers l'emploi. Le nombre d'université privée régionale a augmenté dont U-magis, ECAT TARATRA, INSCO, IFT, LIME, FFMM, Ins PN Mad, IFSPR, IFPF, ESIF.

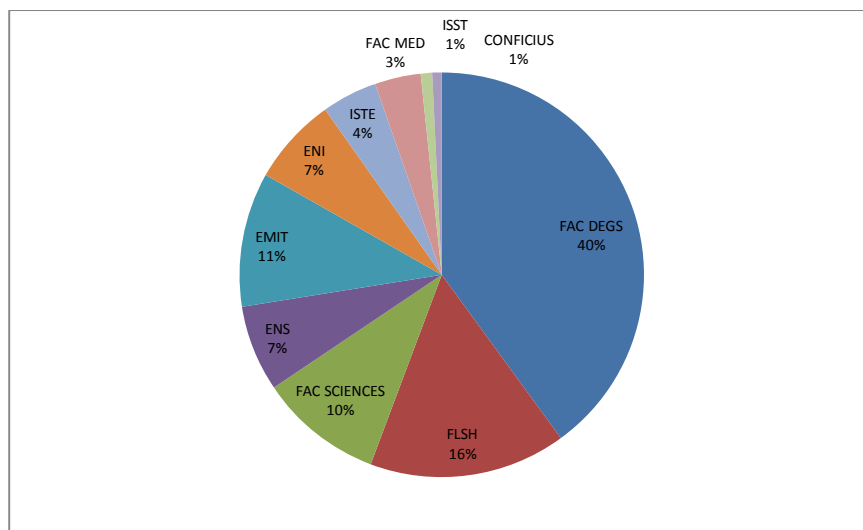


Figure 11 : Répartition des étudiants par département de l'Université Andrainjato

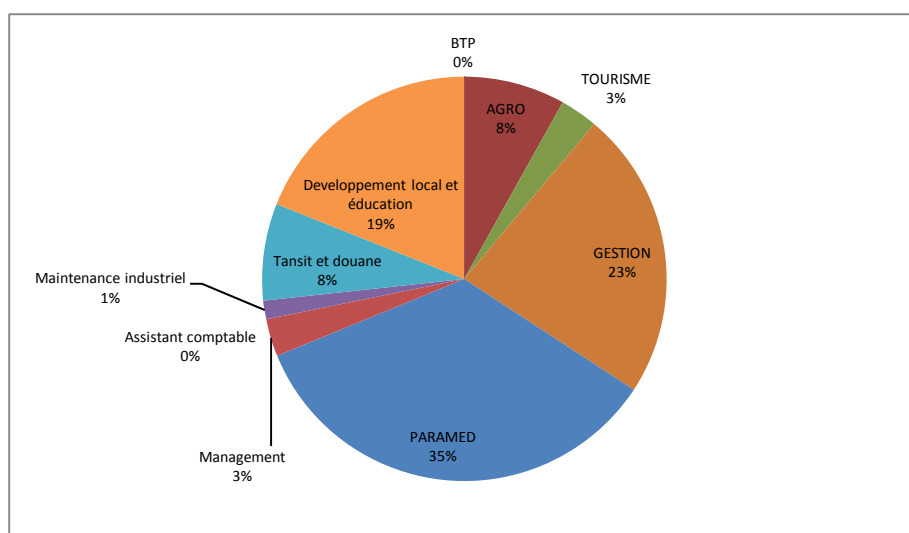


Figure 12 : Répartition des filières dans les universités privées

L'université de Fianarantsoa offre trois parcours doctoraux: gouvernance et société en mutation, modélisation informatique, géochimie et chimie médicale. L'effectif des étudiants à l'université publique d'Andrainjato a doublé en 5 ans. Le nombre a atteint 29335 en 2022 dont 50% ont achevé le parcours.

Concernant l'encadrement pédagogique à l'université publique, 1150 enseignants et six cent (600) personnels administratifs encadrent les étudiants. En termes d'infrastructure, l'université de Fianarantsoa est implantée sur 48 ha 14 ares dont 97% sont occupés. Le campus possède 128 salles d'étude avec une capacité d'accueil de 17963 étudiants. L'université est équipée de trois laboratoires. Il existe 25 bâtiments-logement des étudiants dont 14 préfabriqués sont incendiés. Les logements universitaires ont la capacité d'héberger 3000 étudiants.

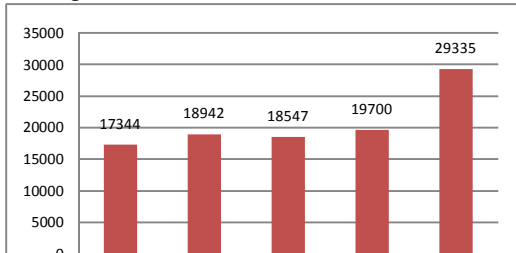


Figure 13 : Evolution des étudiants de l'Université d'Andrainjato (UF, 2022)

L'université possède des œuvres universitaires dont un espace e-atiala, une ancienne bibliothèque, la radio ROFIA, un terrain de foot à sept, un terrain de basket et un terrain de tennis.

Enjeux

L'offre de parcours n'arrive pas encore à répondre au besoin des secteurs potentiels pour la création d'emploi au niveau de la Région, dont le tourisme – Hôtellerie – Restauration (THR), le secteur bâtiments et travaux Publics (BTP/RS), l'exploitation minière et métier de bijouterie, l'industrie de l'automobile, l'entreprise du numérique, l'énergie renouvelable-four domestique économe, le textile et habillement, l'extraction des huiles essentielles, l'aménagement du territoire et du paysage.

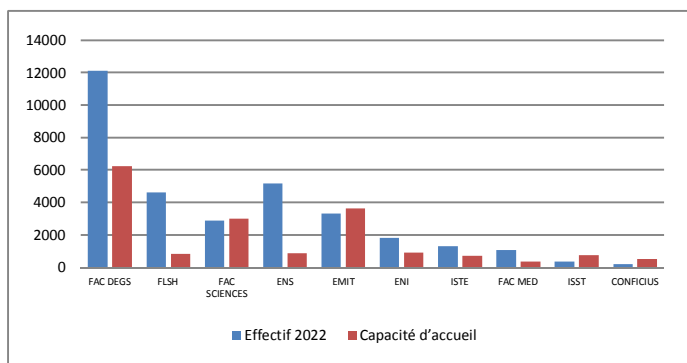


Figure 14 : Comparaison entre l'effectif universitaire et la capacité d'accueil (Scolarité UF, 2021)

Concernant l'encadrement pédagogique à l'université publique, mille (1000) enseignants sont vacataires.

Le développement du campus universitaire est un enjeu crucial. Les capacités de l'espace universitaire et d'accueil de l'université publique ont diminué et ne permettent pas de faire de nouvelle extension. Faute de terrain, les nouveaux établissements universitaires sont construits dans différents endroits de la Commune urbaine.

En 2018, 3,3% seulement arrivent à l'université. La majorité des établissements universitaires publics dépasse largement leur capacité d'accueil. La faculté des sciences et l'EMIT sont presque saturés. L'ISST et l'institut CONFICIUS ont encore la capacité de recruter des étudiants. L'université publique a besoin de construire au moins 124 salles d'étude. Chaque établissement possède un laboratoire.

Leviers

- Existence de cadre juridique de promotion du partenariat public privé pour financer l'investissement au niveau de l'université.
- Développement de projet universitaire avec des collaborations et partenariats nationaux et internationaux : MADATLAS, GIRE, MADVIGNE, PERFORM, CEF, CORECRABE, PICOT, PIPOM.
- Partenariat Université et Région à travers la coopération décentralisée.
- Vitrine du numérique : e-@atiala, KSLMD, 3Dprint School, FabLab.
- Dispositif de professionnalisation des étudiants : centre d'appui à l'employabilité des étudiants.

Mise en œuvre

Impacts attendus 93: La capacité d'accueil et la qualité de formation professionnalisant de l'université est rehaussée.

Mesures programmes préconisés	et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS931 : La capacité d'accueil de l'université est augmentée.								
Construire et équiper des nouveaux établissements universitaires publics		Aménagement de nouveau site universitaire public Construction de nouveaux bâtiments universitaires	Université de Fianarantsoa	MESUPRES	District FI	X	X	
Rénover les anciennes infrastructures de l'université de Fianarantsoa.		Rénovation des cités universitaires Rénovation des vieux bâtiments de formation Rénovation des installations électriques de la cité universitaire	Université de Fianarantsoa	MESUPRES	District FI	X	X	
Normaliser les universités privées		Modernisation des infrastructures des universités privées existantes. Implanter des nouvelles universités privées d'excellence.	Universités privés ECAR, FLM FJKM	MESUPRES	Région	X	X	
OS932 : La vie universitaire est harmonieuse et attrayante								
Améliorer le cadre de vie universitaire		Réhabiliter les routes universitaires et le système d'assainissement Étendre les espaces verts Réparer et étendre l'électrification de l'université	Université de Fianarantsoa Commune Urbaine Région	MESUPRES	District FI	X	X	
Moderniser les services universitaires		Equiper le centre médicosocial. Moderniser les équipements pédagogiques Modernisation et construction de laboratoire de recherche	Université de Fianarantsoa	MESUPRES Coopération universitaires	District FI	X	X	
OS933: L'université est de plus en plus professionnalisant								
Renforcer la mise en place de l'université professionnalisant		Extension de partenariat et coopération avec les entreprises, organisation, association, institution publique. Créer des filières à vocation professionnalisant (haute étude de commerce et entrepreneuriat, Agronomie, Géoscience, science géographique, Polytechnique, environnementaliste Ingénierie industrielle, technicien et ingénieur de mines)	Université de Fianarantsoa	MESUPRES Coopération universitaires	District FI	X	X	
Développer des dispositifs d'incubation et d'innovation à l'université		Formation des accompagnateurs en entrepreneuriat Développement de partenariat avec la Région et les incubateurs privés Mise en œuvre de la coopération avec les institutions financières et de financement	Université de Fianarantsoa Région Incubateur privé	MESUPRES Coopération universitaires	District FI	X	X	

4.5.10 AXE STRATEGIQUE 10 : DEVELOPPER UN CADRE DE VIE AGREABLE, DURABLE ET ATTRACTIF

4.5.10.1 Stratégie opérationnelle 10.1: Développer de nouveaux quartiers et l'offre en logement décent et résilient au changement climatique

Contexte

Occupation de l'espace par l'habitation

- 20 819,82 km² occupé par la surface bâties
- Densité d'habitation: 14,26 km²
- 296 889 logements dont 82,3% maison individuelle/Villa, 2,9% du type concession, 14,9% appartement/Maison collective/building.

Promotion de l'accès au logement

- Cité SEIMAD a construit cinq cités à Ikalamavony, Fianarantsoa I (Antarandolo, Ambodirano, Andrainjato, Antamponjina)

- L'ANALOGH a aménagé un appartement de 100 studios dans l'enceinte de la gare FCE.



Photo 14 : Bâtiment R+4, Commune urbaine Fianarantsoa

Gouvernance

- Outil de pilotage: SRAT Matsiatra Ambony, PUDi (Fianarantsoa I, Ambalavao), PUDé de la Commune urbaine de Fianarantsoa.
- Structure de promotion : Secrétariat d'Etat en charge des nouvelles villes et de l'habitat, ANALOGH sis à Antananarivo.
- Les Communes autorisent la construction et le contrôle. La Commune urbaine a mis en place la commission municipale d'urbanisme.

Enjeux majeurs

- L'offre en logement au niveau de la Région est insuffisante, notamment pour les fonctionnaires et les étudiants à l'université. Les agents de l'Etat ne sont pas motivés à s'installer dans les chefs-lieux de Districts (Isandra, Ikalamavony, Vohibato, Lalangina, Ambohimahaso, Ambalavao).
- Les matériaux de construction des logements au niveau de la Région sont précaires. Environ 81% de sol, 75,3% de murs, 61,5% de toiture sont construits avec des matériaux précaires. Au total, 74,5% de murs sont construits avec la terre battue et de brique en terre. Ce type de construction est de plus en plus vulnérable à l'aléa climatique.
- Les CTD sont prises au dépourvu face à la croissance urbaine rapide. Des occupations spontanées de terrains en découlent, transformant ces derniers en zones de prolifération de taudis. L'extension des bidonvilles et l'auto-construction sont le résultat de l'impuissance des collectivités, de la faiblesse des investissements en infrastructures urbaines, de l'inconstance de la planification, de la désuétude des cadres réglementaires, de l'insécurité foncière et du manque des logements dits sociaux. L'absence de délimitation claire des zones d'urbanisation au niveau de chaque Commune limite la promotion de logement décent au niveau de la Région. Les Communes rurales ne disposent pas de SAC définissant l'aménagement de l'habitat. Souvent le Pudi élaboré n'est pas appliqué par l'autorité communale. Le SRAT ne détaille pas l'urbanisation du territoire.

Levier

- Programme de facilitation de l'accès à l'habitat : trano mora.
- Investissement du secteur privé.
- Disponibilité de crédit bancaire.
- Equipements d'aménagement de terrain de construction en possession de la Région.

Mise en œuvre

Impacts attendus 10.1: L'accès au logement décent pour tous

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS10.11 : La gouvernance décentralisée durable du secteur logement est mis en place							
Mettre en œuvre une politique régionale de logement	Création de structure régionale décentralisée de pilotage et de mise en œuvre de logement Elaboration contrat-programme Etat-Région de logement. Actualisation du SRAT intégrant la planification territoriale de l'habitat.	Région Communes urbaines Communes chef-lieu de District	SENVH Secteur privé	Communes urbaines Communes chef-lieu de District	X	X	
Appuyer les Communes à mettre en œuvre la politique de logement	Elaboration du plan communal de promotion de logement. Constitution de la réserve foncière (parc foncier) pour le projet de logement. Renforcement de la capacité de service communal de logement	Région Communes urbaines Communes chef-lieu de District	SENVH Secteur privé	Communes urbaines Communes chef-lieu de District	X	X	
Développer le PPP dans la promotion de logement et habitat	Promotion de l'investissement privé dans la construction de logements Mobilisation de la société civile pour l'éducation et la construction de logement social. Facilitation de l'accès au crédit immobilier bancaire pour les ménages.	SENVH Région	OSC Banque	Communes urbaines Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa	X	X	
Améliorer le système d'information de logement et habitat	Création de base de données de construction de logement. Création de plateforme de marché de logement locatif et de système d'enregistrement. Création de base de données de suivi des impacts des catastrophes naturels.	Région Préfecture/BNGRC Communes urbaines	SENVH	Communes urbaines Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa	X		
OS10.12 : La précarité des habitats est réduite							
Promouvoir les recherches techniques et technologiques pour la construction de logement	Labelliser, normaliser et standardiser les matériaux locaux. Appuyer les recherches d'amélioration de la technologie de construction en terre battue et la vulgarisation.	Chercheur privé Université de Fianarantsoa	SENVH	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Promotion de la construction 3D						
Renforcer l'adaptation et le relèvement face au risque et catastrophe	Former, éduquer, informer et sensibiliser la population. Mise en place de dispositif d'appui technique, une assistance et un suivi à l'autoconstruction. Mise en place de fonds d'aide au ménage à la reconstruction en cas de catastrophes majeurs.	Communes Région	MATD SENVH UN-HABITAT	91 Communes	X	X	
OS1.13 : L'accès des ménages à moyen et faible revenu au logement est accru.							
Construction des logements	Aménagement de zone de construction Construction de logements sociaux Construction d'appartement de haut standing.	Région ANALOGH SEIMAD Secteur privé	SENVH	Communes urbaines et périurbaines	X	X	
Construire des cités à usage public	Construction des cités des professeurs Construction de logement des fonctionnaires au niveau des chefs-lieux du District Réhabilitation des anciennes cités de fonctionnaire au niveau de la CUF.	ANALOGH SEIMAD Secteur privé	SENVH	Communes urbaines et périurbaines	X	X	
Améliorer la construction de logement en milieu rural.	Formation des charpentiers et maçons ruraux. Vulgarisation de la fabrication et de l'utilisation de brique pressée. Renforcement de la capacité des Communes dans la délivrance de permis/autorisation de construction	SENVH Secteur privé		Région	X	X	

4.5.10.2 Stratégie opérationnelle 10.2: Promouvoir le sport et le bien être

Contexte

Infrastructures sportives existante : trois stades municipaux de football dont deux terrains synthétiques (Fianarantsoa, Ambalavao), un gymnase, deux (2) piscines privées non olympique. Le nombre des clubs sportifs augmente dont 12 clubs de foot professionnel répartis au niveau de 5 sections, 02 Clubs de rugby amateurs, 9 Clubs de danse de salon avec 70 pratiquants dont 30 compétiteurs, 19 Clubs de karaté répartis dans 5 sections, au niveau de cinq Districts, 03 Clubs de tennis de table dont 74 licenciés, 07 Clubs de pétanque avec 400 boulistes, 02 Clubs de judo avec 50 judokas, 04 Clubs de taekwondo avec 120 athlètes dans une section, 6 clubs d'Athlétisme dans deux sections avec 170 athlètes, club de boxe savate, club de hand ball, club de Jet kundo dans 2 sections, club Whushu, club de body building, club d'haltérophilie, club de lutte, club de basket ball.

Enjeux

La renommée de l'activité sportive au niveau de la Région diminue pour diverses raisons. Les infrastructures sportives sont insuffisantes notamment dans la zone rurale où se concentre la majorité de la population. Plus de 90% des établissements scolaires ne disposent pas de terrain de sport. L'infrastructure sportive à l'université n'est pas à la norme pour promouvoir des athlètes de haut niveau. L'absence d'infrastructure ne développe pas des activités sportives comme l'athlétisme, le rugby, la natation. L'encadrement sportif et la formation font défaut car la région ne dispose pas d'école de sport, ni de centre de formation de cadre sportif. Les clubs ont de difficulté pour financer la participation à la compétition nationale sportive. Vers les années 80, plusieurs entreprises ont promu des clubs sportifs. Actuellement, très peu de secteur privé investit dans la promotion de l'activité sportive.

La gouvernance du sport est désorganisée. L'insuffisance de la ressource financière en est la cause principale. La capacité d'action des structures régionales de la fédération est limitée. Des conflits apparaissent au sein de certaines ligues régionales. La DRJS n'arrive pas à assurer l'encadrement et la promotion du sport car elle n'a pas de bureau au niveau des Districts et des Communes. A cela s'ajoute le manque d'équipement et de personnel.

Leviers

- Implication du secteur privé et de la collectivité territoriale décentralisée.
- Solidarité régionale pour soutenir l'activité sportive.

Mise en œuvre

Impacts attendus 10.2: Le nombre de la population pratiquant le sport au niveau de la Région a augmenté.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS 10.21 : L'environnement cadre de promotion du sport est consolidée							
Améliorer la gouvernance décentralisée du sport	Elaboration de la stratégie opérationnelle régionale de développement des activités physiques et sportives. Intégration de la construction d'infrastructures sportives dans le schéma d'aménagement régional Mise en place le comité régional de développement du sport	Région MJS	Ligue régionale	Région	X		
Déconcentrer le service de sport	Construction de bureau de la jeunesse et sport au niveau du District. Mise en place de la structure de gouvernance de sport au niveau de la Commune. Redynamisation du service médical et paramédical des sportifs	MJS	Région	Ikalamavony, Ambalavao Isandra Lalangina Vohibato Ambohimahasoa			
Former des cadres sportifs	Création de l'université de formation des cadres sportifs Formation des animateurs sportifs de quartier Formation des arbitres Développement de la médecine sportive	Université de Fianarantsoa MJS MSP Secteur privé	Ligue régionale	Région	X		
Diversifier la source de financement du sport	Remobilisation du secteur privé, de la société civile, des partenaires et des communautés de base Création d'un fond régional de solidarité pour le sport Plaidoyer pour la décentralisation des structures de TAFITA et leurs ressources	Région MJS	Ligue régionale	Région	X		
OS10.22 : Des sportifs hors circuit professionnel sont promus							

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Promouvoir le sport scolaire et universitaire	Aménagement de terrain de sport au niveau de lycée de référence. Construction de gymnase Aménagement de terrain de foot synthétique	Région MEN Université MJS	Secteur privé	Fianarantsoa I	X		
Promouvoir les sports de rue	Aménagement de terrain et encadrement de skateboard ou planche à roulettes. Promouvoir la course de motocyclette Promouvoir le tour régional de cyclisme	MJS Associations Secteur privé	Région	Région	X		
OS 10.23 : Les structures de promotion du sport sont augmentées							
Promouvoir la presse sportive	Formation des journalistes sportifs professionnels Production de magazine de sport Promotion du sport régional sur la NTIC	Université Station média Secteur privé	Région	Fianarantsoa I	X	X	
Implanter des dispositifs de formation des sportifs	Création des écoles de sport professionnel Création de centre de perfectionnement	MJS Communes Secteur privé		Région	X	X	
Multiplier les clubs professionnels	Création des clubs soutenus par les CTD. Remobilisation des clubs soutenus par les entreprises. Facilitation de l'accès au foncier pour la construction d'infrastructure sportif privé.	MJS Communes Secteur privé		Région	X	X	
OS10.24 : L'accès aux infrastructures sportives est amélioré							
Renforcer l'équipement et l'infrastructure sportive individuelle	Construction de stade d'athlétisme de haut niveau. Construction de piscine olympique Construction des centres d'entraînement des arts martiaux	MJS Ligues Communes Secteur privé	Fédération	Région	X	X	
Renforcer l'équipement et l'infrastructure de sport de raquette	Construction de boulodrome de compétition Construction de centre de compétition de tennis de table Modernisation des terrains de tennis	MJS Ligues Communes Secteur privé	Fédération	Région	X	X	
Renforcer l'équipement et l'infrastructure sportive collective	Construction de terrain de foot synthétique par District Construction de terrain de basket et de hand ball moderne au niveau de chaque district Construction de terrain de rugby Réhabilitation de gymnase de la CUF	MJS Ligues Communes Secteur privé	Fédération	7 Districts Communes	X	X	

4.5.10.3 Stratégie opérationnelle 10.3: Promouvoir la diversité culturelle et de loisir

Contexte

La Région est un vivier des atouts culturels diversifiés.

- **Identité betsileo unique:** son dialecte et sa tenue vestimentaire.
- **La diversité ethnique:** de son positionnement géographique et administratif, Matsiatra Ambony est devenu un territoire d'implantation des populations venant de toute l'île. Cette diversité de provenance n'altère pas le dialecte local.
- **Des patrimoines historiques:** le tombeau Ambalamarivohotseranana, la montagne de la Reine Ekekompanarivo, le Vatomisoratra, le Zoman'Isandra, le palais d'Andriamanalina à

Mahazoarivo, le palais de Vohimasina, le palais de Raindratsara, la caverne de mitongoa, Ifandana, le tombeau du Roi Ratovonogne, les stèles commémoratives.

- **Paysages et patrimoines** : Site culturel Ambondrombe et Sahasimpona, Vieille ville Rova, Village de Ialazana, village betsileo et parc à zébus « hadivory », terrasse agricole
- **Patrimoines immatérielles** : sokela, horija, kidodo, diamponagnana (hosa ampanga, fagnengam-bady Betsileo, fagnafana...)
- Jeux de société traditionnels et contemporains: tolognaomby, fanorona, katro.
- **Art traditionnel et moderne**: papier antemoro d'Ambalavao, vannerie, photo artistique de Pierrot men, peinture, art mural.
- Instruments musicaux traditionnels Betsileo: jejo voatavo, kabaosy.

Infrastructures culturelles et de loisirs existantes:

- Trois « kianjan'ny tolognaombe »
- Trois lieux et salles de spectacles privés, une salle d'œuvre publique.
- Espace de récréation et de loisir: Anosy, Sahambavy, Andremboasary, Maromby-Ampahidrano, Jirama Talatampano, une espace de loisir CUF, un parc de loisir urbain temporaire (cheval de bois, tourniquet...).

Les dispositifs de promotion de la culture

- Deux musées appartenant à l'Université et à la DRCC.
- Centre de promotion culturelle: la galerie de photo de Pierrot men, la maison de la culture d'Ambatomena.
- Evènement de promotion culturelle: festival volambita.
- Des structures de promotion de la culture diversifiées: Ny Ray amandreny ara-kolotsaina, Association des artistes, Syndicat des artistes, Havatsa UPEM, Faribolana sandratra, Vovonana vakodrazana, Fikambanan'ny mpikabary, Fikambanana savika, OMDA.
- Des centres de formation musicale privés.
- Seule la Commune Urbaine de Fianarantsoa possède une politique de promotion culturelle.

Enjeux

- Une identité et des patrimoines culturels sous valorisés : manque de professionnalisation, insuffisance de la solidarité pour la promotion culturelle, des musées peu connues et peu alimentées, insuffisance de l'entretien et de préservation du patrimoine.
- Manque de loisir pour la famille et les jeunes : dégradation voire disparition progressive des espaces verts, insuffisance des infrastructures culturelles et de loisir faute de réserve foncière et de construction.
- Insuffisance de l'encadrement du secteur: inexistence d'école de formation agréée, absence de centre de perfectionnement des instruments de musique traditionnels.
- Déficit de la gouvernance durable du secteur culturel et de loisir : absence de pilotage coordonné du secteur, insuffisance de moyen financier pour promouvoir la culture, capacité limitée des organisations existantes, absence de partenariat public-privé, faible implication des CTD dans la protection et promotion de la culture locale.

Leviers

- Relance du tourisme.
- Développement de la coopération dans le secteur culturel et loisir.

Mise en œuvre

Impacts attendus 10.3 : Les conditions nécessaires à l'attraction, à la rétention et au développement des acteurs culturels sont améliorées.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS 10.31 : Les acteurs régionaux prennent en main la gouvernance durable du secteur culturel							
Développer l'outil de pilotage de la culture et du loisir	Elaboration des stratégies opérationnelles régionales de développement culturel et de loisir.	Région Communes MICC	Secteur privé ORTF OSC	Région	X	X	

Mesures programmes et préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	Intégration de la construction des infrastructures culturelles et sportives dans le schéma d'aménagement régional. Mise en place du comité régional de sauvegarde et de promotion de la culture						
Renforcer la gestion du secteur culture et loisir au niveau de la Commune	Développement de service communal de promotion culturelle. Elaboration de plan de développement culturel communal. Renforcement de la capacité des services de patrimoines communaux.	Communes	MICC PTF OSC	91 Communes	X	X	
Raffermir la solidarité autour de la promotion culturelle régionale	Changement du nom de la Région à Mahatsiara Ambony. Renforcement de la capacité des organisations existantes.	MICC Communes Région	PTF OSC Diaspora	Région	X	X	
OS10.32 : Les entreprises culturelles sont développées							
Mobiliser des moyens financiers	Remobilisation du secteur privé, de la société civile, des partenaires et des communautés de base Création de fond régional de solidarité pour la promotion de la culture betsileo Mobilisation de la coopération décentralisée.	Communes Région	MICC Coopération décentralisée	Région	X		
Améliorer l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs culturels	Création d'une université des arts et de la musique. Développement de la formation professionnalisante en art et musique. Création de centre de formation en design de vannerie.	Université de Fianarantsoa	MESUPRES	District FI	X	X	
Promouvoir l'entrepreneuriat artistique et culturel	Création de studio d'enregistrement Soutien aux entreprises de fabrication des instruments de musique. Incubation des entrepreneurs culturels et artistiques	MICC Secteur privé		District FI	X	X	
OS 10.33 : Les patrimoines régionaux spécifiques sont conservés							
Sauvegarder les patrimoines culturels	Restauration des monuments historiques. Protection des savoirs et savoir-faire endogènes (papier antemoro, vannerie) Intégration des patrimoines régionaux dans le patrimoine national et international.	MICC MAM Secteur privé Détenteurs culturels	Secteur privé PADEV PTF OSC	Région	X	X	
Assurer la transmission des richesses patrimoniales régionales	Soutien à la recherche culturelle Soutien à l'écriture des patrimoines immatériels. Soutien à la promotion des patrimoines culturels et historiques en milieu scolaire et universitaire. Soutien au « mpandala ny mahabetsileo »	Région MICC	Secteur privé OSC	Région	X		

Mesures programmes préconisés	et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS10.34 : Les activités culturelles et de loisir sont augmentées								
Aménager les infrastructures culturelles et de loisir.		Aménager des espaces verts et de loisir. Aménager un coliséum et des lieux de spectacle par District Réserver et mobiliser le foncier pour développer l'offre en équipements de service public régional.	Région MICC	Secteur privé	Région	X	X	
Aménager les infrastructures culturelles traditionnelles		Aménagement de « kianjan'ny tolonomy » Aménagement de kianjan'ny fanorona/katro Construction de maison des « Ray amandreny sy ny zokiolona »	Commune Association locale	Secteur privé OSC	7 Districts	X	X	
OS10.35 : L'identité et les patrimoines culturels régionaux sont devenus des attraits touristiques à part entier								
Renforcer la promotion de la richesse culturelle régionale.		Institutionnalisation du festival culturel régional. Création de centre culturel betsileo matsiatra à l'étranger Promotion des artistes betsileo à l'étranger.						
Promouvoir la culture à travers le NTIC.		Numériser les éléments du patrimoine Développer les portails internet pour la culture Mettre en place et animation d'un système d'information régional sur la culture.	Région MICC MPTDN	Secteur privé	Région	X	X	

4.5.10.4 Stratégie opérationnelle 10.4: Alimenter les villages et les ménages à l'énergie propre

Contextes

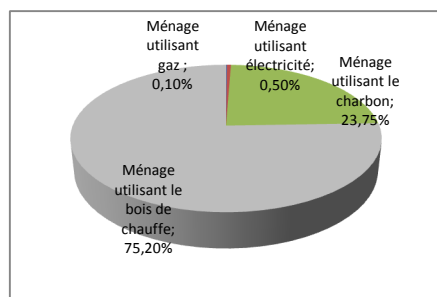


Figure 15 : Répartition de l'usage d'énergie domestique (RGPH3)

Entre 2014 et 2021, la Région a reboisé 10735 ha de terrain (DREDD, 2022). Environ 172000 ménages (ONG Tandavanala) utilisent actuellement de foyer économe en milieu rural, soit 72,9% des ménages ruraux. Moins de 47% des ménages en milieu urbain (ADES, 2022) achètent de four à charbon économe. Cette initiative contribue à la réduction de la consommation de bois énergie et de déforestation. Concernant la source d'énergie de cuisson utilisée, la majorité des ménages utilisent du charbon de bois et le charbon selon le RGPH3.

Selon la DREH, en 2022, le taux d'accès à l'électricité a augmenté de 35% dont 7439 ménages abonnés à la JIRAMA contre 2825 en 2009, soit un accroissement de 163% en 13 ans. Le taux de couverture des Fokontany en électricité est de 30% (1,3% au niveau national). Au total, 18 chefs lieu de Commune sont électrifiés.

Enjeux

- 65% des ménages utilisent encore de lampe à pétrole, de la bougie impropre à la santé.
- Moins de 1% des ménages utilisent du biogaz malgré la disponibilité de source de production de méthane.
- 27,5% de foyers ruraux et 53% des ménages urbains utilisent encore de four consommatrice en charbon et bois de chauffage. Ce qui émet encore de gaz à effet de serre par la déforestation.

Leviers

- Implantation de deux grands entreprise de fabrication de four économe (ADES, Tandavanala).
- ADER

- Programme gouvernemental financé par la Banque Mondiale d'électrification des ménages vulnérables par l'énergie solaire.
- Financement via crédit carbone.
- Existence de promoteur de biogaz.

Mise en œuvre

Impacts attendus 10.4: Plus de 80% des ménages ont accès à l'énergie propre.

Mesures programmes et préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS 10.41 : 80% des ménages et 50% des Fokontany ont accès à la source d'éclairage propre							
Electrifier les ménages et les particuliers	Facilitation de l'accès des ménages non desservis en JIRAMA au kit solaire. Faciliter l'abonnement des ménages à la JIRAMA Construction de l'usine	MEH JIRAMA	Programme Jiro ho anao Branchement mora DECIM	Communes	X	X	
Electrifier les chefs-lieux de Communes et les quartiers urbains	Electrification des quartiers et villages par lampadaire solaire Construction de centre hybride thermique-solaire	JIRAMA	MEH	Communes	X	X	
OS 10.42: 50% des ménages utilisent des énergies de cuisson verte							
30% des ménages urbains ont utilisé des sources d'énergie de cuisson durable	Appui à la production de charbon vert. Promotion de charbon vert Promotion de l'utilisation de four à induction électrique.	FAFAFI OSC Communes MEH		Communes	X	X	
10% des ménages utilisent le biogaz	Formation sur la fabrication de biogaz. Facilitation de l'accès au financement de la construction de digesteur.	MEH Secteur privée ONG CODEGAZ JIRO Malagasy	Secteur privé international				

4.5.11 AXE STRATEGIQUE 11: METTRE EN OEUVRE DES MESURES TRANSVERSALES QUI ASSURENT LA DURABILITE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

4.5.11.1 Stratégie opérationnelle 11.1: Parvenir à une gestion durable des ressources eau

Contextes

L'eau est un élément clef de la survie de la population et de l'économie régionale. Les sources d'altitude et les cours d'eau assurent l'alimentation en eau potable et pour l'hygiène de 1 444 587 habitants (RGPH3) et des visiteurs occasionnels. De nombreuses activités économiques sont étroitement dépendantes de la disponibilité des ressources en eau et de la qualité des milieux aquatiques, principalement la riziculture créant 249174 emplois (RGPH3). L'eau est très utile pour le fonctionnement de l'industrie agroalimentaire (88 PMI producteur de vin, de l'huile essentielle, d'extract alimentaire et du lait). Les rivières Namorona et Manandray assurent la production 36% de l'électricité dans le RIF (8840-12325 KW). Les plans d'eau constituent un lieu de la pêche et de la baignade récréative. L'eau assure le maintien de la filière ressource halieutique qui fait vivre 586 pêcheurs et 1070 rizipisciculteurs (DREBRH). L'écoulement de la rivière maintient le transport de biens et des personnes par la pirogue.

☐ Les ressources en eau

La Région est formée par des bassins versants hydrographique prenant source dans l'aire protégée COFAV à l'Est dont Matsiatra-Ifanindrona (12423 km²), Mananatanana (7775 km²), Zomandao (7360

km²), Namorona, de Matatanana et de Sandranata. Ces bassins versants sont maillés par des multitudes de ruisseau et des sources en provenance des microbassins versants latéraux. Elle possède **des lacs** dont Sahambavy, Antarambivy (89000 m³). On a recensé **des zones marécageuses** (Ambalakindresy, Ambodivohitra, Ampamaherana, vallée de Manambolo), constituant des réserves d'eau en période d'étiage. Mais, la majorité est convertie en rizière.



Photo 15 : Lac de Sahambavy

☐ Etat du bassin hydrographique

- Le taux de couverture forestière est de 5,13%.
- Un couvert forestier de différent type dont la forêt naturelle classée aire protégée COFAV de 72043 ha (CI, 2022), le périmètre de reboisement de la Matsiatra Ambony (PRHM) de 36000 ha et des plantations privées.
- Taux d'exploitation du sol arable. 6%

☐ Prélèvement des ressources en eau

- L'irrigation de rizière a besoin de 12000⁷m³ par hectare par an. On prélève 386 016 000 m³ pour irriguer les 32168 ha de rizière. La quantité augmente si on accroît la surface des périmètres irrigués. Le prélèvement pour la consommation humaine est estimé à 13 181 856,38 m³ (20l par jour par personne). Les animaux domestiques et les industries consomment également de l'eau.

☐ Gouvernance

- Stratégies opérationnelles, politiques et initiatives développées : SRAT (2008), Plan d'aménagement et de gestion du bassin versant de Fanindrona, Plan d'aménagement agroécologique et forestier des bassins de captage.
- Mécanisme de suivi : Base de données des sources d'altitude au niveau de plus de 45 Communes, mise en place de l'observatoire de l'eau en cours.
- Arrangements institutionnels: les structures régionales en charge de l'eau sont la DREDD, la DREH, la DREAH, la DRAE, les Communes/STEAH, la société JIRAMA, l'AUE. L'ANDEA a été centralisée à Antananarivo. Au niveau des périmètres irrigués aménagés, les associations des usagers de l'eau sont promues. Deux OPCI (Matsiatra Est, Jiro Fahazavana Ifanindrona) ont vu le jour pour mutualiser la gestion durable de l'eau.
- La coordination de l'intervention dans le secteur est effective entre la Région et la DREAH.
- Les acteurs du secteur EAH sont mobilisés à travers le Res'eau.
- Développement du partenariat public-privé: ONG, Association et entreprise gestionnaire de réseau, bureau d'étude, entreprises de travaux, artisan, fontainier.

⁷ WAVES, 2016

- Prise en compte de la protection des eaux dans le cadre réglementaire régional ou Dinan'ny matsiatra Ambony.

☐ Initiative GIRE

A travers sa coopération décentralisée, la Région a mené le projet AGIRE au niveau du bassin de captage, pour la mise en place de 110 maitres exploitants, aménagement de plus de 600 ha. La gestion intégrée du bassin versant d'Ifanindrona assurant la fonctionnalité de l'usine hydroélectricité a été amorcée. Le MEDD à travers le projet TEFIALA va mener des actions pour restaurer le paysage forestier au niveau des bassins de Matsiatra et Ranomainty.

Enjeux majeurs

Absence de vision commune sur l'eau qui se traduit par l'absence d'outil de gestion centré sur l'eau. SRAT ne prend pas en compte l'enjeu eau. Aucune Stratégie opérationnelle régionale pour cadrer les interventions dans le secteur agricole/forestier/EAH n'a été conçue.

Inexistence de dispositif institutionnel décentralisé en charge de la GIRE. Les décisions en matière de l'eau sont centralisées au niveau de MEAH et ANDEA. L'insuffisance de la connaissance sur les ressources limite l'efficacité du suivi et de l'axe stratégique de décision. L'observatoire n'est pas institué officiellement et opérationnel.

L'absence de la coordination interministérielle (DEDD, DRAE, DREAH, DREH...) affecte la gestion efficace des ressources. Chaque intervenant adopte son propre plan d'aménagement faute de guide commune.

Insuffisance de la réglementation régionale permettant de maintenir les zones marécageuses et leurs services éco systémique, ainsi que la gestion des feux.

Insuffisance de financement pour restaurer la dégradation. Le budget GIRE ne représente qu'une infime partie des dépenses dans le secteur EAH. Le fonds national de ressource en eau n'a jamais été constitué.

L'eau de pluie assure le renouvellement des sources d'eau. La majeure partie est déversée dans la mer. Cette ressource n'est pas valorisée pour combler le manque d'eau. Le gaspillage de l'eau au niveau de ménage et dans l'agriculture est énorme.

La pollution des fontaines et des rivières est menaçante. L'usage excessif d'engrais chimique pour la riziculture dans le District de Lalangina, de Vohibato et à l'Est d'Ambalavao, pollue les ruisseaux et les rivières avec le nitrate. En milieu urbain, 1,3% de ménages rejettent encore des ordures dans les cours d'eau. Les déchets dans les ruelles de la ville sont charriés par les ruissellements vers les rivières. Selon le RGPH, 91,5% des habitats ne possèdent pas de toilette gérée en toute sécurité. Plus de 80% de la population de soixante-deux Communes rurales pratiquent encore la défécation à l'air libre. Ce problème affecte la propreté des sources, des ruisseaux et des rivières.

La Région contribue à l'accroissement de l'émission de gaz à effet de serre par la conversion des puits de gaz à effet de serre (forêts, zones humides, prairies, etc.) en parcelles de cultures, ainsi que l'utilisation des charbons et bois de chauffe. L'accroissement de la demande en bois d'énergie et de bois d'œuvre et la conversion des terrains forestiers en parcelle de culture accélère la diminution du couvert forestier du territoire. Il ne reste plus que 25% de la surface initiale des PRHM. En 2021, la Région a perdu 1460 ha de couverture arborée, ce qui équivaut à 714000 tonnes d'émissions de CO₂ (Global Forest Watch). Le renouvellement des sources par l'infiltration de l'eau de pluie diminue en conséquence.

Leviers

- La Région Matsiatra Ambony fait partie des 15 Régions de la mise en œuvre de la Stratégie opérationnelle nationale REDD++.
- Augmentation et coordination des projets/programmes de GIRE et de RPF : AGIRE, TEFIALA, DEFIS...
- Diversification des sources de financement: coopération décentralisée Région-Métropole de Lyon, FAO/FEM, GEF/SGP, ONG, crédit carbone.

Mise en œuvre

Impacts attendus : L'accès de la population aux ressources vitales et leur résilience aux changements climatiques sont assurés. Les émissions des gaz à effet de serre sont réduites de 50%.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS11.11 : La gouvernance décentralisée de l'eau est effective.							
Mettre en place le dispositif institutionnel permettant à la région de coordonner la gestion et l'usage de l'eau	Mise en place de comité ou agence de bassin versant au niveau de la Région Création de plateforme de paysage au niveau intercommunale. Promotion de l'intercommunalité de gestion de l'eau	Région	Projet AGIRE Projet TEFIALA Alliance Jaritany	Région	X		
Développer les outils d'aménagement et de gestion de l'eau à tous les niveaux de CTD	Elaboration de schéma d'aménagement de bassin versant hydrographique Elaboration des plans d'aménagement et de gestion de bassin versant et/ou de paysage Intégration de l'aménagement hydrographique dans le SAIC/SAC.	Communes MEDD MINAE	Projet TEFIALA MEAH	Bassin versant Matsiatra, Zomandao, Mananatanana	X	X	
Produire des connaissances pour mieux gérer les ressources en eau	Inventaire et cartographie des eaux de surface. Inventaire et cartographie de l'eau souterraine Opérationnaliser l'observatoire de l'eau (formalisation, gouvernance, équipement, outils...)	Région Université de Fianarantsoa MEAH	MEDD Coopération décentralisée et universitaire OSC	Région	X		
OS11.12 : Les moyens pour restaurer les ressources sont multipliés par dix.							
Elaborer les outils de lever de fonds carbonés	Elaboration de la Stratégie opérationnelle régionale REDD+. Mise en place de la plateforme régionale REDD+. Intégration de la Stratégie opérationnelle de restauration des ressources dans le SRAT/SAC.	Région MEDD	PTF	Région	X		
Mobiliser des Promoteurs d'activités REDD+	Renforcement du partenariat avec TAFOMIHAARO Formalisation de partenariat avec le gestionnaire de COFAV. Tisser des partenariats avec les ONG/OSC/secteur privé	Région MEDD	TAFOMIHAARO Conservation internationale QUIMPEXX Scierie de betsileo OSC FAO	Région	X	X	
OS11.13 : L'effort de lutte contre les pressions anthropiques sur les ressources en eau a doublé.							
Renforcer le dispositif de contrôle des ressources en eau.	Equiper pour le contrôle de la qualité de l'eau. Construction d'un laboratoire d'analyse de l'eau Acquisition de drone de surveillance	Région Commune MEAH MEDD	Force de l'ordre Dina	Région 6 Districts	X	X	
Renforcer le dispositif de contrôle et de surveillance des pressions.	Développement de mécanisme pour rendre fonctionnel les dispositifs locaux de contrôle (service communal de l'environnement, dina, police de l'eau, KASTI, police de forêt). Renforcer la réglementation régionale et locale en matière de préservation des ressources en eau. Réglementation de la migration vers le COFAV et les zones humides.	Région Communes MEDD MEAH MINAE Gestionnaire des aires protégées	OSC	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Préserver la qualité physicochimique des ressources en eau	Lutte contre la défécation à l'air libre. Lutte contre le rejet des déchets dans la rivière parcourant les grandes agglomérations. Réduction de l'usage excessif d'engrais chimique	Région Communes MEAH MINAE	PTF OSC	Districts : Lalangina, Vohibato, Ambalavao	X	X	
OS11.14 : Les disponibilités de l'eau sont améliorées							
Mettre en œuvre la GIRE	Gestion intégrée et aménagement des bassins versants atténuants le captage Gestion intégrée et aménagement des bassins versants hydrographiques : matsiatra, zomandao, Mananatanana Restauration et préservation des zones marécageuses	Région Communes MEDD MEAH MINAE	Programme DEFIS Programme Eaurizon- Agrisud Projet TEFIALA OSC	Région	X	X	
Valoriser l'eau de pluie	Aménagement des étangs au niveau des têtes de vallons. Aménagement des grands bassins de retentions de l'eau de ruissellement de bassin versant. Equipement en captage d'eau de pluie des logements urbains.	Région Communes MEDD MEAH MINAE	PTF	Districts : Lalangina, Vohibato, Ambalavao	X	X	X
Développer le réflexe d'économie de l'eau	Vulgarisation de l'irrigation goutte à goutte dans l'agriculture Education civique sur le non gaspillage de l'eau	Région Communes MEAH MINAE	PTF Projet TEFIALA Programme DEFIS OSC	Région	X	X	

4.5.11.2 Stratégie opérationnelle 11.2: Renforcer la contribution de la Région à l'atténuation du changement climatique

Contexte

Des efforts sont entrepris depuis des années pour promouvoir l'usage des foyers améliorés. L'ONG Tandavanala a diffusé auprès des ménages 45 670 foyers à bois de chauffe lamasinina et 123 696 foyers à charbon Soarehitra au niveau des Communes rurales. L'ONG ADES a assuré la vente de foyer économe en charbon au niveau des Communes urbaines. La Commune urbaine de Fianarantsoa traite et valorise les déchets de ménages. Le reboisement annuel de la Région est évalué à 4 000 ha. Le projet de protection sociale mis en œuvre par le FID (ACTP, TMDH....) contribue au renforcement de la résilience de la population au changement climatique. Pour réduire la déforestation au niveau de l'aire protégée COFAV, le Conservation international appuie l'amélioration du niveau de vie de 9 313 ménages.



Photo 16 : Centre de traitement et de valorisation des déchets CUF

Enjeux

Malgré les efforts engagés, la Région Matsiatra ambony n'arrive pas à éviter totalement l'émission de gaz à effet de serre à travers l'usage de foyer consommateur de bois d'énergie, de la déforestation pour

la production de charbon de bois et la culture sur brulis, l'usage excessif d'engrais chimique. Le défi majeur est d'adopter durablement les bonnes pratiques vulgarisées au niveau de la région

Sa population devient de plus en plus vulnérable aux conséquences du changement climatique. Sa capacité de résilience est faible.

Leviers

- ONG Tandavanala et ADES qui œuvrent pour la promotion de l'utilisation de foyer économe en énergie à travers la mobilisation du fonds carbone du secteur privé à l'international.
- Des puits à carbone à valoriser : COFAV, PRHM.
- Programme REDD+.

Mise en œuvre

Impact attendu 11.2 : Réduire à 5000000 tonne l'émission de carbone

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS11.21 : 100000 ménages utilisent durablement de foyer économe.							
85% des ménages sont équipés des foyers économes en milieu rural	Equiper des ménages en four à charbon Equiper des ménages en four à bois de chauffe	ONG Tandavanala OSC	Région Secteur privé international	Commune	X	X	
Assurer l'acceptation sociale de foyer économe en milieu rural	Recherche sur la résistance des marmites au foyer économe. Promotion de la fabrication et de la commercialisation de marmite adaptée au foyer économe (vilany tany.....). Education et sensibilisation des ménages.	Région MEDD MICC Université	ADES ONG Secteur privé	Région	X	X	
Promouvoir l'achat de foyer économe en milieu urbain	Mise en œuvre de marketing de territoire utilisateur de foyer économe. Plaidoyer pour la réduction de TVA sur la commercialisation de foyer économe en milieu urbain Soutien à l'initiative de l'ONG Tandavanala en milieu rural	Région ADES	Secteur privé étranger	Région	X	X	
OS 11.22 : L'approvisionnement en bois énergie est durable							
Promotion de reboisement à vocation énergétique à grande échelle	Elaboration du plan d'aménagement forestier. Création des réserves foncières pour le reboisement. Mobilisation des entrepreneurs sylviculteurs.	Région MEDD	Secteur privé OSC	Ikalamavony	X	X	
Renforcer la gouvernance de la filière bois énergie	Renforcement de la réglementation de l'exploitation des ressources forestières destinées à l'énergie depuis la coupe jusqu'à la technique de carbonisation. Mettre en place les outils de suivi et de contrôle de la filière charbon de bois. Professionnalisation des charbonniers.	Région MEDD	PTF	Région	X		
OS11.23 : 5000 ha par an de puits carbonés sont restaurés.							
Restaurer le périmètre de	Plaidoyer pour le transfert du PRHM à la Région. Re-délimitation du PRHM.	Région MEDD	PTF		X	X	

reboisement de la Matsiatra Ambony	Intégration du PRHM dans le SRAT						
Intensifier le reboisement communal et individuel	Reboisement de 100 ha par Commune Promotion du reboisement individuel villageois Promotion du reboisement d'arbres fruitiers.	Région Commune	MEDD MATD (projet CASEF)	Région	X		
Mise en place de mécanisme de sécurisation des reboisements	Sécurisation des terrains de reboisement communal/MEDD/privé... Délivrance de certificat foncier pour le terrain de reboisement individuel. Equiperment de lutte contre les feux pour les Communes	Communes MEDD MATD	Projet CASEF	91 Communes	X	X	

4.5.11.3 Stratégie opérationnelle 11.3: Consolider la paix et la sécurité au niveau du territoire

Contexte

Depuis deux ans, le phénomène dahalo a diminué énormément. En matière de défense et de sécurité, la gendarmerie nationale est présente dans dix-huit Communes notamment dans le moyen ouest de la Région. La force militaire assure le maintien de l'ordre au niveau de trois ZRPS. La police nationale s'est déployée au niveau de cinq Districts (Ambalavao, Fianarantsoa I, Lalangina, Vohibato, Ambohimahasoa). Concernant l'autodéfense villageoise selon la loi 2014-608, la Région a homologué le dina sur la sécurité. Les acteurs régionaux ont initié le mouvement Soamiraidia. Les décideurs des autres Districts n'adhèrent pas à cette initiative. La société civile a initié l'implication des jeunes dans l'instauration de la sécurité car la majorité de la population impliquée dans les délits sont des jeunes. En matière judiciaire, le ministère de la justice vient de construire une nouvelle prison selon la norme internationale. La Région dispose d'une cour d'appel, de tribunal de première instance, de tribunal administratif, d'un tribunal financier et terrier. Ces dispositifs sont localisés essentiellement dans le chef-lieu de région.



Photo 17 : Bureau de la direction régionale de la sécurité publique

Enjeux

Des enjeux majeurs sont encore à solutionner dont la restauration de la confiance de la population à la force de l'ordre et le tribunal, le rabattage et la corruption au niveau du tribunal, la prévention des sources d'insécurité (les conflits notamment sur le foncier, violences de tout genre, l'élection), la prolifération de la vente de chanvre indien et de rhum non contrôlé, le manque de moyen pour s'opposer au fléau de l'insécurité et enfin, la maîtrise l'insécurité en milieu urbain. La paix sociale au niveau de Matsiatra Ambony ne sera pas durable si de l'insécurité dans les régions voisines persiste.

Leviers

- Implication des jeunes dans la consolidation de la paix à travers l'organisation de la société civile.
- Mouvement Soamiraidia.

Mise en œuvre

Impacts attendus 11.3: La situation sécuritaire en milieu rural et urbain est maintenue.

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
SO11.31 Le dispositif sécuritaire est renforcé.							
Densifier les infrastructures de sécurité.	Construction de commissariat de police à Ikalamavony et Isandra. Construction de Groupements Territoriaux au niveau de quatre districts. Construction de vigie de police de quartier en milieu urbain.	MDN Ministère de la sécurité publique Région Commune		Région	X		
Renforcer les ressources humaines de sécurité.	Augmenter l'effectif des forces de l'ordre. Equiper de la force de sécurité et de défense. Equiper et formation des quartiers mobiles.	MDN Ministère de la sécurité publique		Région	X	X	
OS 11.32 : La prévention de l'insécurité est renforcée							
Renforcer la gouvernance partagée de la sécurité	Dialogue social sur la sécurité et la paix. Consolider l'autodéfense villageoise. Instaurer la coopération interrégionale en matière de sécurité.	MDN Ministère sécurité publique Région Commune	OSC PNUD	Région	X	X	
Renforcer l'action préventive	Education à la non-violence et à la sécurité au niveau des écoles et université, avec les médias et pendant le processus électoral. Renforcer les structures communales de résolution de conflit foncier.	Commune	OSC	Région	X		
Prévenir la prolifération des drogues	Lutte contre la vente de drogue Renforcer la sensibilisation des jeunes contre la drogue. Mettre en place le dispositif de prise en charge des jeunes.	MDN Ministère de la sécurité publique Région Commune	OSC PNUD	Région	X	X	
OS11.33 : Zéro corruption et rabattage							
Lutter contre la corruption	Education à la corruption Promotion de RHI Création de guichet unique d'enregistrement des actes judiciaires au niveau du tribunal	BIANCO MJ	OSC	Région	X	X	
Promouvoir la proximité et l'accès aux services	Construction de tribunal à Ikalamavony Construction de maison centrale à Ikalamavony	MJ	Région	Région	X	X	

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
judiciaires et pénitentiaires	Construction de cité des juges et des pénitenciers						

4.5.11.4 Stratégie opérationnelle 11.4: Promotion du genre.

Contexte

Selon le MICS 2018,

- 72,1% des femmes de 15-49 ans qui se sentent en sécurité quand elles marchent seules après la tombée de la nuit dans leur quartier.
- 2% des femmes de 15-49 ans actuellement en union ou en rupture d'union ont subi des violences exercées par leur mari/partenaire actuel ou le dernier, au cours des 12 derniers mois.
- La prévalence de la discrimination est relativement faible. Environ 8,2% des femmes et 8,4% des hommes qui se sont sentis discriminés ou harcelés au cours des 12 derniers mois, sur la base d'un motif de discrimination interdit par le droit international relatif aux droits de l'homme.



Population et genre

- 85,9% de la population réside en milieu rural contre 14,1% en milieu urbain.
- 51% sont des femmes et 49% des hommes.
- Les jeunes de 14-30 ans représentent 33,7% de la population.
- La proportion des enfants moins de 17 ans est de 49.4%.

Autonomisation des femmes

- Deux réseaux de femmes leaders fonctionnelles.
- Un réseau des femmes entrepreneurs et citoyennes : EFOI,
- 75 associations des femmes regroupées au sein du mouvement « viavy miavotse ».

Promotion de la jeunesse

- 20 conseils de la jeunesse mis en place.
- 8 maisons des jeunes mis en place.
- 75 jeunes pairs éducateurs actifs.

Protection des enfants

- 07 réseaux de protection de l'enfant mis en place.
- 04 centres de référence mis en place.

Gouvernance du genre

- 50% des Communes ont mis en place de comité VBG.
- Centre d'écoute et de conseil juridique (CEJI) mis en place et opérationnel au niveau de sept Districts.
- Une plateforme VBG est active à travers le réseau social.
- Un établissement d'éducation pour les enfants sans abri au niveau régional.

- Organisation de foire Ampela miketrika par an.
- Alphabétisation des jeunes filles dans le District de Lalangina.

Enjeux

L'absence de politique ou objectifs clairs, orientés vers la parité se traduit par la faible autonomisation et inclusion des femmes dans la prise de décision. Actuellement, deux femmes sur huit dans le pouvoir législatif. Quatre femmes sur 91 sont élues au niveau des Communes, deux femmes dans le staff de la Région, trois femmes dans la direction des STD.

La prévalence de mariage précoce (avant 18 ans) reste très élevée : En 2016, le taux de prévalence de mariage précoce est de 40,5%. Environ, 40,7% des filles ont une union à l'âge de moins de 18 ans. L'âge médian de rapport sexuel est respectivement de 17,6 et 17,4 pour le garçon et la fille. En 2018, 81,3% des enfants âgés de 1-14 ans ont subi n'importe quel châtiment corporel ou agression psychologique, selon leur mère ou la personne en charge de l'enfant. Environ, 6,8% des femmes de 20-24 ans étaient mariées ou en union pour la 1ère fois avant 15 ans ; 36,5% des femmes de 20-24 ans étaient mariées ou en union pour la 1ère fois avant 18 ans. Autour de 13% des hommes de 20-24 ans étaient mariés ou en union pour la 1ère fois avant 18 ans.

Le taux de victime de violence physique et de l'insécurité est alarmant (RGPH 3): 8,7% des femmes de 15 à 49 ans sont victimes de violence physique lors de vol et/ou d'agression au cours des 12 derniers mois et qui ont déclaré à la police les derniers cas de vol et/ou d'agression subis ; 18,1% des hommes de 15 à 49 ans victimes de violence physique lors de vol et/ou d'agression au cours des 12 derniers mois et qui ont déclaré à la police les derniers cas de vol et/ou d'agression subis, 57,1% des femmes de 15-49 ans ne se sentent pas en sécurité quand elles marchent seules après la tombée de la nuit dans leur quartier. Selon l'EDS V, le pourcentage de femmes de 15-49 ans, non célibataires, ayant subi des actes de violence physique, sexuelle ou émotionnelle, causés par leur mari/partenaire est élevé, soit 50%. La Région occupe le troisième rang des zones où les actes de violence sont plus fréquents. On note également l'absence de prise en charge des personnes atteintes de la maladie génétique (albinos, otite, trisomique).

Leviers

- Loi sur le VBG.

Mise en œuvre

Impacts attendus 11.4: L'indice de développement de genre est amélioré

Mesures et programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS11.41 : L'égalité genre est intégrée dans la gouvernance de la Région							
Renforcer l'implication des femmes dans les postes de décisions	Sensibilisation des femmes au niveau des postes électives. Formation des femmes volant faire de la politique.	MPPSPF	Société civile		X	X	
Renforcer le mécanisme de pilotage du genre au niveau de la région	Elaboration de la stratégie régionale genre Amélioration du système de suivi et évaluation de genre Promotion du conseil de la jeunesse	MJS Région Commune OSC	PTF	Région	X		
Mobiliser le financement en faveur du genre	Création de fonds régional de soutien au jeune/femme. Soutien à l'initiative du secteur privé et de la société civile en faveur des femmes et de la jeunesse. Promotion de la budgétisation sensible au genre au niveau des CTD.	Région Communes MPPSPF MJS MID	PTF OSC	Région	X	X	
OS11.42 : Les prises en charges des groupes vulnérables sont améliorées							
Renforcer des dispositifs d'accompagnement de la jeunesse	Mettre en place et renforcer la capacité des conseils de la jeunesse au niveau des CTD. Construire des maisons et centres des jeunes Promouvoir les structures d'autopromotion de la jeunesse.	MJS OSC	PTF	Communes	X	X	
Promouvoir la femme	Promouvoir l'autonomisation économique et le leadership des femmes notamment en milieu rural. Renforcer la capacité et l'alphabétisation des femmes et des jeunes filles. Promouvoir l'inclusion équitable des femmes dans la prise de décision au niveau de la Région, des Communes et des Fokontany.	MPPSPF Région OSC Eglises	PTF	Région	X	X	
Promouvoir les handicapés	Promouvoir l'accès des handicapés à l'emploi et au service public régional Soutenir le handisport Appuyer les centres de prise en charge des handicapés	MPPSPF Région Communes OSC Communauté religieuse	Handicap international	Région	X	X	
OS11.43 : La discrimination et la violence basée sur le genre sont réduites							
Protéger les personnes atteintes par la maladie génétique (albinos, trisomie, otite)	Création de centre de prise en charge. Lutte contre la ségrégation. Plaidoyer pour faciliter l'accès au soin.	OSC Eglises MSP MPPSPF	PTF	Région	X	X	
Protéger l'enfance	Lutter contre le travail des enfants. Lutter contre le mariage et la grossesse précoce Renforcer l'accès des parents à l'emploi.	OSC Eglises MSP MPPSPF	PTF	Région	X	X	
Consolider la lutte contre les violences liées au genre	Construction de centre d'accueil et d'écoute des victimes par District. Sensibilisation et de réflexion sur la dimension du genre à destination des notables et des autorités. Renforcer les actions de prévention de VBG.	MPPSPF STD Région OSC	PTF	Région	X	X	

4.5.11.5 Stratégie opérationnelle 11.5: Améliorer la performance de la gestion de risques et catastrophes naturelles et anthropiques

Contextes

Le comité régional GRC est opérationnel. La Région a son plan de contingence. La Préfecture a mis à la disposition de la Région divers équipements pour faire face aux dégâts occasionnés par les calamités naturelles et pour secourir la population. Seule la Commune Urbaine Fianarantsoa possède un équipement de lutte contre les incendies. Un corps de la protection civile est opérationnel au niveau de la Région.

Enjeux

La difficulté de l'accès à l'information sur les risques, les catastrophes et le climat pour améliorer la prévision, la décision et la formulation de projet de relèvement reste un défi à relever en matière de gouvernance de la GRC/RRC.

Matsiatra Ambony connaît des situations climatiques variables dues à l'insuffisance ou à l'irrégularité des pluies. Elle est fréquemment soumise à des événements climatiques extrêmes (cyclones, inondations, sécheresses,) provoquant des dommages importants. Entre 1961 et 2017, le passage des cyclones a provoqué le décès de 60 personnes et 7 disparus. Les constructions sont vulnérables aux aléas climatiques. Entre 1961 et 2017, 3461 maisons sont touchées directement et indirectement 18183 de personnes dont 584 déplacées. Le passage de cyclone a détruit 46 infrastructures publiques. Les secteurs agricoles et forestiers sont également les plus touchés dont 45919 ha de culture et de forêt sont détruites.

Les risques d'incendie des habitations, des broussailles et de forêt sont également fréquents. Les Communes sont sous équipées en matériels de lutte contre les feux.

Leviers

- Assurance vis-à-vis du risque climatique et CPGU.
- Projet de protection sociale menée par le MPPSPF et le FID.

Mise en œuvre

Impacts attendus 11.5: La vulnérabilité de la population aux risques et catastrophes naturelles et anthropiques au niveau de la Région est réduite.

Mesures programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS11.51 : La gouvernance locale de la GRC/RRC est améliorée.							
Développer et mettre en œuvre un mécanisme régional permanent de financement des actions de prévention et d'intervention d'urgence	Plaidoyer pour l'acquisition de fond de contingence et RRC au niveau de la Région. Mise en place le guichet urgence de relèvement/reconstruction Constitution d'une banque de semence et d'aliment.	Région Préfecture BNGRC Député, sénateur	Croix rouge	Région	X	X	
Renforcer le pouvoir et les capacités managériales ainsi qu'opérationnelles de la Région en matière de RRC et adaptation aux changements climatiques	Élaboration d'une Stratégie opérationnelle de GRC/RRC et adaptation au changement climatique au niveau régional, local Renforcement les moyens humains, techniques et financiers de la Région. Mise en place le service RRC au niveau de la Région.	Région	MID	Région	X		

Mesures programmes et préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
Renforcer le mécanisme de coordination régionale de GRC/RRC	Redynamisation des structures et plateformes de GRC/RRC dans tous les secteurs et à tous les niveaux Mise en place un mécanisme de suivi évaluation de la mise en œuvre de la SNGRC Renforcement des capacités de centres opérationnels	Région Préfecture BNGRC	MID	Région	X		
OS 11.52 : Les informations sur les risques présents et futurs sont disponibles et améliorées							
Développer les outils de diagnostic des risques (expositions aux aléas, vulnérabilité, capacités) pour chaque secteur	Etablissement de la situation de vulnérabilités socio-économiques et physiques de la Région Elaboration des cartographies multirisques et identifier le profil risque des régions/districts/communes/zones spécifiques Numérisation des systèmes de recueil, d'analyse, et de diffusion des informations statistiques sur les catastrophes, leurs conséquences et les pertes occasionnées	MTM BNGRC MID Université Fianarantsoa	PTF	Région	X		
Améliorer le système de collecte et de traitement de données climatologiques	Rénovation des stations météorologiques existantes Implantation des nouvelles stations Création d'un portail d'accès libre aux données météorologiques	MTM	PTF Coopération décentralisée	Fianarantsoa Ikalamavony Ambalavao Vohibato Ambohimahasoa Lalangina	X		
OS11.53 : Les capacités des acteurs en matière de GRC/RRC sont renforcées							
Renforcer l'équipement de secours en cas de catastrophes.	Construction, réhabilitation de garnison de sapeur-pompier au niveau des Communes urbaines. Equiper de lutte contre les feux. Equiper de la brigade de sécurité civile.	Communes urbaines MDN MEDD	Région BNGRC	2 Communes urbaines	X	X	
Renforcer l'information l'éducation, la formation et la communication en matière GRC/RRC	Renforcement des initiatives et les activités dans la RRC. Education du public sur la culture de gestion du risque. Création des centres de formation professionnalisant en matière de RRC/GRC et en matière de secours spécialisé	Université Communautés religieuses, Organisations des jeunes, journalistes, OSC	Région BNGRC Croix rouge	Région	X		
Accroître la capacité de financer l'adaptation aux changements climatiques	Mobilisation des ressources financières internes/externes Organisation de l'intégration de l'adaptation	Préfecture Région 91 Communes MEDD	OSC Secteur privé				

Mesures programmes préconisés	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
	au changement climatique dans la budgétisation. Implication des acteurs privés dans le soutien financier aux actions de renforcement de la résilience au changement climatique						
OS11.54 : La capacité de résilience des ménages à faire face au changement climatique sont renforcées							
Mettre en place un système d'alerte précoce et de gestion des catastrophes adapté aux systèmes agricoles	Facilitation du partage des informations climatiques Renforcement du Système d'Alerte Précoce (SAP) Amélioration du système de gestion des informations sur les catastrophes.	MTM BNGRC CPGU	PTF	Région	X	X	
Renforcer les mesures d'atténuation des impacts du changement climatique	Gestion des risques d'inondation et les risques d'érosion en zones urbaines et rurales. Maintien de la couverture forestière existante Renforcer la gestion du COFAV Mise en place un programme de restauration des marécages	BNGRC Préfecture Région 91 Communes MEDD	PTF	Région	X	X	
Mettre en œuvre les filets sociaux réactifs aux chocs	Poursuivre le transfert monétaire pour le développement humain Poursuivre le filet de sécurité productif Renforcement de la résilience et inclusion productive	MPPSPF/FI D	BM		X	X	

4.5.11.6 Stratégie opérationnelle 11.5: Renforcer le civisme et la responsabilité citoyenne

Contextes

Selon l'étude effectuée par la banque centrale et l'INSTAT en 2012, 12,6% des ONG/Association se siègent dans la province de Fianarantsoa contre 62,8% à Antananarivo. Ces organisations tiennent une place non négligeable dans le développement local. Environ 10,1% des organisations interviennent dans la Région Matsiatra ambony. Au premier semestre 2013, les ONG/Association ont créé 15676 emplois permanents et 19380 emplois temporaires. Grâce à leur crédibilité, les OSC constituent un moyen de mobilisation des ressources internes ou du financement extérieur. Plusieurs associations et organisations non gouvernementales (Ny Tandavanala, Ny tanintsika, VOZAMA, Fiantso, HAONA SOA, Ndao hifanosika, CEDII, AINGA, CRAM....) engagent des actions en faveur de développement régional. Des réseaux de la société civile émergent et faire en sorte que les citoyens se sentent de nouveau concernés par la chose publique et s'impliquer et à participer à la vie locale. Il s'agit entre autre de TAFOMIHAOVO, PFROSC, plateforme HINA, Alliance jaritany....

Les collectivités territoriales sont un acteur majeur de la participation citoyenne. Pourtant très peu d'entre eux consacrent une part de leur budget et fait de la participation citoyenne un enjeu de leur mandat. Rares sont les Communes qui ont valorisé la SLC. Seulement 1% des Communes ont adopté le processus de budgétisation participative malgré l'appui des partenaires depuis des années. La Région n'a jamais impliqué le citoyen dans le vote de budget car le conseil régional n'a pas été institué depuis 2009. Le taux de pression fiscale au niveau de la Région avoisine le 11%. Le taux de recouvrement des impôts locaux au niveau des CTD reste faible à cause du manque de civisme chez les contribuables et l'absence de volonté politique chez les élus locaux. La coopération entre la Région et la société civile émerge entre autre dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et de l'environnement.

Enjeux

Rapprocher les citoyens et les décideurs publics.

Très peu d'engagement citoyen surtout en milieu rural.

Faiblesse du civisme fiscal.

Leviers

Des cadres juridiques régissant le dispositif d'implication des citoyens existent: l'opérationnalisation de la structure locale de concertation et du conseil de la jeunesse.

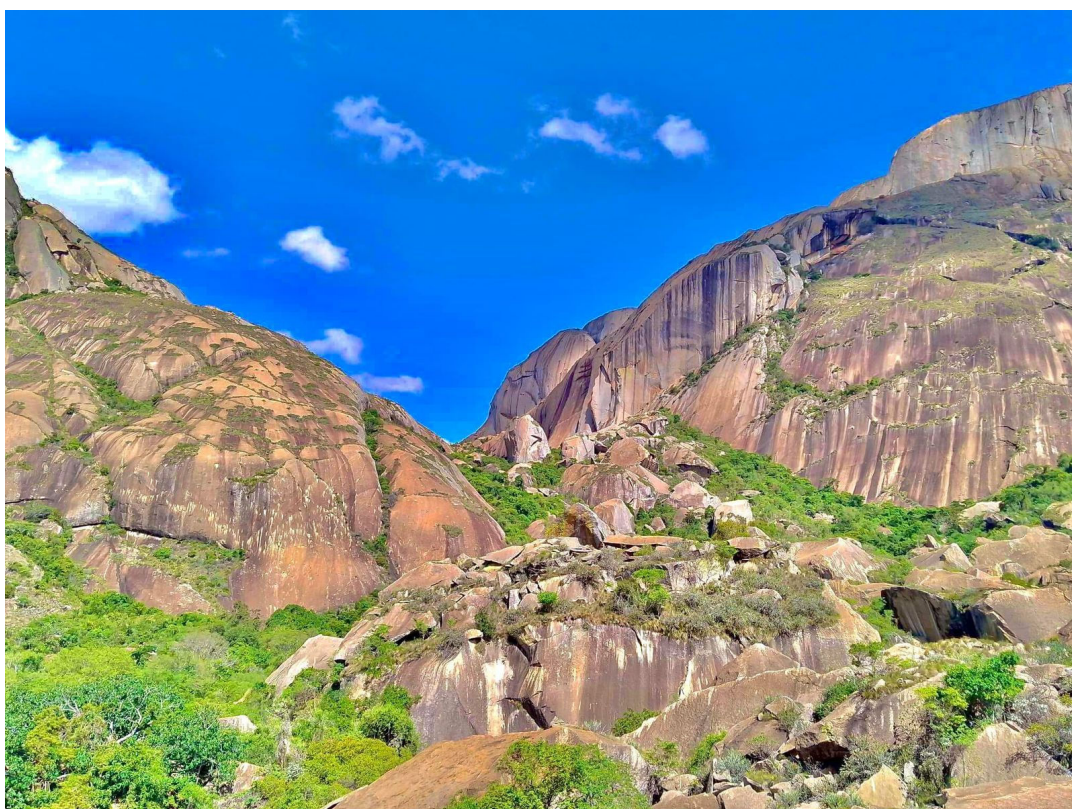
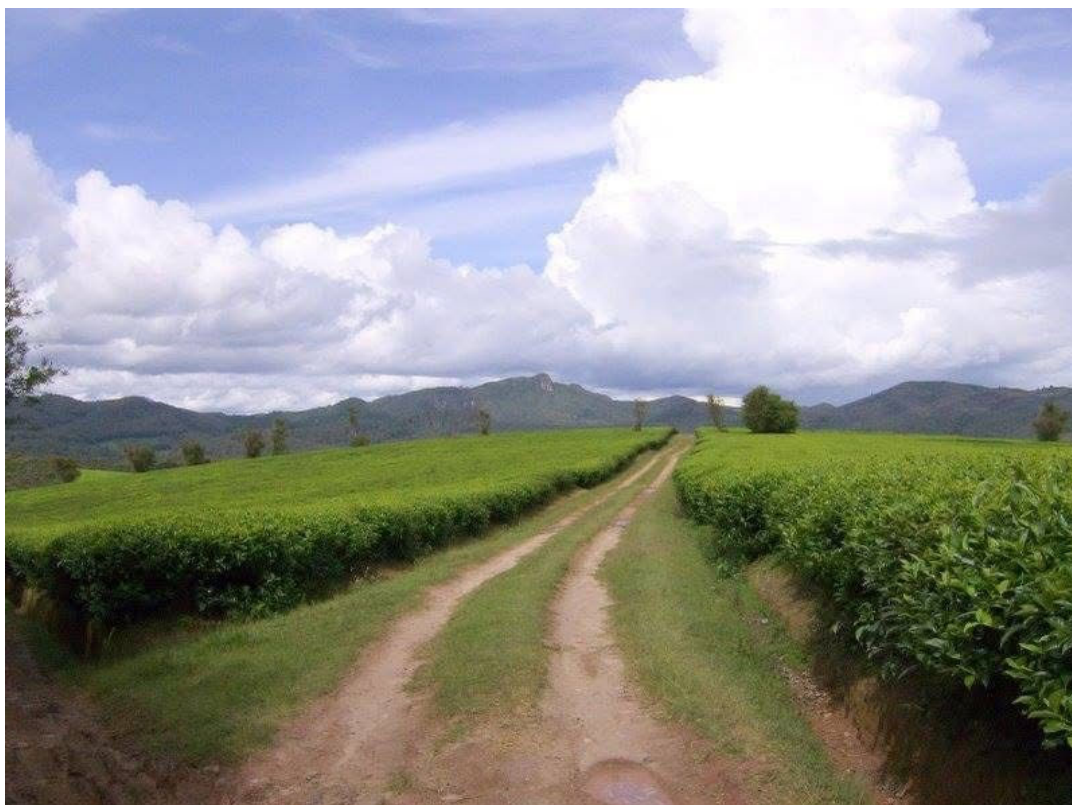
Existence des fonds d'appuis à la société civile : Fanainga plus, Fonds PISCCA.....

Mise en œuvre

Impacts attendus 11.5: Le changement social au niveau de la Région a augmenté

Mesures programmes préconisés et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
OS11.51 : La contribution (investissement, paiement des impôts, RSE, bénévolat, action citoyenne...) des acteurs régionaux au développement de son territoire est accrue.							
Soutenir l'émergence de la société civile régionale et locale engagé et activé.	Incitation à la constitution des associations, ONG, syndicat au niveau du territoire. Plaidoyer pour facilitation de la formalisation des associations. Renforcement de la capacité des OSC.	OSC	CTD Fanainga +	Région 91 Communes	X		
Mise à l'échelle de la coopération Région-OSC	Création d'une espace de dialogue régionale avec la société civile. Soutien aux initiatives portées par les OSC. Mise en œuvre de partenariat OSC-Région	Région STD OSC		Région	X	X	
Consolider l'engagement citoyen dans le développement régional.	Promotion de l'engagement citoyenne des jeunes. Promotion de la responsabilité sociétale de l'entreprise.	Région STD OSC		Région	X	X	
Mener de l'éducation civique et citoyenne	Amélioration du civisme fiscale. Renforcer l'éducation pour la paix. Renforcer l'éducation environnementale	STD CTD OSC	Fanainga + GEF SGP	Région	X	X	
OS11.51 : Les dispositifs de participation citoyenne sont valorisés par les décideurs.							
Renforcer les structures locales de concertation	Création et opérationnalisation de la structure communale de concertation. Création et opérationnalisation de la structure régionale de concertation. Formation des SLC	Commune Région	OSC MID Projet/progr amme	91 Communes Région	X		
Renforcer le dispositif de dialogue avec les jeunes et les femmes.	Création et opérationnalisation du conseil communal, distric, régional de la jeunesse	MPSPF MJS CTD	PNUD OSC	District, Ambalavao, Isandra, Ikalamavony	X	X	

Mesures programmes préconisés	et	Projets prioritaires	Acteurs concernés	Partenaires potentiels	Territoires concernés	CT	MT	LT
		Création et opérationnalisation de la plateforme, districale, régionale et communale des femmes.			Ambohimah asoa, Vohibato			
Instaurer le processus de budget citoyen		Renforcement de la capacité des Communes sur le processus de budget participatif Engagement du processus régional de budget participatif. Amélioration de la modalité de consultation régionale sur la loi de finance.	MID CTD MEF	OSC	Région	X		
Promouvoir l'e-démocratie		Développer les plateformes de participation et de consultation à l'aide des réseaux. Créer un portail de la participation www.democratie-region	Région	MPTDN OSC	Région	X		



5 STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE DU PRD

5.1 Consolidation de la maîtrise d'ouvrage de la Région

5.1.1 Evolution du cadre juridique des CTD

Selon l'article 52 de la loi 2014-018, le Chef de Région est maître d'ouvrage des actions qui cadrent dans ses compétences selon la loi 2014-18.

- A la programmation et le cadrage des actions de développement d'envergure Régionale notamment en matière d'aménagement hydroagricole, de pêche, de promotion industrielle, artisanale et commerciale, de promotion du secteur des services, d'agriculture et d'élevage.
- A l'établissement et à la mise en œuvre de schéma régional d'aménagement du territoire.
- A la promotion des logements sociaux.
- A la gestion des équipements publics à caractère régional notamment les lycées, les Centres hospitaliers régionaux, les routes d'intérêt régional.
- A la mise en œuvre, à son échelon, d'actions et de mesures appropriées relatives aux calamités naturelles et à la sécurité publique.
- A la réalisation et la gestion des parcs et espaces de loisirs de portée régionale.

Les Communes assument également la maîtrise d'ouvrage des projets qui cadrent dans ses compétences.

- La réalisation et la gestion des infrastructures et équipements marchands tels que places et marchés publics, marchés de bovidés et aires de stationnement de véhicules, et tout autre équipement générateur de revenu comme les abattoirs, les espaces verts.
- La gestion des routes, des pistes de desserte, des ponts et bacs d'intérêt communal.
- Tourisme local.
- La planification du développement communal et la mise en œuvre des opérations liées à la gestion de voirie, d'eau et assainissement, d'hygiène, de gestion des ordures ménagères ; la mise en œuvre, à son échelon, d'actions et mesures appropriées contre les calamités naturelles, la définition et la réalisation des programmes d'habitat et des équipements publics à caractère urbain et rural, la gestion de l'attribution des logements sociaux, la sécurité de proximité et de la protection civile, la réalisation d'actions sociales notamment en faveur des personnes en situation d'handicap, des personnes âgées et des indigents; la gestion des infrastructures et équipements publics de base sociale, éducative, culturelle, sportive et sanitaire: préscolaires, écoles primaires publiques, collèges d'enseignement général et centres de santé de base, à la réalisation et la gestion des parcs et espaces de loisirs de portée communale, et à la promotion de l'identité culturelle.
- En matière environnementale, la planification du développement communal et la mise en œuvre des opérations liées à la contribution, à la préservation, à la valorisation et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, à la prévention et la lutte contre les feux de brousse et la déforestation.

La lettre de la politique de décentralisation émergente selon la loi 2021-011 du 18 août 2021 fixe des orientations politiques :

- **Axe stratégique 1 : Réformes institutionnelles et territoriales**
 - Redéfinir les missions de chaque niveau de CTD : la région assure la cohérence du développement territorial, servir d'espace de mutualisation de service en matière de prestation décentralisée, réaliser les infrastructures structurantes et d'aménagement de territoire.
 - Acter pleinement le rôle des Région en tant que CTD conformément aux dispositions de la constitution.
- **Axe stratégique 2: Territorialisation des politiques publiques**
 - Concrétiser la territorialisation des politiques publiques.
 - Construire une gouvernance territoriale effective.

5.1.2 Stratégies de renforcement de la maîtrise d'ouvrage

5.1.2.1 Objectifs

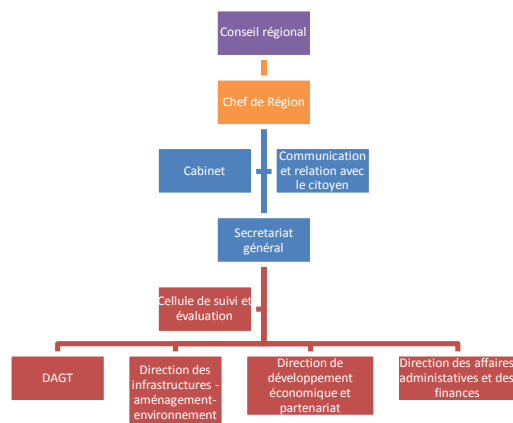
Les objectifs de la Région sont de :

- Améliorer ses services pour répondre à l'enjeu de la décentralisation émergente.
- Rehausser la performance de gestion de la réalisation des projets d'investissement.
- Accroître le partenariat public-privé.

5.1.2.2 Mise en œuvre des réformes institutionnelles et territoriales

La Région va adopter un organigramme de service plus opérationnel. Pour plus d'efficacité, la direction de l'infrastructure et de développement seront séparés. Le service de l'aménagement sera intégré. Une cellule de suivi évaluation sera mise en place intégrant la gestion des bases de données et le système d'information géographique.

La Région va également adopter une seule programmation budgétaire suivant le budget programme territorialisés et le contrat plan Etat-Région. Elle va également mettre en place un cadre formel sur la collaboration avec les Communes et la province.



5.2 La mobilisation des parties prenantes autour de la mise en œuvre du plan

5.2.1 Les cadres de participation citoyenne et de redevabilité sociale existants

La loi 2014-018 stipule dans l'article 15 que la mise en œuvre des compétences et des attributions des Collectivités Territoriales Décentralisées s'exerce de manière participative et en toute transparence. A cet effet, les Collectivités Territoriales Décentralisées doivent mettre en place une structure de concertation. Son application est régie par le décret 2015 – 957. Cette structure n'a jamais été instituée au niveau de la Région car l'élection régionale n'a pas eu lieu depuis 2008. La majorité des Communes a formalisé la mise en place de la SLC mais moins de 5% des Communes les valorisent.

Selon le Cadre légal, la Loi n° 2015 – 051 portant Orientation de l'Aménagement du Territoire, le CRAT a pour mission de (i) assurer le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des outils de planification territoriale en collaboration avec l'Observatoire du territoire, (ii) porter assistance aux autorités locales respectives dans les actions d'aménagement du territoire, (iii) faire remonter les problèmes non résolus localement et nécessitant l'intervention de la Commission interministérielle prévue à l'article 16 de la présente loi (iv) et d'assurer l'animation et la synergie permanente des actions qu'ils effectuent. Cette instance de concertation a été instituée en décembre 2022. La structure n'a jamais été valorisée.

La lettre de la politique de décentralisation émergente selon la loi 2021-011 du 18 août 2021 stipule dans l'axe stratégique 4 (participation citoyenne dans les choix de la politique locale et dans le contrôle citoyen) vise à stimuler la participation citoyenne dans les choix des politiques locales.

5.2.2 La stratégie de mobilisation à déployer

5.2.2.1 Objectifs

Le but fixé par la Région est de valoriser toutes les ressources disponibles, les capacités et les compétences existantes et de profiter de toutes les opportunités qui pourraient apporter une valeur ajoutée au plan. Aussi, les objectifs spécifiques de la mobilisation sont de :

- Identifier systématiquement et de la manière la plus exhaustive possible toutes les parties prenantes qui peuvent avoir un intérêt effectif pour la réalisation du PRD.

- Appropriation par les acteurs étatiques et privés du plan.
- Intégration des interventions au niveau régional dans le plan, notamment en matière de développement territorial (Région, District et Commune)
- Établissement de mécanisme d'interaction avec les parties prenantes en vue de partager, en temps voulu et de manière compréhensible, accessible et appropriée l'information pertinente sur leur projet et ses activités.

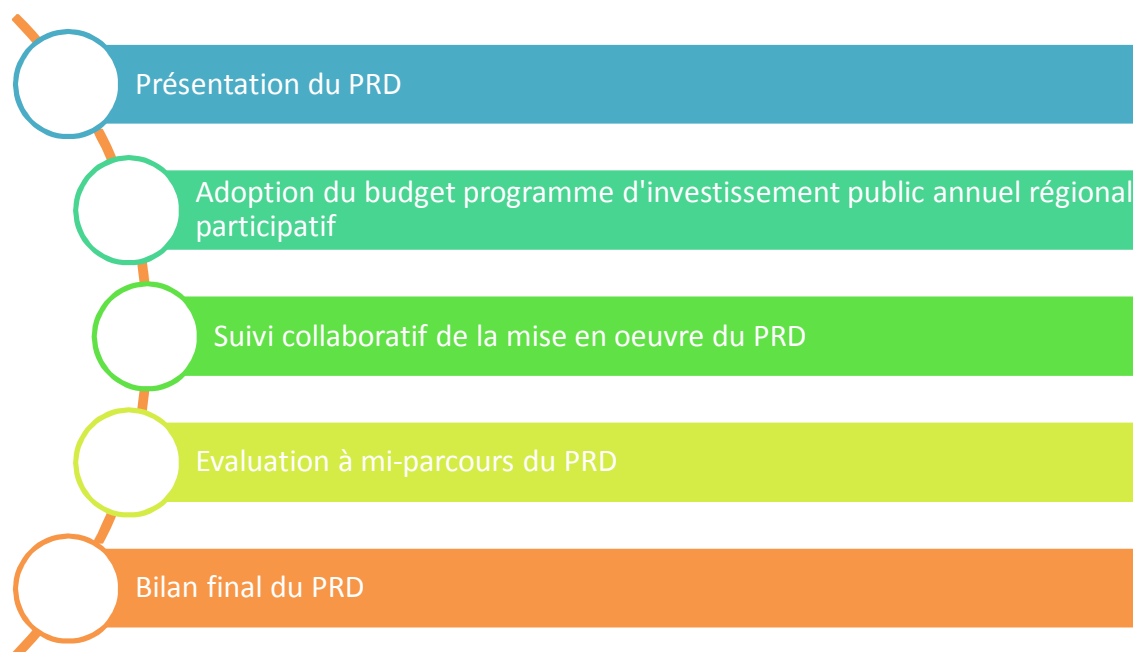
5.2.2.2 Principes de base de la mobilisation

Les principes directeurs qui régissent la mobilisation des parties prenantes sont les suivants :

- Transparence qui permet un dialogue constructif et continu avec les parties prenantes, ainsi que l'activation des mécanismes de remontées d'informations. Les parties prenantes doivent donc être informées de manière la plus totale possible du processus, des enjeux et des incidences de la mise en œuvre de chaque projet.
- Partage de responsabilités entre toutes les parties prenantes.
- Inclusion et représentativité : les acteurs locaux, actifs ou inactifs et toutes les catégories de la population, se doivent d'être inclus et représentés. Les cadres de concertation (SLC, CRAT) seront donc opérationnalisés à cet effet.
- Redevabilité : le sens de la redevabilité est la reconnaissance de la responsabilité des actions en garantissant aux citoyens, l'accès à des mécanismes pertinents par lesquels ces derniers puissent demander des comptes au Projet vis-à-vis de ses actions.

5.2.2.3 Approches à adopter

Le schéma suivant présente l'approche de la mobilisation des parties prenantes durant la mise en œuvre du PRD.



5.3 Stratégie de promotion du plan

5.3.1 Les dispositifs de communication existants

La Région exploite déjà la communication via la TIC. Elle a son site web (www.regionhautematsiatra.mg). Elle a également son propre page web (Goverinoran'ny Faritra Matsiatra Ambony). Elle a déjà son propre emblème. Sa devise est affichée au niveau du palais de la région.

5.3.2 Plan de promotion

La stratégie de promotion du PRD doit s'aligner sur le cycle de vie du plan (la phase de lancement, la phase de mise en œuvre et la phase du bilan).

- Digitalisation du PRD: sites web et carte interactive.
- Organisation de table ronde avec les services techniques, le secteur privé, la société civile, les bailleurs au niveau national, les partenaires de la coopération décentralisée et le Diaspora à l'international.
- Publications via support physique: plaquette version grand public et version pour les partenaires, des lettres d'informations périodiques, des brochures, panneau visuel au niveau du siège de la Région.
- Communication médiatique au niveau de la presse, de la télévision et de la radio.
- Communication via les réseaux sociaux, l'intranet, les lettres d'informations électroniques.
- Marketing territorial

Par ailleurs, des communications spécifiques seront réalisées pour les grands projets du PRD.

5.4 La mobilisation des ressources financières en vue de la mise en œuvre du plan (ressources propres et ressources extérieur à la CTD)

5.4.1 Les ressources de la Région

5.4.1.1 Les revenus internes

Les ressources à la disposition de la Région selon la loi N°2014-020 modifiée par la Loi n°2015-008 du 1er avril 2015 sont constituées par des recettes fiscales et non fiscales. Selon le compte administratif en 2022, 91,42 % des ressources propres de la Région proviennent de l'impôt synthétique.

Recettes fiscales

l'impôt de licence de vente des alcools et produits alcooliques.

l'impôt de licence sur les activités temporaires, occasionnelles et / ou saisonnières.

l'impôt de licence sur les établissements de nuit.

l'impôt de licence sur l'organisation des tombolas et de loterie.

l'impôt synthétique.

la redevance sur les hydrocarbures.

les frais d'administration minière.

la ristourne minière.

la taxe de séjour.

la taxe sur la publicité.

la taxe sur les pylônes, antennes, relais ou mâts.

la taxe sur les jeux radiotélévisés.

Taxe sur la délivrance et le visa de cartes d'identité aux étrangers.

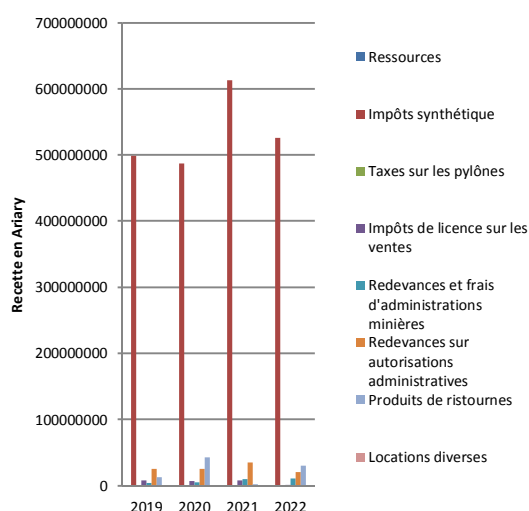
Recettes non fiscales

Des ristournes sur les extractions de terres, sables et pierres.

Des ristournes et prélèvements sur les produits de l'agriculture, des forêts, de la pêche, de l'élevage.

Des revenus de leur patrimoine

Le graphique ci-après présente les ressources mobilisées par la Région au cours des 4 dernières années



5.4.1.2 Ses revenus externes

Les aides extérieures non remboursables de la Région sont constituées par la coopération décentralisée avec la Métropole de Lyon d'un montant de 3 219 500 € pour l'année 2022 à 2025. Depuis les trois dernières années, la Région a bénéficié de la subvention d'investissement direct de l'Etat d'un montant de 2,5 milliards d'Ariary.

5.4.2 Le défis

Les ressources de la Région restent insuffisantes pour répondre au besoin de développement de son territoire. Son investissement dépend essentiellement de l'aide de l'Etat et de la coopération décentralisée. Plusieurs impôts et taxes ne sont pas collectés. Beaucoup d'entreprises sont informels. D'autres ressources comme le partenariat public-privé, les diasporas et la société civile sont peu exploitées.

5.4.3 Stratégies de mobilisation des ressources financières suffisantes afin de pouvoir promouvoir efficacement le développement régional.

Accroître les ressources propres

- Améliorer les ressources fiscales à travers le renforcement de l'efficacité de la collecte (ristourne de charbon de bois, de l'extraction de sable et de pierre.....).
- Développer les activités économiques génératrices de revenus territoriaux.
- Formaliser les entreprises et les entrepreneurs.

Accroître le transfert des ressources de l'Etat

- Contrat Etat-Région pour consolider le transfert actuel.
- Mobiliser directement des moyens financiers auprès des partenaires techniques et financiers.
- Dynamiser les dispositifs de transfert de ressources financières des ministères.

Consolider la capacité des Communes à mobiliser les ressources pour financer leur plan de développement.

- Améliorer la coopération fiscale entre Région-Communes-DRI.
- Mobiliser les Communes dans la perception des IFT/IFPB.
- Améliorer la chaîne de perception des ristournes partagées entre les Communes et la Région.

Mobiliser les financements privés

- Partenariats Public Privé (PPP)
- Coopération avec la société civile.
- Mise en place de standard de service en ligne pour plus de transparence.

Développer et consolider la coopération décentralisée.

- Elargir les champs de coopération avec Grand Lyon.
- Prospecter d'autres coopérations
- Mobiliser de la COOPDEC pour les Communes.
- Plus de transparence pour consolider la confiance des partenaires.

Développer des instruments pour inciter la Diaspora à investir au niveau de la Région.

- Inventaire des diasporas
- Réseautage des diasporas
- Ouvrir un espace de dialogue permanent entre l'autorité régionale et la diaspora.
- Consolider la participation de la diaspora malagasy au processus d'élaboration des plans de développement et implication dans leur mise en œuvre.
- Promouvoir la mise en place d'un incubateur social pour l'accompagnement des projets des diasporas.
- Identifier et diffuser des opportunités d'investissement pour les Fianarois Ampielezana.
- Mise en place des conditions incitatives et accompagnement de l'investissement (dédouanement des aides sociales...).
- Appuyer la structuration des associations de la diaspora.
- Ouvrir un espace de rencontre avec les diasporas au niveau des pays partenaires de la coopération décentralisée.



6 LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : LE PLAN D'INVESTISSEMENT PUBLIC REGIONAL

ANNEXE 2 : LE SUIVI EVALUATION DE L'EXECUTION DU PLAN

FIANGONAN'NY FIFOTAZAN'NY MPIANATRY NY TOMPO

SOATANANA





"Zay soa raha atao re miveatsa"

